

L'Impôt agricole au Maroc

“ LE TERTIB ”

Thèse complémentaire pour le Doctorat ès-lettres

PRÉSENTÉE

à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Roland LEBEL



PARIS V^e

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, RUE VICTOR-COUSIN, 11

1925

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Impôt agricole au Maroc

“ LE TERTIB ”

Thèse complémentaire pour le Doctorat ès-lettres

PRÉSENTÉE

à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Roland LEBEL



PARIS V^e

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, RUE VICTOR-COUSIN, 11

1925



ERRATA

- P. 11, l. 11. Au lieu de : *pouvait*, lire : *pouvaient*.
P. 25, l. 32. Au lieu de : *elle*, lire : *elle*.
P. 26, note 2, l. 1. Au lieu de : *suivans*, lire : *suivants*.
P. 50, note 1, l. 3. Au lieu de : *un*, lire *eu*.
P. 60, l. 1. Au lieu de : *fantaisistes*, lire : *frauduleuses*.
P. 60, l. 36. Au lieu de : *se rendit compte*, lire : *reconnut*.
P. 63, note 1, l. 16. Au lieu de : *prestation*, lire : *prestations*.
P. 63, note 1, l. 17. Au lieu de : *le*, lire : *la*.
P. 64, note 1, l. 4. Au lieu de : *se sont ajoutées*, lire : *s'est ajoutée*.
P. 72, l. 17. Au lieu de : *ne soient*, lire : *soient*.
P. 83, note, l. 39. Au lieu de : *argent*, lire : *agent*.
P. 84, l. 10. Au lieu de : *serait*, lire : *est*.
P. 91, l. 6. Au lieu de : *blés*, lire : *blé*.
P. 94, l. 5. Au lieu de : *psychologie*, lire : *psychologique*.
P. 106, l. 5. Au lieu de : *analogie*, lire : *analogies*.
P. 107, note, l. 2. Au lieu de : *anturellement*, lire : *naturellement*.
P. 110, note, l. 1. Au lieu de : *contrôles*, lire : *contrôle*.
P. 131, l. 4. Au lieu de : *avait*, lire : *a*.
P. 161. Au lieu de : *annexe*, lire *annexes*.
-

BIBLIOGRAPHIE

- Annuaire économique et financier du Protectorat de la République Française au Maroc, 1917-1924.*
- Archives du Service des Impôts et Contributions* (Résidence générale de Rabat).
- AUBIN (E.). — *Le Maroc d'aujourd'hui*, 1904.
- BERNARD (Augustin). — *Les Confins algéro-marocains*, 1911.
- *Le Maroc*, 1923.
- Bulletin officiel de l'Empire chérifien*, 1912-1924.
- Bulletin officiel du Gouvernement Général de l'Algérie.*
- BONZOM. — *Le Régime fiscal en Algérie*, 1900.
- COLOMB (J.). — *Le Régime financier du Maroc*, 1914.
- Conférences franco-marocaines* (Foire de Rabat, 1917).
- DOUTTÉE (Ed). — *Les causes de la chute d'un Sultan* (*Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, 1909).
- DUBOURDIEU. — *L'organisation financière en Tunisie* (Conférences sur les administrations tunisiennes, 1902).
- DUPUY. — *Les Impôts arabes en Algérie*, 1910.
- GAUDEFROY-DEMOMBYNES. — *Les Institutions musulmanes*, 1921.
- GIRAULT (A.). — *Principes de colonisation et de législation coloniale ; L'Afrique du Nord*, 1921.
- GOULVEN. — *Economie et législation marocaines*, 1921.
- HOLTZ. — *Traité de législation marocaine*, 1914.
- Journal officiel Tunisien.*
- LAGRANGE et FONTANA. — *Codes et lois de la Tunisie.*
- LARCHER. — *Traité de législation algérienne*, 1911.
- LEBEL (Roland). — *Rapport sur la question fiscale* (*Semaine agricole marocaine*, 1923).
- MARÇAIS (G.) — *Les Arabes en Berbérie*, 1913.
- MICHAUX-BELLAIRE. — *Les Impôts marocains* (*Archives marocaines*, t. I).
- *L'organisation des finances au Maroc* (*Archives marocaines*, tome II).
- *Les Impôts dans le Gharb* (*Archives marocaines*, tome XX).
- *L'Administration au Maroc ; système d'impôts le mieux approprié ; leur rentrée régulière* (*Bulletin de la Société de géographie d'Alger*, 1909).

- PIÉTRI (François). — *Les Finances au Maroc*, 1917.
- PIQUET (Victor). — *La Colonisation française en Afrique du Nord*, 1914.
- *Le Maroc*, 1918.
- *Les Civilisations de l'Afrique du Nord*, 1921.
- Rapport général sur la situation du Protectorat du Maroc au 31 juillet 1914. Renaissance du Maroc (La) : Dix ans de Protectorat*, 1923.
- RIVIÈRE (Louis). — *Traités, codes et lois du Maroc (Accords internationaux)*, 1924).
- RIVIÈRE et LECQ. — *Traité pratique d'agriculture pour le Nord de l'Afrique*, 1914.
- Situation économique marocaine* (Chambre de commerce de Rabat, 1924).
- TALEB ABDESSELEM. — *L'organisation financière du Maroc*, 1911.
- VAN VOLLENHOVEN. — *Essai sur le fellah algérien*, 1903.
-

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DU TERTIB

CHAPITRE PREMIER

L'IMPOT CORANIQUE

La *zekat* primitive. — L'impôt obligatoire : *zekat* des animaux et achour des récoltes. — Assiette et recouvrement. — Les difficultés financières.

La loi musulmane, au nombre des cinq devoirs fondamentaux (1), fait figurer l'obligation de payer l'impôt. Payer l'impôt, pour le croyant, est donc une pratique religieuse, au même titre que la prière ou que le jeûne ; il n'entre pas du tout dans cet acte l'idée de fiscalité ; c'est un devoir moral, une obligation envers Dieu et non envers l'Etat.

Cet impôt coranique est la *zekat*. La *zekat* procède de l'idée de purification (2), et de l'idée d'aumône. Le musulman purifie ses biens en faisant l'aumône ; il fait abandon, pour l'amour de Dieu, d'une part de sa richesse aux pauvres. « Pour les Arabes, dit Gaudefroy-Demombynes (3), les biens de ce monde sont un don du génie du mal et préparent les souffrances durables de l'autre vie. Mais il y a un moyen d'éviter ce danger : il faut que l'homme rende volontairement à Allah une part des biens qu'il lui a accordés, qu'il *purifie* par cet abandon partiel ceux qu'il conserve ; c'est le sens des mots *zekat* et *çadaka*, qui désignent en arabe l'aumône et particulièrement l'aumône légale instituée par le Coran et organisée par le Prophète et par ses successeurs. »

Le sacrifice ainsi librement consenti porte sur différentes

(1) Ces cinq obligations sont : l'acte de foi, la prière, l'aumône (*zekat*), le jeûne du Ramdan, le pèlerinage à La Mecque. Les trois premières sont absolues ; les deux dernières ne sont accomplies que si les circonstances le permettent.

(2) Ethymologiquement, *zaka* = être pur.

(3) GAUDEFROY-DEMOMBYNES. *Les Institutions musulmanes*, p. 106.

catégories de biens : les animaux, les métaux précieux (or et argent), les marchandises, les fruits de la terre et les fruits des arbres. La loi religieuse précise la proportion dans laquelle cette contribution est prélevée. Elle est à peu près égale à 2,50 % du capital représenté par les animaux, les métaux précieux et les marchandises. Les récoltes, considérées comme un revenu produisant un bénéfice, sont frappées plus lourdement et taxées à 1/10^e de leur valeur ; c'est la dîme de l'achour (1).

A l'origine, les croyants qui s'acquittaient exactement de la zekat, suivant la prescription de Mahomet (2), distribuaient directement leur cotisation annuelle aux pauvres et aux quelques catégories de gens désignés par la loi coranique. Mais, Dieu ayant un représentant sur terre en la personne du Sultan, intermédiaire tout désigné entre les Musulmans ses sujets, ceux-ci prirent bientôt l'habitude de verser entre les mains du « Prince des Croyants » leur contribution volontaire. C'est ainsi que les sultans furent amenés à intervenir dans la perception de la zekat, et peu à peu l'impôt se transforma. Il devint alors une contribution obligatoire, recouvrée par des agents spéciaux, le sultan se chargeant de la répartition et de l'emploi des fonds. Les chorfa, par ailleurs, personnages religieux descendants du Prophète, furent autorisés à percevoir l'impôt sur leurs azibs et à le répartir eux-mêmes.

Pendant, il n'en est ainsi qu'en ce qui concerne la zekat des animaux et l'achour des cultures. Ces deux impôts seuls deviennent une obligation fiscale (3). Ils frappent la grande source de richesse au Maroc : l'élevage et l'agriculture. Ce sont là des « biens apparents », et par là même les seuls éléments que le fisc primitif soit capable d'évaluer avec certitude. L'im-

(1) Ethymologiquement, *achour* = dixième.

(2) « Acquitez-vous exactement de la prière et de la zekat », Coran, verset 77, sourate 2. Cette recommandation est très fréquemment renouvelée dans le Coran. « Pieux, y est-il encore dit, est celui qui croit en Dieu... et qui, pour l'amour de Dieu, donne de son avoir à ses proches, aux orphelins, aux pauvres, aux voyageurs et à ceux qui en demandent » (verset 172, sourate 2). Et, un peu plus loin : « O Mohammed ! reçois une aumône de leurs biens pour les purifier et les relever de leurs péchés. »

(3) En réalité, il n'y a là qu'un seul et même impôt, l'achour n'étant qu'une variété de la zekat en tant que celle-ci porte sur les produits de la terre. Mais il est devenu courant de distinguer, pour plus de clarté, la zekat des animaux et l'achour des cultures. L'administration française, en Algérie et au Maroc, ne connaît que ces termes, dans cette acception bien définie.

position sur les marchandises et sur les métaux précieux reste l'obligation morale qu'elle était au début de l'Islam. Les commerçants déclarent eux-mêmes leurs valeurs « thésaurisées » ; les agents de l'Etat, en raison des difficultés de recensement de ces « biens occultes », s'en remettent à la bonne foi du contribuable et ne s'immiscent pas dans la détermination de cette aumône individuelle.

Les fonctionnaires du Sultan, à la fois recenseurs et collecteurs, sont chargés de l'assiette et de la perception de la zekat et de l'achour.

Sont imposables à la zekat, les chameaux, les taureaux, bœufs et vaches, les moutons, les chèvres et les chevaux destinés à la vente. Les animaux employés aux travaux des champs, à l'arrosage et au transport ne sont pas taxés. L'impôt ne frappe que le bétail inemployé. En outre, il est nécessaire que les animaux soient depuis au moins un an en la possession du propriétaire. Enfin, il existe un minimum d'imposition ; les petits propriétaires qui n'atteignent pas les quantités fixées sont exemptés de l'impôt (1). L'achour est dû pour les récoltes annuelles et les arbres fruitiers en production. Les semences sont déduites des quantités récoltées ; on ne veut ainsi frapper que les bénéfices réels. Pour les terres irriguées au moyen de travaux hydrauliques, la dîme est réduite de moitié ; on estime que les terrains arrosés par l'industrie de l'homme doivent payer moins que ceux arrosés naturellement par la pluie.

La zekat et l'achour sont acquittés en nature. Pour le bétail, le nombre et la nature des bêtes à livrer varient suivant le nombre et la valeur des animaux composant le troupeau (2). Pour les cultures, on prélève 1/10^e de la récolte (ou 1/20^e pour les terres irriguées). Des dépôts spéciaux reçoivent le pro-

(1) Les chameaux et les chevaux ne sont imposés qu'à partir de six, les bœufs à partir de trente, les moutons et les chèvres à partir de quarante têtes de chaque espèce.

(2) Le prélèvement s'effectuait de la manière suivante : chameaux : de 6 à 9 : 1 mouton ; de 10 à 14 : 2 moutons ; de 15 à 19 : 3 moutons ; de 20 à 24 : 4 moutons ; de 25 à 35 : 1 jeune chameau, etc. Bœufs : de 30 à 39 : 1 veau d'un an ; de 40 à 59 : 1 veau de 2 ans ; de 60 à 79 : 2 veaux d'un an, etc. Moutons et chèvres : 40 têtes : 1 mouton ou 1 chèvre ; 120 têtes : 2 moutons ou 2 chèvres, etc.

duit de l'impôt, enclos pour les animaux, silos pour les grains.

La répartition est faite suivant les règles établies par le Coran. L'impôt est destiné : d'une part, aux pauvres et aux personnes remplissant certaines conditions déterminées (voyageurs, convertis, esclaves), d'autre part, aux besoins de l'Etat (rémunération des collecteurs et des soldats).

Il est bien entendu que ces impôts d'essence religieuse ne sont dus que par les seuls Musulmans, les infidèles n'étant pas, ne pouvant pas être admis à payer une taxe coranique.

D'autres impôts sont applicables aux non Musulmans : les Juifs, par exemple, acquittent une « djezia » de capitation et les peuples vaincus sont soumis au « kharadj ». C'est l'impôt acquitté sous cette forme que Mahomet stigmatise lorsqu'il dit qu'« un peuple s'avilit en payant l'impôt » ou qu'il demande à Dieu de préserver les Musulmans de l'impôt. Il ne s'agit aucunement en l'espèce de la zekat qui ne revêt pas le caractère d'un impôt prélevé par le vainqueur, mais qui est une obligation instituée par la loi coranique. Ce n'est pas davantage à cette taxe rituelle qu'Ibn Khaldoun attribue un caractère humiliant, mais bien aux contributions extra-coraniques qu'il désigne sous le nom générique de « merarim » (redevances arbitraires) (1). Il arriva, en effet, que les sultans du Maroc, poussés par d'impérieux besoins financiers, dérogeaient souvent à la loi religieuse et instaurèrent, à côté des impôts traditionnels, des taxes non coraniques destinées à remplir le Bit-el-Mal. C'est ainsi que les meks (droits de portes et de marchés) furent institués au Maghreb. Plus d'une fois ils soulevèrent les protestations des Musulmans orthodoxes. Abolis par quelques sultans aux principes stricts, ou en don de joyeux avènement, ils furent toujours rétablis, par ceux-là parfois qui les avaient supprimés. Il n'est pas jusqu'à l'impôt coranique lui-même qui ne fut modifié en Berbérie, en vue d'apporter au Trésor de plus importantes ressources (2). Toute la politique

(1) MARÇAIS. *Les Arabes en Berbérie*, p. 732.

(2) Un essai de réorganisation de l'impôt coranique, se rapprochant sensiblement des tentatives faites au début du xx^e siècle, avait été introduit en Tunisie, sans succès d'ailleurs, par le sultan Abbas Abdallah el Aghlebi, en 198 de l'hégire (ix^e siècle de notre ère). Nous aurons l'occasion d'en reparler à propos du tertib d'Abdel Aziz, en 1903.

des sultans, et ceci est sensible surtout dans l'histoire du Maroc, est orientée vers la poursuite de l'impôt. En effet, parmi les Musulmans marocains qui tous, en principe, eussent dû payer la zekat et l'achour, il y avait tellement de privilégiés de toute nature, tellement d'exemptions de fait ou de droit, qu'il a souvent paru plus facile d'énumérer ceux qui étaient réellement assujettis au paiement de l'impôt que de dénombrer tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, y échappaient.

Les tribus du bled siba ne payaient pas l'impôt parce qu'elles se déclaraient indépendantes ; elles comprenaient à peu près les deux tiers du Maroc. Ce refus de payer l'impôt ne constituait pas un privilège reconnu ; c'était une situation de fait, résultant de la dissidence des tribus, de leur indépendance à l'égard du pouvoir central (1). Les privilégiés comprenaient, au contraire, tous ceux dont l'exemption d'impôt était reconnue par le Sultan : les chorfa, certaines zaouïas, certains marabouts, et les étrangers, et les protégés des étrangers, — situation de droit —. Les fonctionnaires aussi échappaient à l'impôt. D'autre part, une bien petite portion des quantités régulièrement perçues arrivait à destination ; la plus grande partie restait entre les mains des agents fiscaux.

Il est bien naturel, dans ces conditions, que les sultans du Maroc aient porté sans cesse leurs efforts vers les moyens capables d'assurer un meilleur rendement des impôts. Les mesures prises tendent toutes à augmenter le nombre des contribuables, soit par des expéditions militaires en bled siba (2), soit par la réduction du nombre des privilégiés.

C'est cette dernière politique que voulut adopter Moulay Hassan en 1880, lorsqu'il tenta l'essai du premier Tertib.

(1) HOLTZ. *Traité de législation marocaine*, p. 273.

(2) On a pu dire que les plus grands souverains du Maroc ont été ceux qui surent obtenir l'impôt du plus grand nombre de tribus. Cf. E. AUBIN, *Le Maroc d'aujourd'hui*, p. 240.

CHAPITRE II

LE PREMIER ESSAI DE TERTIB EN 1881 SOUS MOULAY HASSAN

L'exemption fiscale des étrangers. — La Conférence de Madrid et le règlement de 1881. — L'impôt agricole. — Ses conditions d'application. — Son échec.

Le très légitime désir des sultans du Maroc d'étendre l'impôt au plus grand nombre possible de leurs sujets poussa Moulay Hassan à envisager la révision des privilèges fiscaux dont jouissaient beaucoup trop de personnes dans l'Empire Chérifien.

« Parmi ces privilégiés, ceux dont la situation paraissait au Makhzen la plus injustifiable étaient les Européens et leurs protégés (1). » Les nationaux des puissances étrangères étaient exemptés de l'impôt depuis que le traité du 28 mai 1767 entre la France et le Maroc avait été étendu à tous les Etats qui bénéficiaient du traitement de la nation la plus favorisée. Les étrangers des « nations de civilisation chrétienne » ne pouvaient pas, en effet, être soumis aux impôts coraniques. Cette dispense, toutefois, n'était pas une faveur, mais bien une conséquence du droit musulman d'après lequel le paiement de l'impôt est un acte religieux. L'exemption fiscale, en même temps que les autres avantages résultant de l'extranéité, avait été accordée, par extension, aux « protégés » (2), c'est-

(1) Cf. HOLTZ. *Traité de législation marocaine*, p. 274. Le terme d'« européens » n'est pas tout à fait exact, car, au nombre des puissances qui bénéficiaient du régime des capitulations, figuraient les Etats-Unis d'Amérique.

(2) Le traité franco-marocain du 28 mai 1767 dispose, en son article II, que « ceux qui seront au service des consuls, secrétaires, interprètes, courtiers ou autres, tant au service des consuls que des marchands, ne seront empêchés

à-dire aux employés marocains des consuls et des commerçants étrangers.

Les nombreux abus auxquels l'exercice de la protection consulaire donna lieu par la suite, avaient fait ressortir, en raison des plaintes réitérées du Makhzen, la nécessité d'établir en l'espèce une réglementation précise : ce fut le principal objet de la Conférence internationale réunie à Madrid en 1880. Moulay Hassan en profita pour charger son ambassadeur de représenter à la Conférence que les privilèges dont jouissaient les étrangers et les censaux ne se justifiaient pas en matière d'impôts ; et, en demandant l'abolition de cette exemption fiscale intolérable (en échange par ailleurs de la reconnaissance aux étrangers du droit de propriété au Maroc) (1), l'envoyé marocain annonçait la création d'un impôt agricole nouveau auquel tout le monde devait être assujéti.

La demande ainsi présentée était trop légitime pour être rejetée. Les puissances acceptèrent le principe du nouvel impôt qui devait porter sur les produits agricoles, les animaux domestiques employés et les marchandises transportées. C'était le premier essai de TERTIB (2), qui se caractérisait par une « dénaturation de l'aumône légale, de façon que cet impôt fût acceptable pour les sujets marocains qu'il devait frapper, et, en même temps, que les Européens ne fussent pas admis à contribuer à une obligation religieuse (3). »

dans leurs fonctions, et ceux du pays seront libres de toute imposition et charge personnelle. » Cette disposition se retrouve, en termes à peu près analogues, dans le traité anglo-marocain du 9 décembre 1856 et dans le traité hispano-marocain du 20 novembre 1861. Ces deux derniers traités précisent encore, un peu plus loin, que les ressortissants anglais et espagnols seront dispensés de tous impôts et contributions ; et cette dispense, par application de la clause de la nation la plus favorisée, se trouvait étendue aux ressortissants des puissances qui avaient contracté avec le Maroc (Cf. L. RIVIÈRE. *Traité, codes et lois du Maroc ; accords internationaux*).

(1) Dépêche de M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères, à l'amiral Jaurès, ambassadeur à Madrid, en date du 19 mars 1880 : « ...nous admettons, d'ailleurs, que les censaux, comme les autres protégés, soient, en tant que propriétaires, soumis au paiement des taxes agricoles ; mais, en retour de notre consentement à ces impositions, nous demandons au Maroc la reconnaissance formelle du droit de posséder pour les étrangers. Il y a là une corrélation évidente entre ces deux idées, et si notre réclamation devait être repoussée, nous nous verrions obligés de nous en tenir aux termes de la convention de 1863, en ce qui concerne l'exemption de toute taxe pour nos protégés ».

(2) Tertib : de la racine arabe « rataba », ranger en place = règlement ; plus particulièrement le règlement de 1881, puis le règlement de 1901, édictés pour réformer l'impôt agricole ; par extension, l'impôt prévu par ces règlements.

(3) Cf. COLOMB. *Législation financière du Maroc*, p. 73.

L'assentiment des puissances ne pouvait être refusé ; mais celles-ci, justement méfiantes, décidèrent qu'un accord ultérieur réglerait les détails d'application de l'impôt. L'article 12 de la CONVENTION DE MADRID passée le 3 juillet 1880 se borne à déclarer : « Les étrangers et les protégés propriétaires ou locataires de terrains cultivés, ainsi que les censaux adonnés à l'agriculture, paieront l'impôt agricole. Ils remettront chaque année à leur consul la note exacte de ce qu'ils possèdent, en acquittant entre ses mains le montant de l'impôt. Celui qui fera une fausse déclaration paiera, à titre d'amende, le double de l'impôt qu'il aurait dû régulièrement verser pour les biens non déclarés. En cas de récidive, cette amende sera doublée. La nature, le mode, la date et la quotité de cet impôt seront l'objet d'un règlement spécial entre les représentants des puissances et le Ministre des Affaires étrangères de S. M. Chérifienne (1). »

Le RÈGLEMENT dont il s'agit fut élaboré le 30 MARS 1881, après accord entre le Makhzen et le Corps diplomatique à Tanger. Les étrangers et les protégés acquitteront, dit ce texte, les mêmes impôts que ceux payés par les sujets du Sultan, mais ils bénéficieront, le cas échéant, des mêmes allègements que ceux qui pourraient être accordés aux Marocains en cas de sinistres agricoles ou d'épizooties.

En ce qui concerne l'impôt sur les récoltes et sur les animaux, qui seul ici nous intéresse (2), le texte prévoit les dispositions suivantes : le blé, l'orge et les autres céréales payeront la dîme en nature ou en argent. Si c'est en nature, la perception aura lieu sur le lieu même ; si c'est en argent, on percevra 10% sur la valeur des dites céréales, au prix du jour, suivant le cours du marché le plus proche. Mais en cas de con-

(1) L'article 13 concerne le droit des portes, auquel sont également assujettis les étrangers, et qui frappe les propriétaires d'animaux, non plus destinés à l'agriculture, mais employés au transport des marchandises.

(2) Le règlement prévoit trois sortes de taxes : sur l'agriculture, sur les animaux et sur les marchandises transportées (droits de portes). Dans le texte sont également mêlés des droits à percevoir à l'occasion des ventes de certains produits de l'agriculture et des animaux d'élevage ou de boucherie (droits de marchés). Il est évident que cette confusion n'a d'autre but que d'essayer de masquer extérieurement les impôts coraniques pour les rendre applicables aux étrangers sans soulever, d'autre part, la réprobation des Musulmans.

testation entre l'amin et le contribuable, le paiement aura lieu en nature. Ces dispositions suivent la tradition religieuse. La taxation est sensiblement la même que celle de l'achour ; il n'est pas dit cependant que les cultures irriguées ne paieront que 1/20^e au lieu de 1/10^e.

Les différences s'accusent davantage dans l'imposition des animaux : les chameaux, le gros et le petit bétail paieront 2,50 % par an ; ces droits seront exclusivement acquittés en argent. Pour les chameaux, l'impôt est fixé sur une évaluation de 40 piastres espagnoles par tête, ce qui, à 2,50 %, fait une piastre par tête et par an. La valeur du gros bétail, l'un dans l'autre, est fixée à 15 piastres, c'est-à-dire par an et par tête un impôt de 7 réaux 1/2 en calculant à raison de 2,50 %. Les moutons et les chèvres sont estimés l'un dans l'autre à 2 piastres par tête, ce qui fait par an et par tête un impôt de 1 réal (1). Les animaux au pied (qui tettent) sont exempts de la taxe (2). Le règlement ne manque pas de faire remarquer que S. M. le Sultan n'a fait évaluer les animaux à un taux aussi bas qu'en raison de la gêne du moment¹, mais que si leur valeur augmentait, le Sultan provoquerait une nouvelle réunion des représentants des puissances pour apporter aux tarifs adoptés les changements nécessaires d'après les prix du temps.

L'intervention des consuls est admise dans la perception de l'impôt dû par leurs ressortissants. Les étrangers et les protégés soumis à l'impôt agricole recevront chaque année de l'amin chargé par le Sultan de l'évaluation des dîmes sur les céréales, et au moment même de cette évaluation, une note spécifiant le montant de ce qu'ils auront à payer en nature ou en argent. Le contribuable remettra cette note sans délai à son consul. Si la dîme est à remettre en nature, la perception aura lieu sur l'aire même ; si c'est en argent, le contribuable paiera la somme par l'entremise de son consul.

L'autorité consulaire intervient également en cas de con-

(1) La piastre dont il s'agit ici vaut environ 5 francs et le réal, environ 0 fr. 25.

(2) A remarquer qu'il n'est pas question des chevaux, juments et mulets, comme dans la zekat traditionnelle.

testation entre le redevable et le fisc. Voici comment se règle le différend : si le contribuable croit qu'il y a surcharge, il fera sa réclamation en remettant la note de l'amin au consul, lequel de son côté préviendra sans retard l'Amel de l'endroit, chargé de la perception, pour qu'il puisse faire surveiller l'aire où les céréales se trouvent. Le salaire du surveillant sera de 4 réaux par jour, jusqu'à la fin du dégrainage. Le dégrainage terminé, on mesurera, en présence de témoins, la quantité du produit. Si le résultat est conforme à l'évaluation de l'amin, le contribuable paiera la dîme et le salaire du surveillant ; mais si le résultat est inférieur à l'évaluation, le contribuable paiera la dîme d'après le résultat de l'opération, et le salaire du surveillant sera à la charge du Gouvernement. Il est pourtant admis que dans l'évaluation il puisse y avoir une erreur de 5 % en plus ou en moins, de sorte que si la quantité trouvée lors du mesurage reste de 5 % en dessous de l'évaluation, ou bien le dépasse de 5 %, le contribuable n'en paiera pas moins la somme sur la quantité fixée par l'amin, mais si la différence est plus grande que le 5 %, il paiera la dîme selon le résultat du mesurage.

Le consul percevra l'impôt de ses nationaux et protégés, à charge pour lui d'en verser le produit à l'Amel de l'endroit. La dîme sur les récoltes est due au mois d'août, la taxe sur les animaux au mois de juin, à la fête de l'Ansera. Si les redevables ne payaient point leurs taxes aux époques fixées et que des mesures de contrainte devinssent nécessaires, ces dernières auraient lieu avec le concours d'un délégué du consul.

Telles sont les principales dispositions du règlement de 1881, relatives à l'impôt agricole.

Le principe vraiment nouveau du Tertib, c'est l'égalité de tous devant l'impôt. En effet, non seulement les étrangers, et parmi les étrangers les consuls eux-mêmes (1), mais aussi les chorfa devaient renoncer à leurs privilèges, « et Allah seul

(1) Tout officier consulaire engagé dans l'agriculture fera parvenir à son chef, à Tanger, la note de ce qu'il possède et des taxes payées par lui. En cas de contestation, il en référera à l'autorité compétente, à Tanger.

peut savoir combien sont nombreux au Maroc les descendants de Mahomet ! » (1).

Mais au fond, ce sont les prérogatives des Européens et de leurs protégés que Moulay Hassan avait voulu supprimer. Les puissances devinèrent fort bien cette intention. Aussi mirent-elles à l'application du Tertib la condition que leurs ressortissants ne paieraient l'impôt qu'autant que tous les Marocains d'une même région y seraient effectivement assujettis.

Cette restriction capitale suffisait à faire échouer le projet. L'intervention consulaire dans le recouvrement et, par suite, son immixtion dans l'administration du pays pouvait être gênante pour le Makhzen ; la répugnance à appliquer aux chrétiens un impôt ressemblant trop à la zekat pouvait être réelle ; les difficultés soulevées par le droit de propriété des étrangers au Maroc pouvaient, d'autre part, expliquer le peu d'enthousiasme apporté par les Européens à payer l'impôt (2). Il n'en reste pas moins que la cause principale de l'échec du Tertib fut l'impossibilité où se trouvait le Sultan d'imposer effectivement tous ses sujets et par conséquent d'exiger la contribution des Européens.

Un essai d'application fut cependant tenté ; des oumana furent désignés pour évaluer les récoltes et percevoir l'impôt. Mais les agents financiers, comme par le passé, facilitèrent tous les arrangements pourvu qu'on sût reconnaître leurs services ; les mêmes ententes qu'autrefois s'établirent entre le percepteur, les adouls et le contribuable ; et l'on oublia d'inscrire sur les listes d'impôt les agriculteurs qui avaient des intérêts avec le Caïd ou qui s'étaient préalablement entendus avec lui (3). Les chorfa, en fait, ne pouvaient pas être soumis au Tertib, et l'on n'essaya pas de les contraindre à verser au

(1) Les chorfa, au Maroc, avaient le privilège de percevoir l'impôt eux-mêmes sur leurs azibs et de disposer des sommes ainsi recueillies sans être tenus de les verser au Sultan.

(2) Ce droit était la conséquence naturelle de notre acquiescement au paiement de l'impôt agricole. Mais il avait été stipulé que les étrangers ne pourraient acquérir des propriétés au Maroc qu'avec le consentement préalable du Gouvernement chérifien. En réalité, le Makhzen n'accordait rien du tout.

(3) Sur ces méthodes d'assiette et de perception de l'impôt, voir les articles, très documentés, de MICHAUX-BELLAIRE, dans les *Archives Marocaines*, tomes I, XI et XX.

Sultan le produit de leurs perceptions sur leurs azibs. En ce qui concerne les étrangers, personne ne songea à exiger leur contribution. Les riches protégés indigènes surent s'arranger pour ne point être recensés ; les pauvres seuls furent taxés, et le consulat dont ils relevaient était avisé de ces impositions lorsque tout contrôle était rendu impossible, les caïds ne voulant pas de l'ingérence des consuls dans leurs affaires.

En réalité, le règlement de 1881 resta lettre morte (1). Moulay Hassan, prévoyant sans doute ces difficultés, avait laissé subsister les anciens impôts. On revint sagement aux errements de naguère, et on laissa le Tertib tomber dans l'oubli.

(1) Le règlement de 1881 ne reçut guère d'application effective que relativement aux droits des portes.

CHAPITRE III

LE TERTIB DE 1901 SOUS ABD EL AZIZ

La réforme fiscale de 1901 et l'institution du Tertib. — Les caractéristiques du nouveau règlement : assiette, tarifs et perception. — L'accord de 1903. — Les causes d'échec. — Les résultats. — La Conférence d'Algésiras en 1906.

La tentative de Moulay Hassan fut reprise, vingt ans plus tard, par son fils et successeur Abd el Aziz.

Sans doute le jeune Sultan était-il toujours poussé par le souci d'atteindre les privilégiés qui ne payaient pas d'impôts ; mais il était également tenté par le désir d'opérer dans son empire de grandes réformes. Les agents de l'Angleterre, très en faveur à la cour de Fez, n'étaient pas sans avoir incité le Makhzen à moderniser le vieux régime, à l'exemple des Etats d'Europe (1). De réels embarras financiers, causés par les folles dépenses du souverain, nécessitaient par ailleurs une amélioration des ressources fiscales. Aussi, lorsqu'en septembre 1901, Abd el Aziz annonça « qu'il avait reçu de Dieu la joie de pouvoir tourner son attention vers les mesures à prendre afin d'améliorer le sort de ses sujets bien gardés », ce message chérifien signifiait-il qu'une réforme radicale était envisagée, et que la principale des mesures annoncées consistait en l'application du Tertib.

L'article 8 du Règlement de 1881 prévoyait que, selon les circonstances, des changements pourraient être apportés à ce texte par le Gouvernement Marocain, d'accord avec les puissances signataires. C'est en exécution de cette clause que le

(1) Sur les manœuvres qui ont précédé l'établissement du second tertib, voir DOUTTÉE. *Les causes de la chute d'un Sultan (l'impôt musulman)*.

Sultan décida de remanier le Tertib, d'en faire un nouvel impôt, assis sur certains signes extérieurs de la richesse, et de substituer aux anciennes contributions cet impôt unique qui, désormais, les remplacerait toutes.

Le vieux système établi par la loi religieuse, et que le Tertib de 1881 respectait dans le fond, se trouve complètement modifié. Au lieu de l'ancien achour, prélèvement de 1/10^e sur la récolte, c'est-à-dire sur un revenu, il est perçu un droit fixe sur les attelées de labour et sur les arbres fruitiers, c'est-à-dire sur un capital (1). On distingue les charrues suivant la nature de l'attelage utilisé pour les labours ; l'outillage agricole détermine ainsi, dans une certaine mesure, les surfaces ensemencées. Ce droit fixe constitue un forfait ne frappant que la superficie cultivée sans tenir compte de la qualité des récoltes ; que la récolte soit bonne ou mauvaise, le contribuable doit payer la même somme.

Voici quelle est la quotité de cet impôt : Les terrains de labour et les étendues de terre labourées entre les arbres payent une taxe fixée par paire de bêtes de labour (ou par charrue) à : 50 P.H. par charrue de chameaux, de chevaux ou de mulets ; 25 P. H. par charrue de bœufs ; 12 P.H. 50 par charrue d'ânes. Pour les labours effectués par une seule bête, ou par d'autres

(1) Nous avons déjà signalé qu'une très vieille tentative avait été faite, par le sultan Abbas Abdallah el Aghlebi, à la fin du 11^e siècle de l'hégire (en 198), pour introduire, en Tunisie, une modification analogue à celle du Tertib que nous analysons. L'achour devait être remplacé par une taxe fixe sur les attelages employés à la culture. Cette taxe devait être de 8 dinars d'or par paire de bœufs. Mais cette mesure ne fut pas appliquée, en raison de la réprobation qu'elle encourut de la part des populations attachées à leurs coutumes. « De saints hommes, rapporte En-Noweiri (apud Ibn Khaldoun, *Histoire des Berbères*, t. I) allèrent expliquer au prince que le peuple ne pouvait pas payer cette taxe, mais il ne voulut rien entendre ; alors, ils prièrent Dieu, qui le fit mourir d'un furoncle à l'oreille ». Cf. PIQUET, *Civilisations de l'Afrique du Nord*, p. 89. Cf. également, E. MERCIER, *Histoire de l'Afrique Septentrionale*, t. I, p. 272. D'autre part, MICHAUX-BELLAIRE (*Monographie du Gharb*) signale que, beaucoup plus près de nous, au milieu du XIX^e siècle, sous le règne de Moulay Abder Rahman, il avait été perçu, sur certaines tribus du Gharb, un impôt ressemblant fort au Tertib d'Abd el Aziz, en remplacement de l'achour traditionnel. Le règlement de 1901-1903 ne serait donc pas tout à fait une innovation.

Les sultans s'arrogèrent, à maintes reprises, le droit de percevoir des impôts que ne reconnaissait pas la loi coranique. L'exemple le plus remarquable de ces dérogations se trouve dans l'instauration des droits de portes et de marchés (meks) qui furent perçus pendant presque tout le cours de l'histoire du Maghreb, bien que non prévus par le Coran. Quelques sultans les supprimèrent, mais ils furent toujours rétablis. (Cf. DE LA CASINIÈRE, *Les municipalités marocaines*, p. 47 et seq.) Nous avons vu que le règlement de 1881, sous Moulay Hassan, prévoyait expressément un droit des portes sur les marchandises transportées ; c'est, d'ailleurs, le seul qui fut réellement appliqué.

moyens, il est perçu une taxe proportionnelle basée sur celle qui frappe l'étendue correspondant à une charrue. Pour les potagers et les autres cultures, il est versé 5 % sur le montant de l'estimation faite chaque année de la valeur de la récolte (1).

En ce qui concerne les arbres fruitiers, il est également perçu un droit fixe de 25 P.H. par groupe de 100 oliviers ou amandiers, et de 12 P. H. 50 par groupe de 100 orangers ou palmiers. Les autres arbres fruitiers, y compris la vigne, payent seulement 6 P. H. 75 par groupe de 100 pieds de chaque essence.

Le bétail (chameaux, chevaux, mulets, bœufs, vaches, taureaux, chèvres et moutons) ne reste pas non plus soumis aux règles de l'ancienne zekat. La quotité de l'impôt est portée à 5 %, c'est-à-dire doublée (2). Tous les animaux sont soumis au Tertib, quelle que soit leur utilisation, qu'ils soient destinés à l'élevage, au labour, au transport ou à la boucherie. Enfin il n'est pas prévu de minimum imposable, et le « meskine » exempté jadis, acquitte la taxe comme le riche propriétaire.

En effet, le Tertib (c'est sa caractéristique) doit s'appliquer à tout le monde ; tous doivent le payer, sans distinction de caste ou d'origine ; les Européens et leurs protégés y seront assujettis ; tous les privilèges fiscaux sont abolis. De plus, l'impôt est obligatoirement versé au Trésor. Il n'en était pas toujours ainsi ; certains personnages religieux percevaient autrefois les taxes sur leurs azibs pour leur propre compte ; ils sont désormais tenus d'en diriger le produit vers le « Bit el Mal » (que Dieu le remplisse). Une autre nouveauté est que le

(1) On voit que le Tertib adoptait deux systèmes différents pour la perception de l'impôt sur les récoltes ; dans l'un, l'imposition est assise sur la surface cultivée ; dans l'autre, sur la valeur estimative de la récolte. Mais il n'est pas fait de distinction bien nette entre les cultures auxquelles doivent s'appliquer l'un ou l'autre de ces deux modes d'imposition. On distingue seulement les « terrains de labour » et les « autres cultures ». Il y a tout lieu de croire que par « terrains de labour » on doit entendre « terrains ensemencés en céréales ». C'est à ces sortes de cultures, les plus considérables, et au fond les seules intéressantes du point de vue fiscal, que s'applique la taxe brutale et invariable du droit fixe par catégorie de charrues.

(2) Voici l'échelle des tarifs afférents aux animaux : les chameaux paieront 5 P. H. par tête ; mais les jeunes chameaux (3 ans) ne paieront que 2 P. H. 50, ainsi que les bœufs et les vaches ; les bœufs, les brebis et les chèvres paieront respectivement 50 P. H., 40 P. H., 25 P. H. les 100 têtes ; au-dessous de 100 têtes, la taxe sera perçue proportionnellement. Les chevaux et mulets paieront 2 P. H. 50 et les ânes 1 P. H.

Tertib doit être entièrement acquitté en espèces, et non plus en nature. On comprend qu'Abd el Aziz ait voulu percevoir l'impôt en argent ; il a besoin de numéraire pour payer ses fantaisies coûteuses, et aussi pour solder les fonctionnaires auxquels il a voulu attribuer un traitement fixe (1).

Le recouvrement de l'impôt constituait pour les chefs indigènes la meilleure source de revenu. La perception du Tertib est retirée aux caïds ; ceux-ci sont relégués dans leurs attributions administratives et judiciaires, et reçoivent des appointements fixes. Leur rôle, en matière financière, consiste uniquement à aider dans leur tâche les agents chargés par le Sultan des opérations fiscales.

Un corps spécial d'oumana est chargé de l'assiette du Tertib. Assistés chacun de deux adoul, ces fonctionnaires procèdent au recensement de la matière imposable ; ils inscrivent sur un registre le nom du contribuable, et, en regard, est porté le décompte des sommes à payer. Les oumana, ensuite, sont chargés de la perception des droits. Ils reçoivent également un traitement fixe servi par le Trésor. Les fonctions restreintes de ces agents spéciaux, qui ne peuvent disposer des moyens de coercition des caïds, semblent devoir donner au contribuable une plus grande garantie et le mettre à l'abri des anciennes exactions.

Au point de vue international, ce nouveau Tertib, qui modifiait le règlement de 1881, devait, pour entrer en vigueur, être accepté par les puissances. Le corps diplomatique à Tanger fit attendre assez longtemps son assentiment (2). Le projet ne fut ratifié que le 23 novembre 1903.

Cet accord soumet tous les étrangers et protégés propriétaires de vergers, de bestiaux ou d'animaux des différentes espèces énumérées, ou ayant des terrains de labour ou d'autre

(1) Les fonctionnaires furent invités à prêter serment de ne plus rien détourner et de ne plus recevoir de cadeaux, un traitement fixe leur étant désormais attribué, selon leur grade. Tous jurèrent d'être des serviteurs intègres ; mais ils ne tinrent pas longtemps parole.

(2) La France hésita avant de souscrire au nouveau règlement. Les concessions qu'elle avait faites en 1881 lui paraissaient inutiles puisque, dans la pratique, le droit de possession, reconnu en échange, était refusé aux étrangers. D'autre part, peut-être avait-on la crainte de voir atteindre dans leurs prérogatives et leur prestige les chorfa d'Ouezzan qui étaient nos protégés politiques.

culture, à payer au Makhzen les mêmes impôts que ceux payés annuellement par les sujets du Sultan. Le Tertib de 1901 s'écartant franchement de la loi religieuse pouvait sans aucune difficulté être appliqué aux non musulmans, c'est-à-dire en l'espèce aux Européens.

La procédure applicable aux ressortissants étrangers est assez compliquée ; elle prévoit tout un engrenage et toute une hiérarchie d'intermédiaires entre le contribuable et la caisse du percepteur ; mais ces dispositions très serrées ont été jugées comme autant de garanties utiles de part et d'autre. Initialement, chaque ressortissant européen (consul, protégé ou censal) remet à l'autorité consulaire dont il relève une déclaration des biens imposables qu'il possède, et cela avant le 1^{er} février de chaque année. Le consul adresse ces déclarations au gouverneur de la ville où il réside. Celui-ci les remet aux oumana chargés du recensement pour en vérifier l'exactitude. Avant le 15 juin, les oumana renvoient au gouverneur pour chacun des déclarants un bulletin numéroté, daté et signé, portant, outre le nom et l'adresse du contribuable, le nombre de ses biens imposés et le montant de ce qu'il doit de ce chef. Le gouverneur revêt de son sceau ces bulletins et les envoie au consul. Celui-ci les vise et les envoie aux intéressés. Vers le 15 juin, à la fête de l'Ansera, les contribuables étrangers versent leurs contributions à leur consul. Ce dernier les verse au gouverneur de la ville, qui les reverse à l'Amin. La quittance est transmise aux ayants-droit par la même voie.

L'autorité consulaire intervient également en cas de contestation. Deux représentants, dont l'un est désigné par le gouverneur de la ville et l'autre par le consul intéressé, se transportent sur les lieux pour contrôler l'exactitude des faits, touchant le recensement opéré par les oumana. La partie perdante supporte tous les frais. Pour le reste, les dispositions adoptées en 1903 sont à peu près les mêmes que celles édictées par le règlement de 1881.

L'accord des puissances ainsi obtenu, le Tertib élaboré en 1901 fut promulgué en 1903.

Du point de vue musulman, qui est le plus important en

l'espèce, le Tertib bouleverse tout l'ancien système d'impôts. Le règlement de 1881 s'écartait bien un peu de la tradition ; mais sous son appellation d' « impôt agricole » l'on reconnaissait parfaitement la zekat et l'achour ; la déformation n'était qu'extérieure, uniquement destinée à permettre d'assujettir les étrangers à la taxe tout en ménageant la susceptibilité des croyants ; aucune atteinte flagrante n'était au fond portée à la loi religieuse. Il n'en est plus de même avec le nouveau Tertib ; les caractères essentiels de l'impôt coranique sont méconnus ; l'achour est supprimé, la zekat est dénaturée ; l'assiette, la tarification, la perception subissent des modifications profondes qui altèrent le sens de l'aumône légale, et, en cette matière, toute nouveauté est mauvaise (1) ; hors les prescriptions du Coran, l'impôt n'est plus qu'un signe d'abaissement et de servitude.

Du point de vue fiscal, quelques-unes de ces innovations présentent un indiscutable progrès : abolition des privilèges, universalité de l'impôt, paiement en argent, perception par des agents financiers ; et, dans la pratique, le remplacement du droit proportionnel par un droit fixe a l'avantage de supprimer bien des complications (2). Mais l'application se révéla difficile et, en effet, le moment était mal choisi pour tenter pareille réforme.

Ce malencontreux impôt, si simple, si légitime, si juste en théorie, « qui devait apporter au Trésor un supplément de ressources et introduire au Maroc le règne de la justice, témoignait, remarque très justement M. Eugène AUBIN (3), d'une prodigieusement inexpérience. Il n'était pas un Marocain qu'il n'atteignît dans ses croyances ou dans ses intérêts. La plupart des tribus soumises y virent une atteinte portée à leurs convictions religieuses par la suppression des impôts coraniques ; et elles se méfièrent d'une suggestion étrangère. Les

(1) Il faut entendre ici « nouveauté » dans le sens d'impôt nouveau, c'est-à-dire non conforme à la loi religieuse. C'est en visant ces nouveautés que le Prophète s'est écrié : « Dieu nous préserve des impôts ! »

(2) Par ailleurs, le droit fixe, en stabilisant les recettes, permet d'établir de justes prévisions budgétaires.

(3) Eugène AUBIN. *Le Maroc d'aujourd'hui*, p. 254.

privilegiés s'indignèrent : à quoi bon désormais appartenir à une tribu Makhzen si l'on avait à payer les taxes comme une simple tribu naïba (1). Les Chorfa, soumis à l'impôt comme le commun des mortels, y virent une offense au sang du Prophète... Tous les fonctionnaires, caïds et oumana, les vizirs eux-mêmes, envisagèrent avec répugnance un régime qui leur attribuait des salaires mesquins et tarissait leurs anciennes sources de richesses ». Le Tertib de 1901 constituait bien, comme on l'a dit, une véritable révolution.

Pour imposer, dans un pays comme le Maroc, une réforme aussi radicale, il fallait un souverain capable de disposer d'une force matérielle et morale qui faisait complètement défaut au jeune Sultan. Abd el Aziz s'était aliéné lui-même de précieux auxiliaires en la personne des caïds ; car il était à prévoir que ceux-ci, réduits à la portion congrue, et dont l'autorité se trouvait diminuée du fait de la suppression de leurs principales attributions, ne mettraient pas un zèle excessif à concilier les tribus ni à prêter main-forte aux oumana pour activer la rentrée de l'impôt.

Le nouveau règlement avait été notifié par lettres chériennes dans lesquelles il était prescrit que les populations n'auraient plus à payer que le Tertib seul, qu'elles ne devaient plus rien donner aux caïds, et qu'il fallait se soustraire à leurs exigences. On n'ébranle pas, avec une plus grande maladresse, l'autorité d'agents sur lesquels on veut encore pouvoir compter. La résistance des tribus, non contenue par les caïds, était favorisée d'autre part par les Chorfa qui ne manquèrent pas de montrer l'illégalité de la réforme ; et l'hostilité des Zaouïas s'affirmait contre un souverain qui osait toucher au fondement religieux de l'Empire. « On n'offense jamais plus les hommes que lorsqu'on choque leurs cérémonies ou leurs usages (2). » Le Tertib heurtait trop de croyances et d'habitudes

(1) Le Tertib n'étant plus l'aumône légale, devenait une taxe d'Etat, et les tribus de Guich, qui fournissaient le contingent, n'avaient jamais payé d'impôt administratif.

La naïba, dont il est question, était une redevance payée pour la jouissance du sol par les tribus qui ne fournissaient pas régulièrement de soldats.

(2) MONTESQUIEU. *Grandeur et décadence des Romains*, IX.

pour être accepté sans révolte, et il avait contre lui trop de partis puissants, en qui résidait la force principale de l'Etat. Aussi n'y eut-il que des essais d'application infructueux.

Une autre cause d'échec fut la lenteur apportée par les puissances à donner leur adhésion au projet de réforme. Le Sultan, dès 1901, avait imprudemment supprimé les anciennes taxes avant que le nouveau système ne fût mis en vigueur. En 1903, après la ratification du Tertib, les populations, qui avaient pris l'habitude de ne plus payer, ne voulurent pas se soumettre à la nouvelle contribution. Le mauvais vouloir et le désordre triomphèrent.

Abd el Aziz, avouant son impuissance, résolut de revenir en arrière. Il se servit d'une disposition du règlement qui prévoyait que les arriérés antérieurs à l'établissement de ce règlement (1) pourraient être réclamés aux tribus marocaines. Le Makhzen décida donc de percevoir ces restes à recouvrer de l'achour et de la zekat ; mais il semble bien que la façon dont furent conduites les opérations n'apporta aucun changement dans les procédés habituels de recensement ; les « Kharaja », qui évaluaient l'importance des récoltes, facilitèrent toutes les combinaisons pour leur plus grand profit personnel ; les oumana, qui percevaient les taxes, se prêtèrent aux anciens compromis ; et les caïds trouvèrent toujours un prétexte pour se faire remettre une part quelconque des uns ou des autres. Ainsi, sous le couvert d'arriérés à récupérer, le Gouvernement Marocain revint aux anciens impôts coraniques et abandonna le Tertib de 1901, comme l'avait été celui de 1881. Un certain malaise n'en persista pas moins dans le pays.

Les quelques ressources ainsi prélevées ne purent suffire aux besoins pressants de l'Etat (2). Le trouble financier, qu'aggravait encore la situation politique, nécessita bientôt une nouvelle intervention des Puissances : au début de l'année 1906, fut réunie la Conférence d'Algésiras. D'importantes questions y furent agitées et traitées ; divers remèdes furent apportés à

(1) Article 7 du règlement de 1903.

(2) A noter que le produit des douanes constituait, dans une proportion de 60 %, le gage de l'emprunt consenti par les Puissances à Abd el Aziz, en 1904.

la plupart des plaies dont souffrait l'Empire Chérifien. Mais le délicat problème des impôts ne fut pas résolu. Il semble que ses aspects épineux l'aient fait sciemment écarter.

La Conférence, sur ce point, s'en tint au Tertib de 1901 et se borna à le confirmer. L'article 59 de l'Acte d'Algésiras, passé le 7 avril 1906, stipule : « Dès que le Tertib (1) sera mis à exécution d'une façon régulière à l'égard des sujets marocains, les représentants des Puissances à Tanger y soumettront leurs ressortissants dans l'Empire. Mais il est entendu que le dit impôt ne sera appliqué aux étrangers : a) que dans les conditions fixées par le règlement du Corps diplomatique à Tanger, en date du 23 novembre 1903 ; b) que dans les localités où il sera effectivement perçu sur les sujets marocains. Les autorités consulaires retiendront un tantième pour cent des sommes encaissées sur leurs ressortissants pour couvrir les frais occasionnés par la rédaction des rôles et le recouvrement de la taxe. Le taux de cette retenue sera fixé d'un commun accord par le Makhzen et le Corps diplomatique à Tanger. »

Un peu plus loin, l'article 62 ajoute : « Sa Majesté chérifienne ayant décidé en 1901 que les fonctionnaires marocains chargés de la perception des impôts agricoles ne recevraient plus des populations ni sokhra ni mouna (2), la Conférence estime que cette règle devra être généralisée autant que possible. »

Il n'est question dans ces textes que du futur. La Conférence ne réglemente pas le présent en matière fiscale (3). Des événements nouveaux allaient d'ailleurs bientôt modifier les institutions existantes.

(1) L'impôt agricole reconnu par la Convention de Madrid, se trouve dans l'Acte d'Algésiras, consacré sous le nom de *Tertib*.

Dans l'accord hispano-marocain du 17 novembre 1910, de même que dans l'accord franco-marocain du 4 mars 1910, il n'est plus question du Tertib, mais de la zekat et de l'achour ; il s'agit bien des anciens impôts traditionnels auxquels était revenu le Makhzen après l'essai infructueux du Tertib. Nous ne retrouverons plus officiellement ce nom qu'en 1912.

(2) Sokhra = commission. Mouna = fourniture de vivres.

(3) Il faut faire une exception pour la taxe urbaine et divers impôts indirects dont la Conférence d'Algésiras admet le principe en vue de créer de nouvelles ressources au Makhzen.

CHAPITRE IV

LA MISE EN VIGUEUR DU TERTIB PAR MOULAY YOUSSEF SOUS LE PROTECTORAT FRANÇAIS

L'impôt arabe dans le Maroc Oriental. — Dans le Maroc Occidental : le message chérifien de 1912, le règlement de 1913 et l'Instruction de 1914.

Il n'est pas douteux que le Tertib apportait un réel progrès en tant qu'instrument fiscal. Mais son grand défaut était de manquer d'une certaine souplesse nécessaire et de heurter trop violemment les coutumes existantes. Le résultat de son essai d'application avait été l'anarchie ; sans doute existait-il, par ailleurs, d'autres causes de troubles dans l'Empire Chérifien ; il n'en est pas moins vrai que la dissidence marocaine traduit avant tout la résistance de populations qui refusent de payer l'impôt.

La France, que des incidents divers amenaient dès 1907 à occuper la région d'Oudjda, puis la Chaouïa, allait avoir à prendre, en même temps que des dispositions d'ordre militaire, des mesures administratives et financières.

Dans les confins algéro-marocains, les impôts traditionnels furent conservés (1). L'essai de Tertib ne s'était d'ailleurs jamais étendu dans cette région lointaine. Cependant, notre situation politique étant assise, le Haut-Commissaire du Gouvernement français jugea nécessaire d'introduire dans

(1) L'accord franco-marocain du 4 mars 1910 stipule (art. 7) : « Les impôts zekat et achour seront perçus (dans la région d'Oudjda) selon les règles appliquées dans l'Empire Chérifien ; ces perceptions auront lieu par les soins des oumana et des gouverneurs du Makhzen, avec l'assistance d'un fonctionnaire français pendant la durée de l'occupation. »

l'amalat d'Oudjda une réglementation de l'achour et de la zekat, inspirée des dispositions en vigueur en Algérie.

Aux termes de ce RÈGLEMENT, édicté en MARS 1910, l'achour est perçu sur les cultures de blé et d'orge ; il est compté à raison de la superficie cultivée et de la valeur présumée de la récolte. A la fin des recensements, le caïd établit, avec l'assistance des chioukh, un état portant le nom de tous les agriculteurs de son caïdat, et en regard de chacun d'eux est inscrit le nombre de charrues ensemencées. La charrue est la surface du terrain qui est ensemencée, suivant la coutume locale, de 6 à 7 quintaux de grains ; la mesure de capacité détermine ainsi la mesure de superficie. En vue de l'établissement de l'impôt, des commissions de recensement, composées du caïd de la tribu, d'un amin de l'agriculture, d'un notaire, des chioukh et d'un représentant de l'autorité française de contrôle, se transporte de cheikhat en cheikhat et affecte à chaque parcelle inscrite sur l'état primitif la qualification de la récolte : nulle, médiocre, moyenne, bonne. Bien entendu, cette commission d'évaluation fonctionne également comme commission de contrôle et rectifie, le cas échéant, le nombre de charrues inscrit sur l'état. Ces matrices ainsi établies sont envoyées à Oudjda, pour permettre la liquidation de l'impôt.

La zekat est perçue sur les chameaux, les bœufs et vaches, les moutons et les chèvres. Le recensement est effectué par le caïd, assisté des chioukh placés sous ses ordres, et les résultats sont portés sur un état spécial qui, après un certain délai accordé pour formuler les réclamations, est adressé à Oudjda.

Le Service des perceptions et régies chérifiennes, à Oudjda, établit les rôles de l'impôt. L'achour d'un champ consiste dans le produit du dixième du rendement de ce champ par un taux de conversion arrêté chaque année suivant la mercuriale des grains (1). Les animaux soumis à la zekat sont taxés suivant

(1) Le rendement des charrues, suivant la catégorie, est évalué en un certain nombre de quintaux métriques. Par exemple, une charrue classée comme « moyenne » est comptée 24 quintaux (une charrue égale environ 6 hectares, ce qui fait un rendement de 4 quintaux à l'hectare) ; le dixième du rendement est 2,40 ; le cours du blé étant arbitré à 22 francs le quintal (suivant le taux de conversion de l'année 1911), l'impôt, pour une charrue de blé, est de 52 fr. 80 (soit 8 fr. 80 à l'hectare).

un tarif spécifique (1). Les rôles sont visés par l'Amel, représentant du Makhzen, et par le Haut-Commissaire français ; et le caïd, aidé des chioukh, recouvre les cotes dues par ses administrés. Un pourcentage est accordé aux chefs indigènes sur les recouvrements effectués par leurs soins.

Dans les ksour du Sud, il était perçu, comme en Algérie, une lezma des palmiers. En 1912, ces arbres, qui constituent la seule richesse du pays, sont imposés sous le nom d'achour puisque leur fruit, la datte, est un produit du sol. Mais les palmiers ont plus ou moins de valeur suivant qu'ils se trouvent dans les jardins situés à l'intérieur des murs des ksour ou dans le bled, et, dans les deux situations, ceux qui sont irrigués produisent plus que ceux qui ne le sont pas. Compte tenu de ces éléments d'appréciation, des taux différents d'imposition suivent les distinctions ci-dessus (2).

Les règles que nous venons d'exposer sont celles qui, sauf en quelques cas particuliers (3), resteront en vigueur dans le Maroc oriental jusqu'en 1920, date à laquelle le Haut-Commissariat à Oudjda sera supprimé ; dans la zone des confins, ainsi rattachée au reste du Maroc, le Tertib viendra se substituer aux « impôts arabes » perçus jusqu'alors. Mais il n'était pas inutile d'exposer le mécanisme de ces impôts, qui contiennent à peu près tous les éléments constitutifs du futur Tertib et qui, avec quelques retouches, ont contribué à le former ; au surplus, les règles adoptées à Oudjda ne diffèrent pas sensiblement des instructions qui ont été prises en Chaouïa, et sans doute n'ont-elles pas été étrangères à leur élaboration.

* * *

Il ne pouvait être question, pour le Général commandant les troupes de débarquement à Casablanca, de mettre en vigueur le Tertib ; c'eût été là une mesure impolitique au plus haut

(1) La taxe du chameau est de 3 francs par tête ; celle du bœuf, 2 francs ; celle du mouton et de la chèvre, 0 fr. 25.

(2) Lorsque le Tertib sera étendu à la région d'Oudjda (1920), on gardera, pour Figuig et Bou Denib, les classifications ainsi adoptées.

(3) Certaines tribus, en effet, comme les Beni Guil, n'étaient soumises qu'à la zekat.

chef, étant donné l'impopularité au milieu de laquelle la réforme d'Abd el Aziz avait sombré. L'autorité militaire en Chaouïa imposa une taxe de guerre et des prestations en nature (1), et reprit les impôts coraniques en limitant l'achour aux cultures principales, et la zekat aux animaux adultes. Les chefs indigènes furent chargés des opérations d'assiette et de recouvrement sous la surveillance de nos officiers.

L'accord franco-marocain du 4 mars 1910 confirme les dispositions prises en matière fiscale et en assure la continuation (2). Mais ce n'était là qu'une reconnaissance provisoire. Notre situation au Maroc allait bientôt se modifier et entraîner, de ce fait, une plus grande précision de notre action.

L'établissement du Protectorat Français sur l'Empire Chérifien en mars 1912 nous donne des pouvoirs plus étendus. Et à des besoins nouveaux correspondront des règlements nouveaux.

Dès 1912, on décide d'appliquer le Tertib dans la région de la Chaouïa. Une « INSTRUCTION MILITAIRE » est adressée à cet effet aux officiers de renseignements. La matière imposable et les taxes restent sensiblement les mêmes que celles adoptées en 1903 en ce qui concerne les animaux et les arbres. Pour les cultures, l'imprécision du Tertib d'Abd el Aziz est corrigée ; le nouveau règlement fait entrer dans les « terrains de labour » le blé, l'orge, le maïs et le mil ; les potagers, le henné et les « autres cultures » forment une deuxième catégorie. Au lieu de frapper brutalement les terrains de culture par catégorie de charrues, l'instruction de 1912 adopte trois sortes de rendements, et frappe la récolte suivant sa qualité ; ce système s'inspire nettement des méthodes employées à Oudjda.

L'Instruction militaire de 1912 sur le Tertib n'avait pas un caractère général. Elle n'était faite, comme son nom l'indique, que pour l'année 1912, et elle ne s'appliquait qu'aux tribus

(1) Celles-ci, pour assurer le rapide aménagement des pistes à travers les régions occupées.

(2) L'article 4 de cet accord dit : « Les mostafadat (impôts indirects, douanes) et les impôts de la Chaouïa continueront à être perçus pour le compte du Makhzen. » Un peu plus loin, l'article 5 énonce que l'amende de deux millions et demi, imposée aux tribus chaouïa, sera perçue par les caïds « suivant la coutume qui régit chez elles la répartition du zekat et de l'achour ».

de la Chaouïa (1). L'application du Tertib dans tout le Maroc occidental soumis au Makhzen est décidée pour 1913.

Un MESSAGE CHÉRIFIEN du jeune sultan Moulay Youssef est envoyé le 25 NOVEMBRE 1912 aux caïds des tribus des Doukkala, Diara, Chiadma, Chaouïa, Beni-Hassen, Gharb et Cherarda (2): « Le Tertib est mis en vigueur pour améliorer la situation de nos sujets, pour les administrer avec justice, afin de leur assurer prospérité et progrès. » Les caïds sont invités à exécuter scrupuleusement, à partir de 1913, le règlement qui accompagne le message chérifien.

Le RÈGLEMENT du Tertib (3) stipule qu'il sera procédé à deux recensements, un premier en mai ou juin portant sur les céréales, les cultures printanières et les arbres fruitiers, un second en août portant sur les animaux et les cultures d'automne. Ces recensements seront faits par une commission composée du caïd de la tribu, d'un adel et d'un expert agri-

(1) Y compris les tribus qui, aujourd'hui, sont englobées dans la circonscription de Sidi Ali d'Azemmour.

(2) Ces caïds sont les suivants :

Doukkala : Abdesselam el Facher, Allal el Kassemi, les caïds des Ouled Bouaziz, des Aounat, des Ouled Fredj, des Ouled Bouzerara, de Ouled Amran, des Ouled Amar.

Diara : Caïds Salah Aouragh, Taïeb el Kechafi, Lahcen ben Tahar Douirani, Mohamed bel Korchel el Ouriki, Hamou el Mezouari, Mohamed ben Iaïch el Medjati, Abdelmalek el Mtougui, El Madani el Mzouari, Omar es Sektani, les caïds des Ouled Sebaa, des Sraghna, des Zemran, des Rehamma (c'est-à-dire la région de Marrakech et le « poitrail » de l'Atlas).

Chiadma : Les caïds El Arbi Khebban Chiadmi, Ahmed ben Tahar, El Hadj Thami el Mezouari, Seddik Bargach, Mohamed Anflous, Aïssa el Abdi (c'est-à-dire les Abda-Haha-Chiadma).

Chaouïa : Caïds Ech Cherbi el Ouraoui, El Arbi el Alaoui, Thami es Ziani, Ahmed el Mediouni, les caïds des Ouled Saïd, les caïds Thami Zenati, Mohamed el Medkouri, les caïds des Mzab, les caïds Tounsi el Bouziri, Abdel Kader el Medkouri, Hamouda ez Ziadi, Mohamed ber Rechid el Herizi, Mohamed ed Daoudi, Ali ben Maati el Mzemzi, Ahmed ben Amar ez Ziadi, Mohamed ben Ahmed el Khalifi.

Beni-Hassen : Caïds Bouchaïb et Thouri, Driss el Henouni, Abdelkader bel Aroussi, Mohamed el Mokhtari, Ahmed ed Dagbri, Saïd bel Aroussi, Bousselam el Mokhtari, Abdelhak el Meliani, Mohamed bel Arbi el Kihel, Bou Azza el Bouchmaoui, Djelani el Ayadi, Bousselam el Amri, les caïds des Schoul (c'est-à-dire le nord de Rabat et le sud du Gharb).

Gharb : Caïds Mohamed bel Hejam, El Korchel el Mançouri, Kassem el Kerafès, El Yazid el Khelifi, Abdesselam el Khloti (c'est-à-dire le nord du Gharb).

Cherarda : Caïds Abderrahman ed Delimi, Mançour, Djilani ez Zerari, Driss ech Chebani, les caïds des Ouled El Hadj de Fez, les caïds Mohamed Belmechni el Henaoui, El Khemar el Hadj, les caïds des Beni Mtir, des Guerrouan, des Arab Saïs, Mohamed Bellessouarch Mehiaoui, Mohamed bel Gherbi el Oudeyi, Driss el Aïssaoui, Abdelkrim oul Boua Mohamed, Driss ez Zouichi, Benaïssa ben Abdelkrim el Boukhari, Kassem el Bahlouli, El Madjoub el Mehdaoui, Taïeb Sabihi (c'est-à-dire Meknès et Fez).

(3) Cf. *Bulletin Officiel* du 6 décembre 1912.

cole envoyés par le Makhzen central. La commission, après avoir annoncé son itinéraire, relèvera les surfaces cultivées en les évaluant par charrue et en distinguant : les charrues de chameaux, chevaux ou mulets ; les charrues de bœufs ; les charrues d'ânes. Les récoltes seront classées en trois catégories : très bonnes, ordinaires, mauvaises. Les cultures secondaires (fenugrec, coriandre, lin, etc.) seront estimées en charges de chameau (tellis). La commission dénombrera, d'autre part, les arbres en rapport par pied, et les animaux sevrés par tête. Les contribuables recevront un bulletin individuel de recensement et auront vingt jours pour formuler, le cas échéant, leurs réclamations.

La tarification comporte un droit fixe pour les animaux et pour les arbres fruitiers (1). Le taux de l'imposition pour les céréales varie suivant la nature de la culture et la qualité de la récolte (2). Ce sont là deux facteurs nouveaux dont on a très justement tenu compte et qui permettent d'imposer les contribuables à peu près proportionnellement aux rendements. Les cultures secondaires paient 1/20^e du montant de l'estimation de la valeur de la récolte, celle-ci étant déterminée suivant le cours moyen des ventes par région. Les très mauvaises récoltes sont exonérées et des dégrèvements peuvent être consentis en cas de sinistres agricoles ou d'épidémies frappant les troupeaux.

La perception de l'impôt aura lieu deux fois par an, en sep-

(1) Taxe fixe sur les animaux : 5 p. h. par tête de chameau ; 2 p. h. 50 par bœuf, vache, cheval ou mulet ; 1 p. h. par âne ou par porc ; 40 p. h. pour 100 moutons et 25 p. h. pour 100 chèvres (au-dessous de 100, la taxe est proportionnelle).

Taxe fixe sur les arbres fruitiers en rapport : 25 p. h. pour 100 oliviers ou amandiers ; 12 p. h. pour 100 orangers, citronniers ou palmiers ; 6 p. h. 75 pour 100 figuiers ou autres arbres non dénommés (au-dessous de 100 la taxe est proportionnelle),

(2) Le mode de taxation, pour les céréales, comprend, pour chaque culture, trois échelles de taxes applicables, suivant que la récolte aura été estimée très bonne, ordinaire ou mauvaise, à chacun des trois genres de charrues prévues :

Exem- ple : le blé	récolte très bonne	charrue de cheval (rendement 1.800 p.h.)	= 90 p.h.
		charrue de bœuf — 900 »	= 45 »
		charrue d'âne — 450 »	= 22 »
	récolte ordinaire	charrue de cheval (rendement 1.200 p.h.)	= 60 p.h.
		charrue de bœuf — 600 »	= 30 »
		charrue d'âne — 300 »	= 15 »
	récolte mauvaise	charrue de cheval (rendement 600 p.h.)	= 30 p.h.
		charrue de bœuf — 300 »	= 15 »
		charrue d'âne — 150 »	= 7 »

tembre pour les biens faisant l'objet du premier recensement et en novembre pour les autres. Les caïds seront chargés de ces recouvrements, sous la surveillance des autorités régionales de contrôle. Une quittance sera délivrée immédiatement à chaque contribuable. Les chefs indigènes et les membres des commissions toucheront des remises sur le produit de l'impôt en rémunération de leurs services (1).

Le Tertib ainsi réglementé ne s'appliquait qu'aux seuls Marocains. Mais le Sultan prévoit une entente avec les représentants des puissances à Tanger pour reviser l'ancien règlement de 1903 et pour fixer les conditions définitives dans lesquelles les étrangers et les censeux seront soumis à l'impôt dès 1913. L'imposition des étrangers doit être réalisée non plus seulement dans un but fiscal étroit, comme celui que poursuivaient Moulay Hafid et Abd el Aziz, mais pour respecter les principes élémentaires de la justice. Les réformes opérées, tendant à proportionner les charges aux ressources de chacun et à réglementer l'assiette et la perception, doivent nécessairement être complétées par la juste répartition de l'impôt entre tous, sans exemptions ni privilèges.

En ce qui concerne le Tertib, nous ne pouvions pas considérer la réforme de 1912 comme étant l'une de celles que l'article premier du traité franco-allemand du 4 novembre 1911 nous donnait le droit d'appliquer au Maroc sans le consentement des puissances signataires. Ce consentement eût été de droit si nous nous étions bornés à demander la mise en vigueur du Tertib de 1903 ; mais la tentative faite ayant démontré qu'il était à la fois insuffisant et d'une application difficile, un règlement modifié avait été proposé. Cet impôt devant être rendu applicable aux ressortissants de puissances bénéficiant encore du régime des capitulations, il était donc nécessaire « d'agir auprès du corps diplomatique à Tanger et d'inviter les représentants des puissances à examiner dans un réel esprit de conciliation non seulement le règlement de 1903,

(1) Le caïd touchera 6%, le cheik 2% l'adoul 1%, l'expert 1% ; au total 10%. Autrefois, la rémunération des collecteurs de la zekat n'était pas précisée ; elle devait être « raisonnable ».

dont l'exécution ne peut être refusée, mais encore les modifications que l'expérience nous a conseillé d'apporter à l'acte précité autant dans l'intérêt des contribuables que dans l'intérêt du Makhzen » (1).

Le nouvel ACCORD adopté par le Corps diplomatique, en mars 1913 (2), détermine les dispositions spéciales applicables aux Européens. Les nationaux et les censeaux des puissances étrangères déposeront à leur consulat, au printemps et à l'automne, une déclaration sur formule spéciale de leurs biens imposables. La vérification de ces déclarations sera effectuée par les commissions de recensement auxquelles sera adjoint un délégué des autorités françaises. Le consul intéressé restera chargé du recouvrement des cotes de ses ressortissants.

Il faut reconnaître que dans la pratique les étrangers ne payèrent au titre du Tertib de 1913 que ce qu'ils voulurent bien payer. La faute en revient surtout au retard apporté par les puissances à régler les conditions dans lesquelles l'impôt devait être réclamé à ces contribuables ; mais les modalités d'assiette et de perception étant désormais déterminées, il fut entendu qu'on veillerait à l'exécution de ces prescriptions pour ne pas créer en cette affaire une nouvelle prime à la protection. En ce qui concerne l'impôt indigène, il y eut quelque

(1) Extrait d'une lettre, n° 40, en date du 20 janvier 1913, du Ministre des Affaires Étrangères au Commissaire Résident général au Maroc.

En votant le règlement sur l'application du Tertib aux étrangers, le corps diplomatique a stipulé (art. 13) que ce règlement établi à titre d'essai pour deux ans, à partir de sa mise en vigueur, pourra être révisé après ce délai, sur la demande d'une des puissances signataires de l'Acte d'Algésiras. Cet article pouvait être interprété comme spécifiant que la révision du Tertib aurait lieu, le cas échéant, par les soins du Corps diplomatique. Pour parer à cet inconvénient, le Gouvernement français a prescrit à ses représentants auprès des puissances signataires de formuler toutes réserves au sujet de l'article ajouté au règlement, de manière à ce qu'il soit bien entendu que la révision du Tertib ne pourra être effectuée que par les soins du Makhzen et du Protectorat. Les gouvernements allemand, anglais et espagnol ayant fait connaître qu'ils n'élevaient aucune objection, il est donc admis que, désormais, le Tertib ne pourra être modifié que par le Sultan et nous (Cf. note 305, en date du 7 mai 1913, du Cabinet diplomatique).

(2) C'est dans la séance du 10 mars 1913 que le Corps diplomatique avait donné son adhésion à la mise en vigueur du nouveau règlement du Tertib. Mais, par la suite, le Ministre d'Espagne avait voulu qu'on ajoutât que cet impôt pourrait être payé en monnaie espagnole. Cette déclaration, peu après, fut retirée. Et ce n'est qu'après cette renonciation que le Tertib fut définitivement adopté, à l'unanimité, ainsi qu'il ressort de la lettre adressée au représentant du Sultan par le doyen du Corps diplomatique de Tanger, le 8 djoumada II 1331, correspondant au 16 avril 1913.

inexpérience au premier recensement de mai ; les officiers de renseignements eurent beaucoup plus à guider les commissions qu'à les contrôler. Les opérations du mois d'août furent plus aisées, grâce à l'expérience du premier travail. Mais nulle part il n'y eut de réelle difficulté et les rapports fournis par les chefs de région ne signalent aucun « accrochage » dans la levée du Tertib en 1913 (1).

L'INSTRUCTION GÉNÉRALE DU 20 MARS 1914 (2) sur l'application du Tertib en 1914 ne fait que confirmer et détailler l'instruction de 1912 et le règlement de 1913. Elle développe le mode d'assiette de l'impôt sur les cultures annuelles, les arbres fruitiers en production et le bétail. Les officiers du Service des Renseignements ont mission de surveiller les commissions de recensement pour assurer la stricte observance des règlements. La liquidation de l'impôt leur incombe également. Un bureau par circonscription confectionnera les rôles et les quittances, un rôle par caïd, une quittance par contribuable. L'instruction résume enfin les conditions spéciales imposées aux Européens. Les tarifs adoptés pour 1914 restent les mêmes que ceux prévus en 1913.

UN MESSAGE CHÉRIFIEN (2) aux caïds et aux chioukh, daté du 12 MAI 1914, rappelle aux chefs indigènes les devoirs qu'ils ont à remplir tant vis-à-vis de l'Etat que de leurs administrés, en ce qui concerne surtout la perception du Tertib. « Il est du devoir des chefs auxquels l'Etat a confié le rôle important d'établir et de percevoir les revenus qui lui permettent de faire bénéficier ses sujets des bienfaits d'un gouvernement

(1) Extrait du rapport du cercle des Doukkala : « Le Tertib a été perçu pour la première fois en 1913 chez les Doukkala de la rive gauche de l'Oum er Rebia ; malgré la médiocrité de l'année agricole, cet impôt a été, en général, bien accepté par les populations de la confédération. »

Extrait du rapport du général Gouraud, commandant à Fez : « Le levée de l'impôt, dans le cercle de Fez, s'est opérée normalement. Elle n'a soulevé aucune difficulté ou réclamation importante. »

Extraits des informations fournies par les officiers du service des renseignements de Fez banlieue : « La perception s'opère régulièrement... Les populations des campagnes se déclarent satisfaites de l'allègement que ces impositions régulières leur apportent, en regard des prélèvements qu'elles étaient habituées à subir avant l'institution du Tertib, antérieurement au Protectorat. D'une façon générale, les indigènes se sont rendu compte des bienfaits que la sécurité ramenée chez eux leur a procurés et ils montrent une grande confiance dans l'avenir. »

(2) *Bulletin Officiel* du 22 mai 1914.

de paix et de progrès, de veiller avec un soin de tous les instants à ce qu'aucune part de ces revenus, si faible soit-elle, n'échappe au Trésor chérifien (que Dieu le remplisse !). » Certains chefs ayant profité de leur autorité pour obliger les contribuables à leur payer des sommes supérieures à celles qui sont dues à l'Etat, le message édicte les sanctions qui seraient prises à l'encontre de ceux qui seraient tentés d'imiter ces serviteurs peu scrupuleux.

La maladie du « fabor » existe au Maroc à l'état aigu ; le douro, facilement dissimulé, est très volontiers accepté par les caïds et par les chioukh. Il est donc indispensable de surveiller de près tout ce qui touche au travail de l'impôt. C'est pour donner à ce sujet les directives nécessaires que le Résident général adresse, à la même époque, une « NOTE COMMUNE » aux commandants de région et officiers du Service des Renseignements sur le contrôle des opérations du Tertib. En principe, les commissions de recensement doivent être accompagnées d'un agent français. Cette mesure n'étant pas réalisable en 1914, il importe que chaque commission soit visitée plusieurs fois, et à l'improviste, pendant la durée des opérations. C'est aux officiers de renseignements qu'est dévolu le contrôle du Tertib. Cette surveillance doit s'exercer tant sur les opérations de recensement que sur la perception de l'impôt. Il est nécessaire de faire, en l'espèce, l'éducation des indigènes et, en assurant la sincérité des opérations, habituer les tribus et leurs chefs à la régularité des procédés que le Gouvernement veut introduire dans le pays protégé. Si les officiers contrôleurs relevaient, à l'encontre d'une commission, des infractions graves de nature à fausser les bases de l'impôt, les membres de cette commission seraient révoqués et de nouveaux recenseurs seraient immédiatement appelés ; les opérations faites pourraient être annulées et un deuxième recensement entrepris sur le champ. Il faut que la population se sente protégée contre les exactions ; mais il faut qu'elle sache aussi que les tentatives de dissimulation ne seront pas tolérées ; tout fraudeur verra sa contribution doublée, sans préjudice des sanctions administratives prises éventuellement contre lui.

La plus large publicité possible sera donnée à toutes ces mesures de protection fiscale pour que l'influence moralisatrice du contrôle s'exerce efficacement et amène la diminution des pratiques abusives (1).

Ainsi qu'il est aisé de s'en convaincre, de grandes améliorations ont été apportées au Tertib. Le système de 1903 a été très heureusement remanié. L'instrument fiscal, débarrassé de la formule rigide dans laquelle Abd el Aziz l'avait enfermé, s'adapte ainsi plus justement aux conditions du pays. Sous l'influence française, rapidement et sans heurt, la précision, la clarté et l'équité sont rétablies dans le domaine financier, naguère si plein de confusion.

Cependant, la pratique démontra que les perfectionnements introduits étaient encore insuffisants, et qu'un nouvel effort restait à faire pour donner plus d'exactitude et aussi plus de souplesse au grand impôt marocain. Conformément aux stipulations de l'article 13 de l'accord de 1913, disposant que le règlement établi à titre d'essai pour deux ans pourrait être révisé après cette période, le Gouvernement chérifien et l'administration du Protectorat procédèrent à la refonte du Tertib : ce fut l'objet des deux Dahirs organiques des 10 et 11 mars 1915.

(1) Le produit du Tertib de 1912 était de 2.423.000 francs. En 1913, le Tertib a rapporté 3.112.000 francs. En 1914, 9.125.000 francs.

Ces chiffres font nettement ressortir un accroissement du rendement de l'impôt. Il est évident que cette augmentation correspond d'abord à une extension de la zone imposable. De 1912 à 1914, nous avons réalisé des avances territoriales qui ont amené un plus grand nombre de tribus à payer l'impôt. Mais il est certain aussi que la plus grande surveillance exercée sur l'assiette et le recouvrement, amenant une plus grande sincérité dans les opérations, n'est pas une cause étrangère au meilleur rendement du Tertib.

CHAPITRE V

LES DAHIRS ORGANIQUES DE 1915

Le dahir du 10 mars 1915 réglementant le Tertib. — L'achour des cultures et la zekat des animaux. — Le dahir de fixation des tarifs. — Le dahir du 11 mars 1915 sur le Tertib des arbres fruitiers.

L'effort de législation le plus important se trouve réalisé par le DAHIR DU 10 MARS 1915 (1), qui réglemente définitivement la matière et reste le texte organique toujours en vigueur.

L'expérience de deux années de fonctionnement et les études entreprises par la Direction générale des Finances, avec le concours du Service des renseignements, ont démontré la nécessité d'apporter quelques modifications aux règles de l'impôt agricole. Ces modifications portent à la fois sur l'assiette et sur les tarifs de l'impôt.

Tout en maintenant la dénomination de « Tertib » à laquelle les indigènes commencent à s'habituer, le Dahir divise l'impôt en : impôt des cultures annuelles, impôt des arbres fruitiers, impôt du bétail. Le mot « Tertib » n'est qu'un terme générique qui englobe les deux anciennes contributions religieuses de l'achour et de la zekat, assurant ainsi le traditionalisme et l'orthodoxie du système. Cette division correspond, en outre, à la nature même des biens imposables. L'achour des cultures annuelles frappe le blé, l'orge, l'avoine, le maïs, les fèves, les pois chiches, le mil, le sorgho, le lin, le coriandre, le fenugrec, les cultures maraîchères, industrielles et fourragères, proportionnellement à la superficie ensemencée et au rendement de la récolte. L'achour des arbres fruitiers frappe les plantations

(1) *Bulletin officiel* du 29 mars 1915.

d'oliviers, de palmiers, d'orangers, de citronniers, d'amandiers, de figuiers, ainsi que les plantations de vigne. Il est prévu qu'un dahir spécial déterminera le mode d'assiette et les tarifs d'imposition de l'impôt sur les arbres fruitiers. La zekat des animaux est due, d'après un tarif spécifique, sur les chameaux, les chevaux, juments et mulets, les ânes, les bœufs, taureaux et vaches, les veaux et génisses, les porcs, les moutons et les chèvres (1).

Le rôle annuel général du Tertib sera établi au vu des déclarations des contribuables, vérifiées par l'Administration (2).

La pratique a démontré que le recensement de la matière imposable prescrit par le règlement de 1913 présentait, en fait, des difficultés que l'insuffisance numérique du personnel civil ou militaire affecté à cette tâche compliquait encore. De grands efforts ont été déployés par les officiers de renseignements pour empêcher les abus de se produire. Mais il n'en reste pas moins vrai que, dans la majeure partie des régions, les recensements réguliers n'ont pu être effectués, et que les caïds et les chioukh sont trop souvent restés les maîtres de l'impôt. Les chefs indigènes se sont presque partout bornés à recevoir les déclarations de leurs administrés et à inscrire les indications ainsi fournies sans vérifier les faits. Il a paru préférable, dans ces conditions, de consacrer l'état de choses existant, de le réglementer, d'établir des sanctions contre le contribuable convaincu de déclaration frauduleuse et de mettre en jeu, d'une manière plus efficace, la responsabilité des agents indigènes. D'ailleurs le système de la déclaration, en vigueur en Tunisie, y a donné d'excellents résultats. Il est infiniment supérieur aux méthodes employées en Algérie où, dans la pratique, elles se réduisaient à la confection par les caïds ou les

(1) L'impôt sur le bétail est dû quelle que soit l'utilisation des animaux imposables, qu'ils soient destinés à la culture ou au commerce.

C'est dans ce sens qu'à la suite d'une contestation élevée par certains colons d'Algérie en pareille matière s'est prononcé le Conseil d'Etat (19 janvier 1906 et 10 juillet 1906). *Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence*, 1907.

(2) L'impôt est assis et exigible chaque année sur les faits constatés à l'époque de la vérification.

adjoins indigènes de listes, imparfaitement vérifiées ensuite par les répartiteurs.

Les déclarations devront indiquer : pour le bétail, le nombre d'animaux de chaque espèce arrivés à l'âge imposable, c'est-à-dire sevrés ; pour les cultures, soit la superficie exprimée en hectares ou fractions d'hectares, soit la quantité de semences emblavées, soit encore le nombre de charrues. Des barèmes établis par région permettront de convertir en hectares les quantités déclarées en semences ou en charrues, l'hectare étant adopté comme unité d'imposition.

La surface est sans contredit la meilleure base servant à déterminer l'importance des cultures ; c'est aussi la plus communément employée. Mais il était plus délicat de déterminer quelle serait l'unité de surface à adopter, en l'absence de toute mesure de superficie en pays marocain. Les actes de transactions immobilières se bornent le plus souvent à décrire le terrain qu'on achète et à en fixer les limites. Dans certains contrats relatifs à des terres de culture, on trouve cependant l'indication de la quantité de semences que peut recevoir le champ ou le nombre de charrues de labour qu'il représente. On a donc adopté, de même qu'en Algérie et en Tunisie, la mesure française de l'hectare comme unité d'imposition, mais en laissant aux indigènes, encore peu familiarisés avec notre système métrique, la faculté de déclarer les quantités de semences mises en terre ou le nombre de charrues, compte tenu des usages locaux (1). Les chefs de circonscription choisiront le mode le mieux adapté aux territoires dont ils ont le contrôle et établiront des tables de conversion, en vue de la liquidation de l'impôt. Ces barèmes n'auront, certes, la première année, qu'une précision relative, mais permettront d'obtenir une base bien plus équitable que celle obtenue par le système de 1913. Les expériences qui seront faites au cours de chaque campagne amélioreront peu à peu les barèmes, surtout si l'on tend à habituer les indigènes à faire leurs déclarations en quantités de grains semés, le rapport entre cette quantité

(1) Ces dispositions existent également en Algérie et en Tunisie.

et la surface étant, pour une région donnée, à peu près constant.

Les déclarations des sujets marocains seront reçues publiquement par une Commission composée du caïd, du cheikh, de notables, d'un adel et d'un officier de renseignements ou d'un contrôleur des impôts. Un arrêté du Directeur général des Finances fixera l'époque de la réception des déclarations. Les chefs indigènes et les notables devront signaler sur-le-champ les omissions ou les inexactitudes dont ils auront connaissance ; ils seront, en principe, tenus responsables de la sincérité des déclarations.

Les déclarations des contribuables non marocains seront souscrites sur des formules spéciales et déposées, suivant le cas, aux bureaux des chefs de circonscription, pour les Français ou les étrangers de droit commun, et au consulat de la nation intéressée, pour les ressortissants des puissances n'ayant pas renoncé au privilège des capitulations (1).

La vérification des déclarations sera effectuée, en totalité ou par épreuves, par des commissions composées d'experts indigènes et d'un officier ou d'un fonctionnaire français, à des dates portées à la connaissance des contribuables, pour que ces derniers puissent assister aux opérations ou s'y faire représenter. Une amende fiscale, égale au montant de l'impôt, est prévue pour toute omission, insuffisance ou inexactitude de déclaration supérieure à 1/10^e de la matière imposable ; cette pénalité s'ajoutera à l'impôt et sera recouvrée avec lui (2). Le dahir prévoit que cette amende pourra être gracieusement remise, en totalité ou en partie, par décision du Directeur général des Finances, au vu des explications des contrevenants.

Les commissions de vérification seront également chargées de l'évaluation du rendement des récoltes en vue de leur clas-

(1) En 1915, ces puissances étaient au nombre de quatre : l'Angleterre, les Etats-Unis, les Pays-Bas et le Portugal. Actuellement, il n'y a plus que l'Angleterre et les Etats-Unis.

(2) En cas de récidive, l'amende est doublée. Si l'omission est due à la négligence ou à la complicité des chefs indigènes, une amende fiscale leur est pareillement applicable, sans préjudice des sanctions administratives reconnues nécessaires.

sement dans l'une des catégories du tarif. Il sera accordé un délai de vingt jours aux contribuables pour réclamer contre les résultats de la vérification ou de la fixation des rendements (1). Un fonctionnaire français examinera ces réclamations. En cas de nouveau désaccord, une commission d'expertise sera réunie pour trancher en dernier ressort. La composition de cette commission donne toute garantie au contribuable ; elle comprend, en effet, sous la présidence du chef de la circonscription, deux experts, dont l'un est désigné par le réclamant (2).

Les taxes seront liquidées par la Direction générale des Finances. L'impôt comprendra le principal et des centimes additionnels. Un dahir spécial fixera chaque année le tarif et le nombre de centimes ajoutés à titre de frais de perception pour la rémunération des chefs indigènes.

Le DAHIR DE FIXATION DES TARIFS POUR 1915 (11 octobre 1915) a établi, d'une façon à peu près définitive, les catégories dans lesquelles les cultures seront classées par les commissions chargées de l'évaluation du rendement. Jusqu'alors, les récoltes étaient classées en bonnes, moyennes ou mauvaises. Les distinctions ainsi établies manquaient de précision et la qualification restait toute relative, car telle récolte moyenne en terrain « tirs » pouvait être une bonne récolte en d'autres terres. Pour tenir un compte suffisant de ces différences, il était nécessaire de substituer aux termes vagues des catégories existantes la notation mathématique du rendement. La

(1) Après la confection des rôles, pendant le mois qui suit la mise en recouvrement, les contribuables sont également admis à réclamer contre les erreurs matérielles de liquidation de leur cote d'impôt. Passé ce délai, le débiteur ne pourra plus se pourvoir qu'en restitution pour faux ou double emploi.

(2) Le dahir prévoit que les cultures détruites sur pied après l'estimation des rendements par la grêle, l'inondation, l'incendie ou les sauterelles, bénéficieront de dégrèvements proportionnés au dommage subi. La demande doit en être formée dans les quinze jours du sinistre.

Le dégrèvement ne peut être accordé qu'aux contribuables dont les récoltes se trouvaient encore sur pied, pendantes par la racine, c'est-à-dire « immeubles ». Il est, en effet, admis que les faits de nature à modifier les bases d'assiette ne sont pas suivis par l'administration lorsque le plante est détachée du sol. Les récoltes immeubles sont le gage de l'impôt ; c'est la limite jusqu'à laquelle le fisc peut les suivre. Certes, des transactions nombreuses s'effectuent dès que l'état de la culture permet d'en apprécier le rendement ; la récolte est souvent vendue alors qu'elle est encore sur pied ; elle n'en constitue pas moins, tant qu'elle tient au sol, le gage de l'impôt qui la frappe

Les mêmes dispositions existent en Tunisie.

tarification tunisienne pouvait, à cet égard, fournir des indications de principe, mais à condition de modifier les coefficients, qui ne tiennent pas compte des rendements supérieurs à 6 hectolitres (en sorte que tout le poids de l'impôt est supporté par les cultures moyennes) et qui ont l'inconvénient d'être un peu trop étroits. Les coefficients de rendement semblant le mieux convenir au Maroc ont été fixés comme suit :

- 1^{re} catégorie : 15 quintaux (et au-dessus) à l'hectare.
- 2^e catégorie : 10-14 quintaux à l'hectare.
- 3^e catégorie : 6-9 quintaux à l'hectare.
- 4^e catégorie : 3-5 quintaux à l'hectare.
- 5^e catégorie : 2 quintaux à l'hectare.

Un tarif différent s'applique à chacune de ces catégories, suivant la nature de la culture, l'hectare étant la base d'imposition. Les récoltes ayant rendu moins de 2 quintaux à l'hectare sont exonérées.

En droit musulman, l'impôt est dû pour les produits de la terre à raison de 1/10^e de la récolte. Les taux d'imposition du Tertib sont nettement inférieurs à l'ancien achour religieux. Ils atteignent environ 1/20^e du produit net de la récolte, et ne peuvent constituer une charge pour personne. Les tarifs sont établis d'après les cours des denrées imposables. Pour tenir compte des différences locales dans les prix pratiqués sur les marchés, la Direction générale des Finances a distingué trois zones à l'intérieur du Maroc et une tarification distincte est adoptée suivant ces régions. Enfin, pour respecter les variations des cours, les tarifs sont annuellement revisables.

L'impôt sur les animaux reste dû d'après un tarif spécifique. La loi religieuse prévoyait un minimum d'imposition. Quelle que soit l'équité d'une telle mesure, il n'a pas semblé possible de la rétablir, car elle rendrait le contrôle excessivement difficile. Le dahir de fixation des tarifs édicte seulement que les animaux ne seront imposés qu'à partir du sevrage (1).

Le dahir organique sur le Tertib prévoyait qu'un texte spé-

(1) Voici quelques exemples des tarifs adoptés en 1915. Trois zones fiscales

cial réglementerait l'imposition des arbres fruitiers; ce fut l'objet du DAHIR DU 11 MARS 1915 (1).

Un recensement général des plantations est prévu, en vue de dénombrer exactement les arbres de chaque essence, de les classer dans les catégories imposables ou non imposables (2) et de déterminer le rendement moyen annuel qui doit servir de base à la fixation des tarifs. Cette sorte de cadastre fiscal des jardins fruitiers permettra de donner à l'impôt la meilleure assiette possible. Les résultats de l'inventaire général étant acquis, il suffira de tenir compte chaque année des modifications qui surviendront dans l'état de complantation des vergers (nouvelles plantations, greffages, destructions, etc.) ou dans leur condition juridique. Les mesures indiquées par le dahir pour cette mise à jour des matrices (recensements annuels, déclarations des mutations par le contribuable, vérifications, utilisation des registres de l'enregistrement) seront complétées, le moment venu, par des instructions de détail.

Mais le recensement général des arbres fruitiers est une œuvre de longue haleine, qui nécessite non seulement du temps mais aussi du personnel. Aussi le dahir du 11 mars 1915 a-t-il prévu des dispositions transitoires qui maintiennent les règles antérieures édictées et appliquées en 1914, c'est-à-dire les règles tracées dans l'Instruction générale du 20 mars 1914 :

ont été distinguées. Suivant ces régions et d'après les catégories de rendement, le blé est taxé pour un hectare :

1 ^{re} catégorie :	21 p. h. »	19 p. h. 25	17 p. h. 50
2 ^e catégorie :	16 p. h. 50	15 p. h. »	13 p. h. 75
3 ^e catégorie :	9 p. h. 25	9 p. h. »	8 p. h. »
4 ^e catégorie :	4 p. h. 50	4 p. h. »	3 p. h. 75
5 ^e catégorie :	1 p. h. 50	1 p. h. 35	1 p. h. 25

Animaux. — Les tarifs pour les animaux sont les mêmes partout :

Chameaux adultes	5 p. h. »	par tête
Chevaux	4 p. h. »	—
Anes	1 p. h. »	—
Bœufs	3 p. h. »	—
Moutons	0 p. h. 50	—

Cf. dahir du 11 octobre 1915. Voir également le chapitre sur les tarifs dans la deuxième partie.

(1) *Bulletin officiel* du 29 mars 1915.

(2) Les plantations nouvelles et les greffages sont exonérés de l'impôt jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de la production normale. Le dahir fixe la durée de cette exonération pour chaque catégorie d'arbres. Ex. : pour les palmiers et les oliviers, vingt ans après la plantation et dix ou quinze ans après le greffage; pour les orangers et les citronniers, cinq ans après la plantation et quatre ans après le greffage; pour les vignes, quatre ans après la plantation et trois ans après le greffage, etc.

sont imposés les arbres fruitiers « susceptibles de donner une production » ; il n'y a pas lieu d'évaluer le rendement effectif de chaque verger ; le tarif, étant un tarif forfaitaire, établi sur la base d'un très moyen rendement, ne peut augmenter lorsque la récolte est très bonne mais ne peut pas être réduit lorsque la récolte est très faible. Le dahir du 11 mars 1915 n'ayant pu pratiquement être mis en application, par suite du manque de personnel devant effectuer le recensement général prévu, ce sont ces dispositions de 1914 qui sont restées en vigueur (1).

Il est facile de se rendre compte des heureuses corrections apportées par le Tertib de 1915 non seulement au règlement de 1903 mais aussi aux instructions de 1912.

Le Tertib, impôt direct de quotité, qui frappe d'une part le bétail et d'autre part les produits du sol, présente une grande simplicité. Il suit avec flexibilité les variations de la fortune publique. Fait important, il ne comporte aucune espèce d'exemption ; il grève la richesse productive sans considération de nationalité, de religion ou de caste, et cette égalité devant le fisc est fort appréciée de la population indigène rurale. De plus, l'impôt conserve un caractère nettement marocain ; les opérations sont menées par les chefs locaux, les agents français ne gardant qu'un rôle de surveillance. Enfin le Tertib a le grand avantage d'être consacré par la loi religieuse : c'est la zekat et l'achour traditionnels, auxquels il n'a été apporté que des précisions de détail. Et c'est là l'essence même du Protectorat, qui consiste à se servir des institutions existantes, en les moralisant, en les contrôlant ; car ce ne sont pas tant les rouages qui sont à réformer que les vices de leur fonctionnement. Le Tertib, à cet égard, présente un exemple parfait du principe suivi au Maroc ; et le visa de la France au bas du dahir chérifien concrétise moins la part prise dans l'élaboration du texte fiscal que l'œuvre de réforme sociale entreprise par la nation protectrice.

Le dahir organique de 1915 trace les grandes lignes du Ter-

(1) Voir deuxième partie, chapitre « Tarifs ».

tib tel qu'il sera désormais appliqué au Maroc. S'écartant volontairement d'une trop étroite réglementation, le législateur a laissé au Directeur général des Finances le soin d'arrêter les dispositions particulières qui seraient nécessaires et la faculté d'apporter dans le détail de l'exécution les perfectionnements que l'expérience pourrait suggérer (1).

Ainsi la matière ne se trouve pas cristallisée par une législation minutieuse et tatillonne, qui doit être promptement révisée et donne naissance à ces textes nombreux et confus, tout de circonstance, et souvent contradictoires, qu'il faut savoir éviter. Une certaine aisance doit être laissée en cette affaire ; la loi n'a que faire des cas concrets, des exemples ; elle doit rester abstraite, presque synthétique, et concise : c'est ainsi qu'elle peut « embrasser à l'avance toutes les hypothèses que laisse jaillir la vie ».

(1) Voir deuxième partie, chapitre premier, « l'Assiette » (page 53).

CHAPITRE VI

LES IMPÔTS AGRICOLES EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE

Les “ impôts arabes ” en Algérie ; les nouvelles contributions. — Les impôts agricoles dans la Régence. — Diversité des systèmes fiscaux dans l'Afrique du Nord.

Avant de montrer le détail du fonctionnement du Tertib, il n'est peut-être pas inutile d'indiquer brièvement quels sont, dans nos deux autres provinces nord-africaines, les impôts qui frappent l'agriculture et l'élevage. Nous sommes appelés, au cours de ce travail, à faire, sur certains points, des rapprochements entre le Tertib et les impositions similaires en Algérie et en Tunisie. Un rapide aperçu de ces systèmes fiscaux aidera, dans nos comparaisons, à marquer les différences et les ressemblances, et permettra de voir en quels endroits les textes adoptés au Maroc se sont inspirés ou écartés des lois et règlements en vigueur dans les deux pays voisins.

* * *

Avant la réforme de 1918, l'Algérie se trouvait posséder un double régime fiscal : le premier, d'origine arabe, antérieur à l'occupation française, s'appliquait uniquement aux indigènes ; le second, d'origine française, s'appliquait à la fois aux Européens et aux indigènes.

Les « impôts arabes » conservés par l'Administration française étaient au nombre de quatre : la zekat, l'achour, le hockor et la lezma.

La zekat, impôt sur les troupeaux, était autrefois perçue

en nature ; depuis 1845, la taxe s'est acquittée en argent. Les tarifs ont peu varié : 4 francs par chameau, 3 francs par bœuf, 0 fr. 25 par chèvre, 0 fr. 20 par mouton. Les chevaux, mulets et ânes n'étaient pas soumis à l'impôt.

Alors que la zekat était uniforme dans les trois départements algériens, l'achour, impôt sur les récoltes, accusait, au contraire, des différences d'assiette suivant ces territoires et parfois même à l'intérieur de ces territoires. A Alger et à Oran, l'achour était calculé d'après la superficie cultivée et le rendement de la récolte ; d'une manière générale, l'unité de surface était la charrue, c'est-à-dire une étendue de terrain cultivée à l'aide d'une charrue à deux bêtes pendant la saison des labours, et représentant une superficie conventionnelle de 10 hectares. A Constantine, l'impôt était assis sur la charrue considérée non plus comme mesure de superficie mais comme instrument agricole, et l'on ne tenait dès lors plus compte de la qualité de la récolte. Pour ce dernier département, le tarif de l'achour était fixé chaque année par arrêté ; le taux était ordinairement de 25 francs par charrue, mais, dans certaines circonscriptions, il était parfois moins élevé. Dans les deux autres départements, la contribution était établie après classement de la récolte en : très bonne, bonne, assez bonne, mauvaise, ou nulle ; à ces catégories de rendement correspondaient les tarifs suivants : 88 fr., 66 fr., 44 fr., 22 fr. et 0 fr., pour une charrue de 10 hectares (comprenant conventionnellement $\frac{2}{3}$ d'orge et $\frac{1}{3}$ de blé), soit 8 fr. 80 l'hectare en première catégorie, 6 fr. 60 en deuxième et ainsi de suite.

Le hockor n'existait que dans la province de Constantine (1). C'était une sorte de loyer des terres, ayant pour base la charrue-instrument ; le tarif variait de 10 à 20 francs par charrue, suivant les circonscriptions.

La lezma variait selon qu'elle s'appliquait à la grande Kabylie (lezma de capitation), à la petite Kabylie (lezma des feux

(1) La coexistence de l'achour et du hockor s'expliquait par le fait que l'achour était la dîme due par tout musulman et que le hockor était le kharadj, tribut imposé aux terres appartenant aux vaincus et qui continuait à être dû, même quand la terre était passée dans les mains des vainqueurs (Cf. GIRAULT, *op. cit.*, p. 186).

ou lezma fixe), ou dans le Sud (lezma des palmiers). Cette dernière forme de lezma se rapprochait davantage, par sa nature, de l'achour et de la zekat ; c'était un impôt par palmier, variant de 0 fr. 25 à 0 fr. 50 suivant les régions (1).

Le recensement de l'achour et de la zekat s'effectuait de la manière suivante : les caïds établissaient à l'avance la liste des contribuables de leur tribu et des biens que ceux-ci possédaient. Les répartiteurs des contributions directes, en territoire civil, et les officiers des affaires indigènes, en territoire militaire, se transportaient ensuite de douar en douar, recevaient en présence de la djemaa les déclarations des contribuables et modifiaient, le cas échéant, la liste du caïd. Des vérifications inopinées étaient pratiquées par ces agents français qui, en outre, au cours d'une tournée spéciale, avaient à classer les récoltes dans les catégories prévues. Toutes ces mesures, parfaites en théorie, rencontraient dans la pratique de grandes difficultés d'application ; car les zones d'action des répartiteurs étaient des territoires d'étendue considérable ; le contrôle, de ce fait, était rendu très difficile, sinon impossible dans certains cas (surtout pour la zekat) ; la notation des rendements était faite globalement, par région, sans évaluations parcellaires ; les caïds restaient les maîtres de l'impôt. Au vu des matrices dressées par les répartiteurs, les rôles étaient confectionnés par l'administration centrale ; les préfets les rendaient exécutoires ; le recouvrement était effectué par des receveurs des contributions, aidés des caïds, lesquels touchaient 10 % de remise sur le principal de l'impôt. Le Gouverneur Général avait le pouvoir d'accorder gracieusement des dégrèvements partiels ou totaux du montant des cotes ; le recours contentieux était du ressort du conseil de préfecture.

L'extrême diversité des impôts arabes en Algérie, leur manque de cohésion, leur inégalité ne laissèrent pas d'attirer de nombreuses critiques ; et plusieurs commissions furent instituées pour essayer de réformer cet état de choses. En 1892 et

(1) Au principal des « impôts arabes » s'ajoutaient des centimes additionnels communaux, généraux et extraordinaires qui augmentaient ce principal de un quart environ.

en 1911, notamment, des études très sérieuses furent entreprises en vue de réunir le hockor à l'achour et d'unifier l'achour dans les trois départements, en tenant compte de la superficie cultivée et de la qualité de la récolte. Mais les délégations financières estimèrent que cette réforme entraînerait une perturbation dans les coutumes indigènes et préférèrent s'en tenir au régime existant, malgré ses imperfections évidentes, jusqu'à ce que soit établi un impôt foncier sur les propriétés non bâties. C'est le souhait qu'exprimait, dès 1892, M. Clamageran dans son rapport sur les perfectionnements à apporter au vieux système fiscal (1).

A côté des impôts arabes, payés uniquement par les indigènes, existaient des impôts à forme métropolitaine, payés à la fois par les Européens et par les indigènes. Ces contributions étaient la contribution sur les propriétés bâties et l'impôt des patentes. Les propriétés non bâties bénéficiaient d'une exemption totale. Mais le régime de faveur qui s'expliquait, à la rigueur, au début de la conquête, ne pouvait pas se soutenir indéfiniment (2). La nécessité, impérieuse, de rétablir l'égalité fiscale amena l'administration à envisager l'imposition de la propriété rurale détenue par les Européens. Le principe, adopté en 1913 par les délégations financières, fut voté après la guerre pour être appliqué dès 1918. Le décret du 1^{er} décembre 1918 réalise une réforme complète : suppression des impôts arabes et établissement des impôts fonciers en Algérie (3). Désormais, l'égalité devant l'impôt des populations européennes et indigènes est un fait accompli ; le régime des contributions directes est organisé dans la colonie d'après les principes mis en pratique dans la métropole (4). Il n'existe plus qu'une seule masse de contribuables ; impôts arabes et patentes cessent d'être

(1) CLAMAGERAN. *Rapport au Sénat sur le régime fiscal de l'Algérie*, 1893.

(2) Voir, à ce sujet, les critiques acerbes, et justifiées, portées par RIVIÈRE et LECQ (*op. cit.* ; chapitre : « Economie rurale »).

(3) *Bulletin officiel de l'Algérie*, n° 2401, du 13 janvier 1919. Toutefois, le régime fiscal antérieur à la suppression des impôts arabes a été maintenu provisoirement dans les territoires du Sud.

(4) L'Algérie n'eut pas à s'embarasser des quatre vieilles contributions métropolitaines. En effet, la France, en 1917, avait réorganisé ses impôts, et c'est le nouveau système que la colonie adopta directement.

perçus ; en revanche, est créée une série d'impôts portant séparément sur chaque nature de revenu, et un impôt complémentaire portant sur l'ensemble des ressources des contribuables s'ajoute à ces différentes taxes. Les impôts auxquels sont soumis tous les contribuables algériens sont les suivants :

Contribution foncière des propriétés bâties (cette contribution existait déjà ; le taux est porté à 5%) ;

Contribution foncière des propriétés non bâties (toutes les propriétés rurales y sont assujetties, quel que soit le propriétaire ; la contribution est basée sur la valeur locative réelle moyenne réduite d'un quart ; le taux est de 5% ; le principe est celui de la déclaration avec évaluations décennales revisables) (1) ;

Impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole (cet impôt est basé sur le bénéfice réel de l'année précédente ou sur une évaluation forfaitaire faite d'après la consistance des exploitations et la composition du cheptel vif ; le taux est de 3,50% après réductions partielles ; le principe est celui de la déclaration contrôlée) ;

Puis divers impôts sur le revenu des valeurs mobilières, sur les bénéfices industriels et commerciaux, sur les traitements et les salaires, sur les bénéfices des professions non commerciales ;

Enfin un impôt complémentaire sur l'ensemble des revenus (2).

*
* * *

Les impôts agricoles, en Tunisie, sont au nombre de cinq : le canoun des oliviers et des dattiers, l'achour des cultures annuelles, la taxe des mradjas, la taxe sur le bétail et la taxe sur les vins.

(1) En raison des nécessités budgétaires, l'impôt fut perçu dès 1918, avant le décret, d'après des évaluations rudimentaires, et sur le taux de 4%.

(2) A titre de comparaison, uniquement du point de vue des recettes budgétaires, voici le produit des anciens impôts arabes (chiffres du budget de 1918) : achour : 4.627.000 francs ; zekat : 4.498.000 francs ; hockor : 819.000 francs ; lezma : environ 1.500.000 francs. Et voici le produit des nouvelles contributions (chiffres du budget de 1920 et du budget de 1924) :

Foncière bâtie :	4.130.000 francs.	5.362.000 francs.
Foncière non bâtie :	6.880.000 —	9.856.000 —
Bénéfices agricoles :	5.000.000 —	9.935.000 —

Le canoun des oliviers est un impôt portant sur chaque pied d'arbre ; dans le nord de la Régence (où, depuis 1904, le canoun a remplacé la dîme de l'huile), le rendement annuel de chaque olivette, d'après la moyenne d'un nombre d'années déterminé, est passible de l'impôt au taux de 10,30 % par an au principal (décret du 28 octobre 1903), c'est-à-dire que l'impôt varie avec la récolte ; dans le Sud, les oliviers sont classés d'après leur production moyenne et leur âge en catégories, et un tarif allant de 0,05 à 1 franc s'applique à chacune de ces catégories, suivant les régions (décret du 8 décembre 1901), sans que le rendement de la récolte intervienne. Le canoun des dattiers est un droit fixe annuel par pied de palmier, qui varie également suivant les régions (1 fr. 70 à 1 fr. 20 pour les palmiers degla, 0 fr. 20 à 0 fr. 60 pour les palmiers ordinaires) (1). Les rôles sont confectionnés au vu de matrices dressées d'après les bulletins de recensement ; ceux-ci sont établis par des commissions composées du caïd, d'un expert, d'un notaire et d'un contrôleur français ; ils contiennent la liste de tous les arbres et les distinctions nécessaires au décompte de l'impôt (décret du 22 janvier 1894).

L'achour des céréales ne frappait autrefois que les cultures de blé et d'orge ; en 1917, il fut étendu aux cultures d'avoine et en 1918 aux cultures de fèves, de lin, de maïs, de sorgho et de pois chiches. L'unité d'imposition est l'hectare, mais l'impôt suit les subdivisions de l'hectare (2). La quotité qui était fixée à 6 fr. 60 pour l'hectare de blé et les cultures secondaires et à 3 fr. 60 pour l'hectare d'orge et l'avoine, a été élevée en 1920 respectivement à 7 fr. 60 et à 4 fr. 15 (3). Ce tarif s'applique à l'hectare ayant rendu 6 hectolitres ; ce rendement étant considéré comme une moyenne, les cultures n'ayant pas atteint 6 hectolitres à l'hectare sont imposées suivant un tarif dégressif, selon le degré de réussite des récoltes, celles-ci étant classées en 6 catégories allant de 1 à 6 hectolitres. Le rôle est

(1) Tarifs portés de 1 fr. 40 à 2 fr. 40 pour les palmiers degla et de 0 fr. 40 à 1 fr. pour les palmiers ordinaires (décret du 24 décembre 1924).

(2) Avant 1910, l'unité d'imposition était la mechia, arbitrée à 10 hectares. Autrefois, l'achour était perçu en nature ; depuis 1894, il est perçu en argent.

(3) Ce tarif comprend la remise aux collecteurs d'impôt.

établi au vu des déclarations des contribuables reçues par des notaires en présence du cheikh et des notables, centralisées par les caïds et vérifiées en totalité ou par épreuves par les contrôleurs de recensement. Ces contrôleurs français dirigent des commissions, dites commissions de révision des déclarations, composées d'un représentant du caïd, d'un ou plusieurs oumana, mesureurs et notaires et assistées du cheikh, qui se déplacent de cheikhat en cheikhat, se font aider d'indicateurs, rectifient les déclarations s'il y a lieu, relèvent les omissions ou les insuffisances, s'attachent en un mot à rechercher si les cultivateurs ont fait leurs déclarations en toute liberté et avec exactitude, et, en outre, fixent les rendements des cultures en vue de leur classement dans les catégories du tarif. L'achour est dû par les indigènes et les Européens. Ces derniers bénéficiaient autrefois d'une exemption de 9/10^e de l'impôt, à titre de prime à l'emploi de la charrue française. Le décret du 19 décembre 1918 a supprimé ce dégrèvement ; seules les terres nouvellement défrichées et mises en parfait état de production seront exonérées de l'achour pendant les cinq années suivant le défrichement (1).

La taxe des mradjas (2) s'applique seulement à Sfax et au Cap Bon sur les jardins et les cultures maraîchères. La taxe, fixe à Sfax (0 fr. 30), varie au cap Bon suivant la nature des terrains (de 0 fr. 30 à 1 fr. 35).

Un décret du 21 décembre 1918 a créé une taxe sur le bétail. Cette taxe s'applique aux animaux des espèces chevaline, cameline, mulassière, asine, bovine, ovine, caprine et porcine. La quotité est de 3 francs par cheval, 2 francs par chameau, 1 franc par bœuf, par mulet ou par porc, 0 fr. 25 par âne, 0 fr. 15 par chèvre ou par mouton. Au principal s'ajoutent divers centimes additionnels. Le rôle est établi au vu des déclarations souscrites par les possesseurs d'animaux, reçues par les chioukh, centralisées par les caïds et vérifiées par les contrôleurs français.

(1) Cette disposition s'applique indifféremment aux Européens et aux indigènes.

(2) La mradja est une parcelle de 48 mètres de côté.

Indépendamment du droit de statistique sur les vins, il a été institué à partir du 1^{er} janvier 1920, en représentation d'un impôt direct sur les revenus agricoles de la vigne, une taxe forfaitaire de 1 fr. 25 par hectolitre de vin récolté; le produit de cette taxe est pris en recette, au titre des impôts directs, sous la rubrique « impôt sur les produits agricoles, vigne ». Le viticulteur doit faire une déclaration de récolte, et la taxe est exigible en même temps que le droit de statistique (décret du 20 décembre 1919) (1).

*
* * *

Tels sont les impôts qui frappent l'agriculture et l'élevage en Algérie et en Tunisie. Nous n'avons voulu donner qu'une vue d'ensemble de ces impositions, nous réservant, en cours d'étude de préciser, le cas échéant, les points de détail volontairement négligés ici. Cet aperçu, si l'on veut bien le compléter par l'exposé que nous avons déjà donné du Tertib appliqué au Maroc, suffit à montrer la diversité des systèmes fiscaux dans l'Afrique du Nord. L'Algérie, abandonnant les impôts coutumiers, introduit le régime contributif métropolitain. Il n'est pas dans notre rôle d'examiner ce que vaut l'impôt foncier; mais n'y a-t-il pas un implicite aveu d'impuissance dans l'application de cet impôt nouveau aux indigènes algériens? Et, puisqu'il existait dans le pays des contributions traditionnelles, bien acceptées des populations, n'était-il pas préférable d'essayer d'améliorer ces taxes consacrées par le temps, de les unifier et de les étendre, ainsi régularisées, aux Européens, plutôt que de soumettre les indigènes aux impôts métropoli-

(1) Citons encore l'ancienne taxe appliquée à l'île de Djerba, le khodor, appelée aujourd'hui impôt foncier spécial à Djerba, qui remplace, dans cette île, depuis 1900, la dime des huiles et des céréales. Le produit de cet impôt est de 280.000 francs.

Voici le produit des autres impôts précédemment cités (chiffres du budget de 1924):

Canoun des oliviers	4.384.000	francs.
Canoun des dattiers	1.174.000	—
Achour	5.428.000	—
Mradjas	52.000	—
Bétail	1.923.000	—
Vignes	728.000	—

tains (1)? La Tunisie a gardé son système particulier avec plus de jalousie, non sans apporter toutefois aux anciens errements les correctifs nécessaires. L'impôt évolue, suivant les nécessités de la vie moderne, mais il évolue pour ainsi dire au dedans de lui-même. Malgré des différences d'application, il en est de même au Maroc, où des améliorations intérieures sont introduites aux coutumes existantes. N'est-ce pas dans leur propre milieu, dans le cadre de leurs institutions habilement perfectionnées, que nous devons, selon la formule de Waldeck-Rousseau, faire évoluer les indigènes? Il semble que l'Afrique du Nord, sous notre direction éclairée, aurait pu voir se développer un système fiscal commun, soutenu par la tradition, plongeant de fortes racines dans le passé, et sur lequel, nous attachant à atténuer les différences plutôt qu'à les accuser, nous aurions greffé les utiles rejetons améliorés.

(1) Nous n'ignorons pas que c'est en grande partie à cause des nécessités financières d'après-guerre, pour faire face à ses dépenses croissantes, que l'Algérie a un besoin de recettes budgétaires nouvelles. Les anciens impôts arabes rapportaient, y compris les centimes additionnels, environ quinze millions, auxquels il faut ajouter le produit des autres contributions directes (foncière bâtie et patentes), soit environ six à sept millions. Avec les nouveaux impôts sur les diverses catégories de revenus, les recettes étaient de cinquante millions en 1920 et sont de soixante-deux millions au budget de 1924.

DEUXIÈME PARTIE

LE FONCTIONNEMENT DU TERTIB

CHAPITRE PREMIER

L'ASSIETTE

L'arrêté du 14 mars 1915. — L'Instruction générale du 1^{er} mai 1915. — Le Tertib en 1915, en 1916 et dans les années suivantes. — Quelques questions d'ordre pratique. — Les dispositions spéciales aux Européens. — L'arrêté du 15 février 1921.

Après avoir fait l'historique du Tertib et montré comment les dahirs des 10 et 11 mars 1915 avaient réglementé cet impôt, il convient d'en étudier l'application pratique et de voir le fonctionnement détaillé de l'organisme fiscal. En premier lieu, nous examinerons les bases d'imposition, c'est-à-dire l'assiette, en envisageant d'abord le Tertib indigène, puis les dispositions spéciales aux Européens. Au cours de cet examen, nous aurons à parler des agents d'assiette, de leurs méthodes de travail et des résultats obtenus, et ceci nous amènera à étudier plus spécialement le rôle et les attributions des contrôleurs du Tertib.

Nous avons vu qu'en Algérie les listes des contribuables étaient dressées par les caïds et que les répartiteurs étaient appelés à vérifier ensuite l'exactitude de ces listes. En Tunisie, des commissions spéciales reçoivent les déclarations des intéressés ; mais la tâche des contrôleurs n'est pas seulement de procéder à des vérifications ultérieures, elle est aussi de surveiller les commissions elles-mêmes. Ce sont ces dernières règles qui ont été suivies au Maroc. Elles ont encore été renforcées, en ce sens que les commissions de réception doivent obligatoirement être surveillées par un agent français. Nous verrons par la suite que les opérations de réception et de vérification auront lieu simultanément, rendant ainsi le contrôle

plus serré. Mais au début on s'en tient aux principes tunisiens, et les règlements marocains reproduisent en beaucoup de points la réglementation en vigueur dans la Régence.

UN ARRÊTÉ du Directeur général des Finances en date DU 14 MARS 1915 (1), pris en exécution des prescriptions finales du dahir du 10 mars, précise dans quelles conditions doivent être effectuées la réception et la vérification des déclarations. Les déclarations, qui servent de base à l'établissement des rôles, seront reçues du 1^{er} février jusqu'au 20 mai pour les cultures d'hiver et de printemps et pour les animaux, et jusqu'au 30 juin pour les cultures tardives. Les assujettis déclareront verbalement leurs biens imposables dans le cheikhat du lieu de situation. Les commissions de réception annonceront leur itinéraire par voie de criées sur les marchés et d'affiches dans les lieux publics. Les déclarations seront reçues par cheikhat dans l'ordre de voisinage ; les indications fournies verbalement par les contribuables eux-mêmes (nom du déclarant, situation des biens, nature et dénombrement des cultures, des animaux, des arbres) seront inscrites aussitôt sur un registre à souche dont le récépissé sera délivré immédiatement à l'intéressé. Le dahir prévoit que lorsque la superficie des cultures ne peut pas être indiquée en hectares, l'indigène doit déclarer la quantité de semences emblavées, exprimée en mesures de capacité usitées dans la région, ou encore en charrues. Cette quantité sera, séance tenante, convertie en superficie sur les bases fixées pour la région par un tableau d'équivalence remis à la commission par les autorités de contrôle. Les chefs indigènes devront certifier la sincérité des déclarations ; ils s'entoureront à cet effet de tous les moyens d'information dont ils peuvent disposer. Lorsqu'un contribuable sera absent, il fera sa déclaration en son lieu et place. Les registres, clôturés par un procès-verbal, seront conservés par le chef de circonscription en vue du contrôle ultérieur et de la notation du rendement des récoltes.

Les commissions de vérification, dirigées par un officier ou

(1) *Bulletin officiel* du 29 mars 1915.

un fonctionnaire français, pourront comprendre, outre l'expert prévu, des mesureurs et des notaires indigènes. Des avis annonceront l'arrivée de ces commissions dans chaque fraction ; mais il sera passé outre, le cas échéant, à l'absence des intéressés. Suivant que l'intérêt du Trésor ou des contribuables l'exigera, les commissions procéderont à la comparaison des biens imposables et des déclarations pour effectuer éventuellement le redressement de ces dernières. En cas d'insuffisance de déclaration, toutes indications utiles seront fournies pour déterminer s'il y a culpabilité du contribuable ou des chefs indigènes. La vérification des cultures sera faite par mesurage des parcelles et celle des animaux par dénombrement à l'improviste dans les douars ou azibs. Les omissions relevées après l'établissement du rôle général pourront toujours faire l'objet d'impositions par voie de rôle supplémentaire. L'évaluation du degré de réussite sera faite au moment où l'état des cultures permettra de présumer le rendement moyen de la récolte. Les cultivateurs auront intérêt à assister à cette opération (1).

L'arrêté du Directeur général des Finances précise le dahir organique en vue de son application pratique et réglemente certains points de détails. Il a été suivi d'une INSTRUCTION GÉNÉRALE SUR LE TERTIB adressée par le Commissaire Résident Général aux commandants de région le 1^{er} mai 1915. Cette Instruction résidentielle développe les articles du dahir et de l'arrêté d'application. C'est une circulaire d'ordre intérieur qui ajoute aux textes réglementaires d'utiles recommandations pour les agents d'exécution en exposant nettement le rôle de chacun dans la tâche qui lui incombe. Elle détaille la composition et les attributions des commissions de réception, en insistant sur la responsabilité des chefs indigènes et sur la surveillance à exercer par les autorités françaises. Les contrôleurs « doivent donner aux contribuables toutes les indications de nature à leur faciliter la déclaration de leurs biens et les éclairer sur les sanctions auxquelles ils s'exposeraient en

(1) L'arrêté reproduit parfois presque mot, pour mot les instructions réglementaires de Tunisie.

se rendant coupables de fausses déclarations. Ils doivent, en outre, empêcher la production de tous abus et veiller notamment à ce que l'interdiction absolue faite aux membres des commissions de recevoir, des contribuables, des subsides en argent ou en nature soit scrupuleusement respectée ». De même, pour la bonne marche des opérations, les commissions doivent être réunies quelques jours auparavant par les chefs de circonscription pour recevoir lecture des instructions et toutes explications nécessaires à ce sujet. Chaque commission doit être soumise à la surveillance constante d'un agent français. Ce n'est qu'en cas d'impossibilité absolue que des commissions exclusivement indigènes pourront fonctionner, et, dans ce cas, les déclarations reçues devront être soumises ultérieurement à une vérification très sérieuse.

Pour les cultures annuelles, les déclarations peuvent être reçues en quantité de grains semée ou en charrues. La conversion en hectares sera faite d'après les données d'un barème basé sur les quantités moyennes que les cultivateurs indigènes ont coutume de semer dans un hectare de terre ordinaire à l'époque habituelle des ensemencements dans leur cheikhat et par des procédés de culture normaux. On pourra établir pour chaque circonscription autant de barèmes que la diversité des terrains le nécessitera. Ceux qui existent déjà devront être soigneusement revus, les chefs de circonscription se basant, pour les maintenir ou les modifier, tant sur leur expérience personnelle que sur l'avis de notables agriculteurs. Des expériences appropriées permettront d'établir avec une certitude presque absolue les relations existant entre la quantité semée et la surface du terrain mise en valeur.

Les dahirs organiques établissent une distinction bien nette entre : 1^o le Tertib des cultures annuelles et du bétail ; 2^o le Tertib des arbres fruitiers. Cette division est justifiée par les difficultés spéciales que présente le recensement des arbres. On a, en effet, voulu établir une sorte de cadastre fiscal des vergers qu'on tiendrait à jour par des révisions annuelles. Mais le manque de personnel ne permet pas encore d'appliquer le nouveau régime. C'est pourquoi les arbres fruitiers doivent

être déclarés par les contribuables en même temps que les cultures et les animaux.

L'Instruction générale détaille ensuite les attributions des commissions de vérification qui ne devront jamais comprendre un nombre d'auxiliaires tel que le contrôleur français ne puisse étroitement surveiller les agissements de chacun d'eux. Les vérifications ont pour but, d'une part le contrôle de la sincérité des déclarations faites par les assujettis (en se plaçant au point de vue des intérêts du Trésor), d'autre part, le redressement des erreurs préjudiciables aux contribuables (en se plaçant au point de vue des intérêts de ces derniers), et enfin la recherche des irrégularités ou des abus imputables aux membres indigènes des commissions de réception (qui pourraient léser aussi bien le Trésor que les particuliers). Différents procédés de vérification sont indiqués. Pour les animaux, on effectuera des dénombrements à l'improviste dans les douars, de préférence à l'heure de sortie et de rentrée des troupeaux, et sur les lieux de pâturage. Pour les arbres fruitiers, on comptera les arbres susceptibles de donner une production. Pour les cultures, en attendant qu'une meilleure organisation du service permette l'emploi de moyens moins empiriques, on mesurera les parcelles au pas d'homme ou au pas de la monture, les pas ayant été préalablement étalonnés ; il suffira ensuite, pour calculer la surface, de ramener la figure du champ à la figure d'un rectangle, d'un triangle ou d'un trapèze. La vérification peut révéler des insuffisances ou des omissions de déclaration. Le dahir prévoit alors l'application de pénalités. Toutefois, il y a des circonstances particulières qui constituent une excuse en faveur des contrevenants ; et c'est pour tempérer la rigueur de la loi que, dans certains cas, le Directeur général des Finances a le droit de prononcer la remise gracieuse de tout ou partie des pénalités encourues. Des explications devront donc être demandées aux intéressés en vue de faire connaître à l'autorité supérieure les raisons pour lesquelles ils ont contrevenu aux règlements.

Les commissions de vérification sont chargées en outre de la notation du rendement présumé des récoltes. C'est la par-

tie la plus délicate de leur tâche ; aussi leur est-il recommandé d'y apporter toute leur attention. « Il convient d'éviter avec le plus grand soin les erreurs d'appréciation qui sont de nature à fausser le principe même de l'impôt. S'il importe de ne pas avantager le contribuable aux dépens du Trésor, il est également nécessaire de ne pas le frapper d'une charge hors de proportion avec les bénéfices qu'il retire de ses cultures. » Les membres des commissions devront posséder les connaissances voulues pour effectuer cette notation. Les contrôleurs français se familiariseront eux-mêmes avec l'évaluation visuelle des rendements. L'avis des personnes compétentes devra être provoqué ; on demandera au besoin l'aide de techniciens professionnels ; et des expériences pourront être faites en procédant, pour les cultures parvenues à maturité, à la moisson et au dépiquage d'une étendue déterminée de terrain (1). Les secrétaires indiqueront sur les registres, pour chaque culture, le nombre de quintaux susceptible d'être obtenu à l'hectare. Il est entendu que, dans tous les cas douteux, la commission inscrira le coefficient de rendement le plus favorable au cultivateur. Toute parcelle doit, en principe, faire l'objet d'une évaluation distincte. Mais l'Instruction admet qu'une notation globale pourra être adoptée lorsque les apparences de la récolte seront uniformes dans toute l'étendue d'une zone quelconque. Les réclamations formulées pour cause de dégâts survenus après le passage des commissions doivent avoir trait à des récoltes sur pied (2). Il convient de faire remarquer que le dégrèvement accordé dans ce cas sera proportionnel au dommage subi par le contribuable, mais que sa cote d'impôt ne saurait être réduite s'il est indemnisé par une compagnie d'assurances.

Le Résident Général, dans l'Instruction que nous venons d'exposer, demandait aux commandants des régions civiles ou militaires de fournir en fin de travaux un rapport détaillé

(1) NOTA. — Le dépiquage d'un carré de dix mètres (un are) donne un nombre de kilogrammes correspondant au nombre de quintaux produits par un hectare de la parcelle examinée.

(2) Cf. *suprà* : dahir du 10 mars 1915. Ce sont les mêmes dispositions qu'en Tunisie.

sur l'ensemble de la campagne. Il nous sera permis, grâce à ces documents, dont la plupart dénotent beaucoup de travail, de conscience et de réflexion, de suivre d'assez près les opérations du Tertib en tribu et de voir comment la réforme de 1915 a pu être appréciée par les assujettis et aussi par ceux qui étaient chargés d'asseoir l'impôt.

Certains chefs de circonscription, en face peut-être de difficultés particulières, ont cru devoir élever des critiques contre le principe des déclarations. « Ce serait bien mal connaître l'indigène, disent-ils, en croyant que bénévolement il indiquera ce qu'il possède ; des siècles d'oppression et de pillages lui ont façonné une mentalité solidement basée sur la prudence, la dissimulation et la corruption ; sa sincérité est trop sujette à caution. » Il faut faire la part des choses. La déclaration spontanée de l'imposé, remplaçant l'ancienne estimation des cultures par une commission de recensement, a parfois surpris l'indigène. Quelques-uns ont cru y voir un moyen facile de soustraire une partie de leurs biens à l'impôt. D'énergiques rappels à l'ordre, dans plusieurs cercles, ont su arrêter ces tentatives frauduleuses. D'une manière générale, les déclarations faites par les petits propriétaires ont été reconnues sincères, et l'on a même relevé certains actes de probité. En revanche, il a été constaté que les déclarations faites par les gros propriétaires étaient souvent insuffisantes. Des pénalités ont dû être appliquées.

La présence des chefs indigènes et des notables de la djemâa n'a pas été partout une garantie de la sincérité des déclarations. Les inexactitudes ne sont pas toujours relevées, à moins que le déclarant ne soit un ennemi du caïd. On dirait que les chefs attendent de leurs administrés la récompense de leur mutisme. Il ne faut pas se dissimuler qu'il y a là toute une éducation à faire. En attendant, le remède doit être recherché dans un contrôle sérieux, dans une surveillance de tous les instants.

Le contrôle a été réellement efficace. Dans beaucoup de régions, il s'est exercé d'une façon serrée sur les indigènes et sur leurs chefs, empêchant les premiers de faire des déclara-

tions fantaisistes et ramenant la complaisance des seconds à des proportions plus modestes. N'est-il pas significatif de mentionner la déception qu'ont éprouvée certains caïds en voyant les officiers ou les fonctionnaires français assister en permanence aux opérations des commissions et interroger eux-mêmes les indigènes dont les déclarations paraissaient douteuses. Cette façon de procéder paraît avoir eu pour conséquence de réduire leurs revenus « à côté », et le chef d'une importante tribu du centre a avoué avec amertume, dès le premier jour des opérations, que ses contribuables s'étaient dispensés, cette année, de lui envoyer les cadeaux en nature qu'il était d'usage d'offrir les années précédentes.

Dans l'ensemble, les rapports signalent que la réforme de 1915, qui constitue une amélioration sensible, a été bien accueillie des populations. Les contribuables ont, en effet, vu disparaître les abus d'une commission essentiellement indigène circulant en tribu et dont les recensements étaient fantaisistes, et souvent même injustes quand l'assujetti avait le tort de déplaire aux commissaires. La présence d'un agent français dans les commissions a favorablement impressionné les indigènes qui ont constaté notre souci d'observer la justice et l'équité. Dans bien des cas, on a constaté que la faute de l'irrégularité revenait aux représentants du Makhzen. Mais il faut espérer que bientôt, mieux dressés, ceux-ci feront preuve d'une conscience et d'une compréhension de leurs devoirs qui leur manquait jusque-là. L'Etat y gagnera et le prestige des chefs indigènes n'en pourra être que grandi.

Somme toute, malgré la pénurie du personnel chargé des opérations, malgré le peu de temps qu'il a été possible de consacrer aux vérifications, malgré le manque d'éducation des contribuables et de leurs chefs, malgré l'inexpérience générale, la machine fiscale a fonctionné d'une manière très satisfaisante.

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1915 qu'il fut possible à l'administration de juger convenablement les résultats de la première application du règlement nouveau. On se rendit compte que la question n'était pas encore bien au point, et une com-

mission fut chargée par le Résident Général de rechercher les améliorations qui pourraient être réalisées dès la campagne suivante. Les travaux de cette commission ont contribué à éviter le retour de certaines difficultés survenues en 1915 et ont permis de donner quelques directives heureuses qui ont rendu plus libérale l'application du Tertib.

L'impôt est assis sur deux bases essentielles : la surface et le rendement. Les surfaces sont déterminées à l'aide des barèmes spéciaux de conversion. Ceux-ci indiquent le nombre de litres, de mouds ou de mesures locales ensemencés à l'hectare ; encore faut-il tenir compte de la diversité des terrains. Il sera désormais nécessaire, mais suffisant, de distinguer trois catégories de terrains pour l'établissement de ces barèmes : les terrains argileux, compacts ou marécageux, les terrains marneux ou légèrement argileux et les terrains légers, sablonneux ou pierreux. Ces trois catégories correspondent à la classification habituelle en terres tirs, hamri et remel.

L'estimation du rendement des récoltes n'avait peut-être pas été faite partout avec tout le soin désirable. Aussi, pour diminuer les risques d'erreur dans cette évaluation, il a été prévu que les commissions s'adjoindraient, non seulement des inspecteurs de l'agriculture ou des contrôleurs techniques du Service des impôts, mais des territoriaux choisis parmi les agriculteurs. « J'ai décidé que les commissions de notation de rendement devront obligatoirement comprendre des territoriaux choisis dans les unités stationnées dans les diverses régions parmi les agriculteurs professionnels. Ces adjoints, qui n'auront que voix consultative, devront autant que possible être originaires du midi de la France, se trouvant ainsi mieux qualifiés pour apprécier la valeur des procédés de culture et le rendement des récoltes au Maroc. » (Circulaire du Général Lyautey, en date du 1^{er} mai 1916.) Ces commissions présenteront donc toutes garanties de compétence. D'ailleurs, leurs estimations pourront toujours être revisées sur la demande des contribuables par la commission d'expertise prévue au dahir organique.

Enfin, il convenait d'avancer la date des opérations. Le

manque de temps laissé aux autorités locales l'année précédente avait été la cause de la plupart des difficultés. Il y avait donc intérêt à commencer plus tôt la réception des déclarations ; et la décision prise en ce sens par la Direction générale des Finances pour la campagne de 1916 devait permettre d'apporter une plus grande précision dans l'assiette, en mettant les commissions à même d'effectuer des vérifications plus nombreuses et plus poussées que les rares « coups de sonde » opérés en 1915. Cette mesure avait par ailleurs l'avantage d'éviter les retards dans le recouvrement de l'impôt, les documents pouvant désormais être groupés plus tôt en vue de la confection des rôles.

Les opérations du Tertib, en 1916, semblent s'être déroulées dans de meilleures conditions qu'en 1915. Il est vrai que la mobilisation a permis de mettre à la disposition des bureaux un nombre suffisant d'officiers, de sous-officiers et de soldats pour suivre les diverses commissions, circonstance particulièrement favorable à la bonne marche des travaux.

Les chefs indigènes commencent à rectifier les déclarations fausses, mais ils ne le font pas encore ouvertement. Ils ne veulent pas, vis-à-vis de leurs coréligionnaires, prendre figure de délateurs, et ce n'est qu'à la fin des travaux dans un douar qu'un notable, en général le cheikh, vient discrètement et timidement signaler aux agents français les quelques dissimulations qu'il a relevées.

Cependant des fraudes sont encore commises, et elles sont inévitables. La propriété est parfois très morcelée, et le recensement nécessite un travail très laborieux de reconnaissance. Pour les animaux, la difficulté est encore plus grande. Il est certain qu'au moment du passage de la commission dans une fraction, les indigènes provoquent une transhumance de leurs troupeaux vers une région plus ou moins éloignée et le fisc, en présence de cette matière essentiellement mobile et fuyante, reste faiblement armé. Aussi, pour éviter une dispersion inutile d'efforts, les agents de contrôle se sont-ils attachés à concentrer leur activité sur certains caïdats où les déclarations semblaient *a priori* inférieures à la réalité, et l'on

n'a pas craint d'infliger aux fraudeurs des amendes méritées.

A ce sujet, les pénalités prévues pour omission ou inexactitude de déclaration ont paru trop faibles à quelques chefs de circonscription. De gros propriétaires, en effet, aiment mieux s'exposer à payer un double droit que faire une déclaration sincère. Devant cet état d'esprit, certains officiers ou contrôleurs civils ont préconisé l'application de peines sévères et même l'emploi de mesures plus rigoureuses, telles que la punition de prison. Sans aller jusqu'à l'emprisonnement, à moins de récidive notoire, il y aurait peut-être intérêt à prévoir, selon l'importance des dissimulations, des amendes dont la quotité serait proportionnelle à l'importance de la fraude. Mais aucune disposition de ce genre n'a été insérée dans les textes en vigueur (1).

Dans beaucoup de cas, les matrices du Tertib de 1915, renvoyées par le Service des Impôts aux régions, ont constitué une base précieuse pour le recensement, permettant en quelque sorte une première vérification au moment même de la réception des déclarations. On a constaté, dans l'ensemble, une augmentation notable des cultures déclarées. Une plus grande prospérité générale peut évidemment expliquer ce résultat. Il n'en est pas moins vrai que l'accroissement dont il s'agit a été surtout obtenu par un perfectionnement du travail fiscal et qu'il signifie clairement qu'on a un peu partout serré la réalité de plus près.

Il ne nous semble pas désormais nécessaire de détailler cam-

(1) En Tunisie, pour l'achour, l'amende fiscale est égale à l'impôt s'il s'agit d'inexactitude, et au double de l'impôt s'il s'agit d'omission de déclaration. Il peut être attribué aux contrôleurs chargés du recensement qui découvrent des inexactitudes ou des omissions la moitié du principal des sommes recouvrées à titre d'amendes fiscales. En ce qui concerne les animaux, l'amende est du quintuple de l'impôt s'il s'agit d'animaux imposables, et du triple s'il s'agit d'animaux non encore imposables (tous doivent, en effet, être déclarés). Ce taux élevé de l'amende pour les animaux non déclarés s'explique par le fait que la matière imposable est plus fuyante en l'espèce et que le contribuable est plus tenté de la dissimuler. L'introduction de cette règle au Maroc aurait donné, dans les débuts, d'excellents résultats et aurait amené les propriétaires d'animaux à une plus grande franchise.

An Algérie, les dissimulations relevées par les répartiteurs font l'objet d'un rapport, et l'infraction est punie par le Code de l'indigénat. Les peines variant de 1 franc à 15 francs d'amende et de 1 jour à 5 jours de prison peuvent être converties en prestation en nature. La sanction paraît minime ; et il semble que les anciens règlements qui réprimaient les dissimulations par le double ou la triple taxe étaient plus efficaces.

pagne par campagne les opérations d'assiette du Tertib. Les rapports d'ensemble fournis chaque année donnent lieu à de courtes instructions d'ordre intérieur qui, redressant certains errements, tendent à assurer plus de rapidité ou de régularité dans le service. Les indigènes comprennent peu à peu le mécanisme de l'impôt. Il en suivent les diverses phases avec intérêt et sans la légère appréhension du début, sachant que ce sont les préliminaires nécessaires à un calcul équitable des bases d'imposition. Parfois on les trouve même disposés à aider les agents français dans leurs recherches sur place pour l'établissement rationnel de leurs cotes. Ils acquièrent ainsi le sens de la discipline fiscale et celui des méthodes appliquées sous notre contrôle. Le travail matériel s'améliore progressivement. Les chefs indigènes ont compris que les déclarations frauduleuses avaient pour effet, en diminuant le rendement général, de diminuer en même temps le pourcentage qui leur était attribué, et ils n'hésitent plus à relever les insuffisances de déclaration. Le souci de leur intérêt d'une part, et, d'autre part, quelques sanctions infligées à propos contre certains caïds fautifs (1) ont contribué à développer leur éducation administrative. Ils se sont rendu compte du rôle vrai qui leur incombait en matière de Tertib et ils y ont gagné une autorité plus grande et un prestige accru.

Dans presque toutes les régions, les contribuables déclarent leurs cultures en quantités de semences emblavées. Ce procédé rallie également les préférences des autorités de contrôle. Le mode de déclaration en charrues a été vite condamné. La charrue n'est pas tant l'instrument de travail en soi que la surface qui peut être labourée avec une charrue instrument. L'expérience a montré ce que ce système avait d'arbitraire. Les charrues sont au nombre théorique de trois : la charrue de chevaux, la charrue de bœufs, la charrue d'ânes. Mais la charrue-super-

(1) Dans plusieurs régions, certains caïds avaient cru pouvoir se dispenser d'assister, en personne, aux opérations. Ailleurs, un ou deux cas de fraude avaient été signalés. Aux sanctions fiscales proprement dites (pénalité majorant l'imposition) se sont ajoutées, suivant la faute, une décision spéciale et motivée infligeant une amende administrative prélevée sur le montant des remises sur le Tertib, ou une sanction disciplinaire d'une portée morale plus considérable et plus immédiate.

ficie varie d'une contrée à l'autre avec la richesse du terrain, la qualité des bêtes employées, la longueur de la saison des pluies, le zèle du cultivateur. Une charrue de chevaux varie entre 10 et 18 hectares, une charrue de bœufs entre 8 et 14, une charrue d'ânes entre 3 et 6, soit un flottement d'à peu près 50 %. L'étalon de la charrue constitue donc un barème fictif, qui doit être remplacé par le procédé des déclarations en quantités ensemencées. Les indigènes se sont d'ailleurs si bien familiarisés avec cette deuxième méthode qu'il serait heureux de la voir rendue obligatoire. Le cultivateur déclare en mesure locale, en moud par exemple. Le chef de cercle ou le contrôleur connaît l'équivalence du moud de sa circonscription en litres ; il détermine donc les quantités ensemencées en litres. Dans les différents territoires, on peut alors dresser une table assez exacte indiquant la quantité généralement emblavée dans chaque hectare de terrain suivant sa nature. Ainsi la région de Ber Rechid (Chaouïa centre) portera qu'en tirs on sème 120 litres à l'hectare pour le blé, tandis qu'à Salé on en sème 90 (1). Enfin le contrôle matériel est rendu plus facile avec ce mode de déclaration, car on peut en vérifiant les parcelles déterminer exactement la quantité de semences mise en terre et voir si la déclaration faite correspond bien à la réalité.

Malheureusement, faute d'un personnel suffisant, les vérifications ne peuvent encore être que des sondages. Cette méthode, sans être parfaite, donne toutefois des résultats appréciables, surtout si ces visites imprévues sont opérées

(1) Chiffres des années 1920, 1921 et 1922. Voici un exemple de barème de conversion établi pour la circonscription de Salé :

NATURE de la semence	NOMBRE DE LITRES ensemencés à l'hectare			VALEUR en litres de la mesure locale
	Terrain Tirs	Terrain Amri	Terrain Rmel	
Blé.....	90	120	180	abra = 90 litres
Orge.....	90	120	180	—
Fèves.....	52	72	90	—
Mais.....	12	18	23	—

c'est-à-dire que, pour un hectare de blé, il a été ensemencé un abra (soit 90 litres de semences), donc, un abra = un hectare, dans un terrain de première catégorie (tirs). Par contre, dans un terrain de troisième catégorie (rmel), pour ensemencer un hectare, il faut deux abras, autrement dit un abra = un demi hectare, la densité d'ensemencement étant d'autant plus forte que la terre est plus légère.

chez les gros propriétaires (1), pour l'achour, et à l'aube ou au coucher du soleil chez les pasteurs, pour la zekat.

Le règlement prévoit l'emploi d'indicateurs. Ces auxiliaires peuvent certainement apporter un concours efficace à l'autorité de contrôle. Il ne faut pas oublier toutefois que le mobile qui les fait agir est beaucoup plus le plaisir de jouer un mauvais tour à un voisin ou le désir d'exercer une vengeance que la volonté d'aider le Makhzen dans son œuvre fiscale. Aussi ne serait-il peut-être pas inutile d'envisager l'octroi d'une rétribution à ces indicateurs, l'intérêt d'un profit pécuniaire s'ajoutant ainsi aux autres mobiles (2).

La question de la notation des récoltes reste toujours très délicate. Si l'on considère, en effet, que le classement d'une parcelle dans une catégorie ou dans une autre est, en somme, pure affaire d'appréciation, on voit qu'une simple erreur d'estimation peut arriver presque à doubler la quotité de l'impôt. L'administration ne peut pas attendre pour fixer les rendements l'époque où la récolte est terminée. Cela compliquerait singulièrement sa tâche et compromettrait le recouvrement (3). Mais il ne faut pas non plus évaluer les rendements trop tôt, sans quoi ils peuvent se trouver démentis par les résultats définitifs de la moisson. C'est pourquoi une latitude suffisante est laissée aux autorités locales pour procéder à ces évaluations au moment opportun. Les instructions ne manquent pas d'insister sur le soin avec lequel cette opération doit être conduite. La méthode de notation globale par fraction ou par douar est la plus communément employée. Il est, en effet, bien rare que des parcelles limitrophes, dans une même nature de terrain, et travaillées suivant les mêmes procédés culturaux, présentent des variations susceptibles d'interdire la fixation d'un rendement commun. Cependant, toutes les

(1) L'éparpillement et le grand nombre de leurs parcelles, joints à leurs relations d'amitié ou d'intérêt avec les chefs indigènes, constituent, en effet, pour les gros propriétaires, autant de défenses contre le fisc qui ne sont pas à la portée du fellah.

(2) Les indicateurs, qui sont réglementairement prévus en Tunisie, peuvent être rémunérés par le contrôleur. Ils doivent être choisis parmi les indigènes connaissant le mieux la situation des biens dans chaque fraction.

(3) Il n'est pas inutile de rappeler que l'achour n'est pas un impôt sur le rendement réel des cultures, mais un forfait basé sur les apparences de la récolte.

garanties désirables sont prises pour éviter les chances d'erreur. Le cheikh, le moqadem, les notables agriculteurs sont consultés, et il est tenu compte des expériences de rendement qui auraient déjà pu être effectuées par leurs soins. En outre, les renseignements recueillis auprès des colons voisins permettent d'obtenir des indications qui ne sont point négligeables. Il est évident que les estimations doivent être du domaine de la pratique courante ; ce sont des moyennes. Il ne faudrait pas s'en tenir aux résultats pouvant être obtenus à titre d'essai sur un champ d'expérience et grâce à des façons spéciales ignorées du fellah. Ce procédé peut simplement donner un aperçu pour l'avenir ; il ne saurait fournir une base précise à l'heure actuelle. Il convient d'ailleurs de noter que ces méthodes culturales nouvelles au Maroc ne sont guère encore pratiquées que par les Européens.

Les textes réglementant le Tertib ont prévu que des dispositions particulières seraient applicables aux sujets non chérifiens. Ceux-ci ont à faire une déclaration de biens qui comprend les mêmes indications que celles des indigènes ; seul, le mode de réception diffère.

Les Européens et assimilés doivent souscrire leurs déclarations sur des formules spéciales, tenues à leur disposition dans les bureaux des officiers de renseignements, des contrôleurs civils ou des différents receveurs du Trésor, et ils déposent ces feuilles, dûment remplies, au bureau dont ils relèvent. Les nationaux ou censeux des puissances qui n'ont pas encore renoncé au privilège des capitulations remettent leurs déclarations à leur consulat respectif (1). Chaque dépôt de déclaration donne lieu à la délivrance d'un accusé de réception sur le double remis au contribuable. Le délai de dépôt de ces feuilles est fixé au 30 juin ; passé ce délai, les non déclarants

(1) Au point de vue du recensement et du paiement de l'impôt, les ex-protégés consulaires avaient gardé le privilège de l'assimilation avec les contribuables européens. Les ex-protégés sont des indigènes qui bénéficiaient, autrefois, de la protection de puissances étrangères, mais qui, lors de la suppression des capitulations de ces puissances, sont redevenus indigènes de droit commun (avec cet avantage cependant qu'au point de vue juridictionnel, ils ne sont pas jugés par le caïd, mais par les tribunaux français). Il a été spécifié, en 1921, qu'en matière de Tertib, ces ex-protégés ne devraient plus être assimilés aux Européens, mais considérés comme sujets marocains.

sont passibles de pénalités. Le 30 juin au soir, les déclarations reçues dans les divers bureaux sont transmises au chef de la région qui les centralise et les adresse au Service des Impôts et Contributions à Rabat.

L'Instruction générale sur le Tertib laisse aux chefs de circonscription le choix d'effectuer la vérification des biens détenus par les Européens, soit en même temps que celles relatives aux sujets marocains, soit à la fin de ces dernières, en une tournée spéciale. Les résultats du contrôle et la notation des récoltes sont portés à la connaissance des contribuables s'ils le demandent. En 1917, il deviendra obligatoire de délivrer aux Européens un « avis de notification » mentionnant les résultats de la vérification et la notation du rendement des cultures. Cette délivrance aura surtout pour but de fixer nettement la date à partir de laquelle courent les délais légaux impartis aux intéressés pour formuler éventuellement leurs réclamations, et de permettre ainsi à l'Administration d'opposer valablement la forclusion aux pétitions tardives.

Dans les premières années, le Tertib des Européens ne s'est pas effectué d'une manière très satisfaisante. Les déclarations ont manqué de spontanéité, et il a fallu les provoquer un peu partout. Dans plusieurs circonscriptions, les contrôleurs civils ont envoyé chez les colons les formules à remplir, et ce procédé a eu les meilleurs résultats ; car souvent ce n'est pas tant mauvaise volonté de la part des contribuables qu'insouciance et oubli du règlement. Ce sont plutôt des retardataires que des récalcitrants. On pourrait peut-être souhaiter de leur part un peu plus d'empressement dans l'accomplissement du devoir fiscal. Mais il faut aussi songer aux difficultés de tout genre qu'ils ont à vaincre dans la période des débuts et, dans l'intérêt de la colonisation, éviter une sévérité qui pourrait les rebuter. Aussi les pénalités pour omission ou retard de déclaration ont-elles été réduites dans de très sages proportions toutes les fois que la bonne volonté du contribuable a été reconnue.

Pour la vérification, on a décidé d'envoyer en principe un contrôleur des impôts chez chaque colon. En Tunisie, c'est

une obligation réglementaire. Ce n'est pas par mesure de défiance spéciale que l'administration a employé cette façon de faire ; c'est, au contraire, avec la louable intention de permettre aux deux parties de discuter sur place, notamment au sujet de l'évaluation des rendements des cultures, et d'éviter ainsi des contestations ultérieures. On s'est d'ailleurs plu à reconnaître que les contrôleurs savaient, dans la limite des règlements, ne pas faire en l'espèce de fiscalité excessive.

Le régime d'application du Tertib n'a pas la prétention d'être définitif. Il offre cependant une certaine stabilité, et l'ARRÊTÉ DU 15 FÉVRIER 1921 (1) n'a pas modifié sensiblement les règles adoptées en 1915.

Cet arrêté du Directeur général des Finances précise certaines modalités d'exécution. Il a paru utile de rappeler que l'impôt est assis et exigible sur les facultés contributives déterminées au moment de la vérification ; l'assujetti qui se trouve à cette époque dans la situation imposable doit donc le Tertib pour l'année entière. La date extrême du dépôt des déclarations, qu'on avait cru devoir fixer à nouveau au 20 mai en vue d'avancer la date du recouvrement, est reportée au 20 juin, car la vérification ne peut, dans la pratique, être effectuée, en ce qui concerne les Européens, qu'à partir de la deuxième quinzaine de juin. En matière de réclamation, il a été spécifié que le contribuable a la charge d'établir, dans les délais légaux, l'exactitude de ses allégations et de démontrer l'exagération dont il se prétend être la victime. Par exemple, le propriétaire soumis à la zekat doit fournir la preuve que les animaux acquis par lui pendant la période comprise entre la date de sa déclaration et le jour de la vérification figurent déjà dans une déclaration souscrite par un autre contribuable. D'autre part, pour l'achour, les demandes en révision d'évaluation du rendement des cultures doivent être formées au moment où il est encore possible de contrôler matériellement les erreurs d'estimation. L'arrêté rappelle enfin que l'impôt sur les cultures est un forfait établi d'après le rendement présumé de la récolte

(1) *Bulletin officiel* du 3 mai 1921.

et que les résultats du battage ne peuvent être opposés à l'évaluation du degré de réussite des cultures faite par le contrôleur en présence du déclarant ou de son représentant sur les lieux. En somme, ce règlement vise principalement les Européens. Le texte en a été rédigé à la suite des interprétations erronées du dahir organique et il constitue une mise au point qui n'était pas inutile.

Quelques colons ont représenté qu'il ne leur paraissait pas nécessaire de souscrire une déclaration puisque seuls les résultats de la vérification déterminaient l'imposition. C'est là ignorer l'un des principes du Tertib. La déclaration du contribuable sert de point de départ à l'assiette de l'impôt. Mais la taxe est exigible sur les biens détenus au moment de la vérification. Cette disposition ne s'inspire nullement d'un intérêt fiscal étroit ; elle procède au contraire d'un juste souci de l'exactitude et peut trouver d'ailleurs son application au profit de l'assujetti, la vérification étant susceptible de faire ressortir, par exemple, un chiffre d'animaux inférieur à celui de la déclaration. Le but de la déclaration est de fournir à l'administration des renseignements sur les biens imposables en vue de la vérification ultérieure. Il s'agit là d'une collaboration essentiellement propre à écarter toute incertitude et à supprimer, par suite, autant que possible, toute cause d'erreur (1).

L'arrêté de 1921 peut laisser espérer que les diverses opérations d'assiette seront désormais menées sans difficultés essentielles. Le Tertib est sorti de la période des tâtonnements. L'expérience a imposé quelques modifications heureuses qui ont été réalisées par l'administration centrale. Parmi ces améliorations, il convient de remarquer tout particulièrement l'organisation d'un corps de contrôleurs spécialisés dans les impôts arabes. L'arrêté que nous venons d'étudier les désigne officiellement sous le nom de contrôleurs du Tertib et

(1) A partir de 1924, il a été admis que, dans les villes érigées en municipalités, les déclarations des contribuables assujettis au Tertib européen ne seraient pas obligatoirement renouvelées quand aucune modification dans la situation des biens imposables ne se serait produite. Cette mesure s'explique dans les villes, où les dites déclarations ne portent que sur quelques animaux de trait ou quelques jardins maraîchers connus et classés. Elle ne saurait s'admettre pour les propriétés rurales.

leur passe, dans les régions où ils sont appelés à opérer, toutes les attributions fiscales autrefois dévolues aux contrôleurs civils. Il nous a paru nécessaire, vu l'importance croissante du rôle joué par ces agents techniques, de leur consacrer une courte étude qui, d'ailleurs, a sa place marquée dans les questions touchant à l'assiette de l'impôt.

CHAPITRE II

LES CONTROLEURS DU TERTIB

La période des débuts. — Recrutement. — Organisation extérieure. — Méthodes de travail. — Résultats.

La création d'un corps de contrôleurs des impôts s'était imposée dès la mise en application du dahir de 1915. Le Tertib assure la plus grosse part des ressources de l'Empire Chérifien. Il importe que toute la matière imposable soit saisie. Or, les officiers de renseignements et les contrôleurs civils, étant donné les travaux multiples qui leur incombent, ne peuvent pas accomplir des vérifications assez nombreuses et assez minutieuses pour que ce résultat soit obtenu. Il est donc nécessaire de constituer un cadre de fonctionnaires spéciaux et spécialisés.

Ces arguments se trouvent dans les rapports mêmes des commandants de région qui ont été les premiers à réclamer la présence constante d'agents des finances à la tête des commissions de recensement et de contrôle, tant pour parer à l'insuffisance numérique du personnel local que pour suppléer à son imperfection technique. Il n'est pas douteux, en effet, que des contrôleurs du Tertib ne soient plus à même, en y consacrant tout leur temps, de faire rendre à l'impôt le maximum, tout en donnant aux contribuables plus de garantie de justice dans la répartition des charges. En 1916, un seul chef de circonscription, celui des Doukkala, ne demande pas à être aidé dans sa tâche. Ce commandant soutient que le contrôle doit être exercé au double point de vue fiscal et administratif par la même autorité, et que le prestige du « hakem » est indispensable dans certaines occasions. Le chef de cercle semble sur-

tout craindre qu'un cadre spécial, opérant en marge de l'administration régionale, ne nuise à l'unité de commandement nécessaire en pays neuf. Mais il n'est nullement dans l'intention du Service des Impôts d'instituer un personnel qui agirait à l'encontre de l'autorité locale et susciterait des conflits de pouvoirs. Au contraire, et la plupart des commandants de région l'ont compris, il est de l'intérêt général qu'une liaison étroite soit maintenue entre les divers agents du Protectorat travaillant à la même œuvre, cette entente étant le gage certain d'une commune volonté de collaboration féconde.

Il n'a pas été possible d'organiser tout de suite le cadre des contrôleurs du Tertib. D'autre part, il n'était peut-être pas mauvais de laisser dans les premières années les agents locaux de contrôle asseoir l'impôt en tribu, la question fiscale au début étant intimement liée à la question politique. C'est seulement en 1917 que les circonstances permirent de donner un commencement d'exécution à l'idée conçue dès 1915. Quatre agents, mis à la disposition du Service des Impôts, effectuèrent la tournée du Tertib des Européens dans les régions de Rabat et de la Chaouïa. Le travail fut réparti entre ces contrôleurs depuis le Sebou jusqu'à l'Oum er Rebia ; et chacun, dans la zone qui lui était dévolue, procéda avec circonspection aux vérifications des biens détenus par les colons et à la notation de leurs cultures, suivant l'itinéraire établi d'accord avec les autorités locales. Ce n'était évidemment qu'un début, mais le résultat acquis fut déjà assez appréciable ; et l'on put constater ce qu'il était possible de gagner en faisant appel au concours d'agents techniques disposant d'un temps suffisant pour exercer un contrôle efficace, les frais engagés pour leur rétribution étant largement compensés par le rendement obtenu. L'année suivante, il ne fut malheureusement pas possible de continuer le travail de vérification dans les mêmes conditions. En effet, parmi les contrôleurs dont disposait la Direction des Finances, deux se trouvèrent repris par l'autorité militaire et les deux autres durent être employés d'urgence aux travaux de la taxe urbaine de Casablanca, dont l'arriéré fâcheux inspirait quelques craintes. Le personnel des impôts se trouva

strictement réduit aux agents indispensables à la marche du service central (1). Il fallut de nouveau détacher des militaires idoines pour assurer l'indispensable contrôle des opérations actives et la vérification des Européens, qui ne peut et ne doit être effectuée que par des agents français.

Il s'en faut de beaucoup que, dans ces conditions les règles dictées par l'Instruction générale aient été suivies dans la pratique. Un exemple montrera combien était grande la nécessité de remédier à cet état de choses. Dans les Abda, un seul officier a pu être chargé du Tertib en 1918, et, pour exercer sa mission de surveillance, c'est-à-dire pour être en liaison avec les commissions indigènes, il fut obligé de sillonner le bled en auto, allant d'un centre de stationnement à un autre, ménageant autant que possible l'effet de surprise. Pour habile que soit cette méthode, on voit combien la garantie offerte était relative. Mais il n'était guère possible de demander aux autorités locales de fournir un plus grand effort. L'officier dont il s'agit était en outre chargé du Tertib des Européens, de la colonisation, de l'élevage, de l'organisation des concours agricoles, de la surveillance des remontes ; de plus, il était commandant d'armes et délégué du président de la société indigène de prévoyance.

Aussi, le service central s'attachait-il à hâter l'organisation du contrôle, autant que faire se pouvait, et, en 1919, sept agents, pour la plupart recrutés en Tunisie, furent accrédités auprès des chefs des régions de Rabat, de la Chaouïa, des Doukkala et des Abda, pour vérifier les déclarations du Tertib européen et évaluer le rendement des récoltes dans ces circonscriptions. Ces contrôleurs firent preuve de la plus grande activité, n'interrompant leurs tournées que les jours où le temps exceptionnellement mauvais rendait toute vérification impossible, relevant les parcelles les unes après les autres, chacune faisant l'objet d'une évaluation distincte, procédant à des dépiquages fréquents, mentionnant, le cas échéant, la cause de la non réussite des cultures, délimitant les

(1) Trois agents en tout, chargés, en outre, de la surveillance du centre de confection des rôles et quittances.

biens en association pour éviter les doubles emplois, expliquant aux contribuables leurs devoirs et leurs droits, dressant des auxiliaires indigènes en vue d'opérations futures plus étendues, et déterminant, en outre, les bases servant au décompte des primes allouées à la culture européenne en 1919. L'incorporation de quelques nouveaux agents techniques permet, en 1920, de confier la surveillance du Tertib indigène aux contrôleurs du Service des Impôts ; et à partir de ce moment l'extension de leur champ d'action n'a plus été qu'une question d'accroissement de personnel.

A l'heure actuelle, l'organisation extérieure du Tertib se présente de la façon suivante : dans la zone militaire, le contrôle des opérations en tribu est assuré par les officiers du Service des renseignements, auxquels est également dévolu le soin de vérifier les déclarations des colons. Dans la zone civile, les contrôleurs des impôts remplacent peu à peu les contrôleurs civils dans leurs attributions fiscales ; ils ont complètement pris la charge du Tertib des Européens (1). Toutefois leur action, en ce qui concerne le Tertib indigène, ne s'exerce encore que dans les régions de Rabat, de la Chaouïa, des Abda-Ahmar et dans une partie du Gharb et des Doukkala (année 1924). Les agents du contrôle local continuent à « faire le Tertib » par leurs propres moyens dans les quelques circonscriptions restantes. Mais ces anomalies sont appelées bientôt à disparaître, car le service central continue à étendre territorialement l'action directe de ses agents à chaque campagne nouvelle. C'est ainsi que, pour 1925, toute la région des Doukkala et toute la région du Gharb passeront vraisemblablement sous la surveillance normale des contrôleurs des impôts (2).

* * *

Le recrutement des contrôleurs du Tertib a lieu, en principe, à la suite d'un concours. Mais, tout au début, pour lancer dans

(1) Sauf dans la région d'Oudjda, trop éloignée, et dans les contrôles de Mogador, d'Oued Zem et de Meknès banlieue, de création relativement récente.

(2) Dans les villes, il a été admis que les municipalités garderaient le soin de vérifier l'exactitude des déclarations urbaines. En effet, les impositions de l'es-

le bled un noyau d'agents capables de travailler sans autre préparation, on a appelé au Maroc des contrôleurs venant de Tunisie ; leurs services antérieurs dans la surveillance des commissions d'achour de la Régence, dont les méthodes fiscales ne sont pas très éloignées dans la pratique des procédés d'application du Tertib, offraient l'assurance d'une aptitude professionnelle suffisante. Dans les années qui suivirent, en vue de constituer rapidement le cadre des contrôleurs marocains, en s'entourant néanmoins de toutes les garanties voulues, il a été permis au Service des Impôts de prononcer des nominations au vu de certains diplômes ou titres particuliers. Plusieurs agents furent ainsi recrutés, à partir de 1920, parmi les jeunes ingénieurs des Ecoles nationales ou coloniales d'agriculture, voire de l'Institut agronomique, possédant, en outre, de la langue arabe une connaissance pratique qui, de jour en jour, au contact permanent de l'indigène, s'est étendue et approfondie (1). Ce mode de recrutement direct a donné les meilleurs résultats, et il est encore actuellement en vigueur, fonctionnant à côté des examens professionnels ou du concours normalement prévu. Vite familiarisés avec le mécanisme de l'impôt, possédant par ailleurs toute la technicité désirable, ces contrôleurs ont acquis en très peu de temps la maîtrise de leur métier, et ils forment déjà les guides les plus sûrs des jeunes stagiaires ou de ceux qui s'adaptent moins promptement aux conditions de cette nouvelle existence (2).

pèce ne portent guère que sur des animaux et ne nécessitent aucune connaissance spéciale ; le contrôle peut en être confié sans inconvénient aux agents des services municipaux. Un arrêté résidentiel, en 1924, a prévu qu'une allocation égale à 25 % du montant du Tertib européen des villes serait attribué aux municipalités en compensation des frais d'assiette de l'impôt. Dès lors, les contrôleurs techniques du Tertib, déchargés ainsi d'opérations de second ordre, peuvent consacrer plus librement leurs efforts aux vérifications autrement délicates des propriétés rurales et aux évaluations du degré de réussite des cultures.

(1) A noter que les contrôleurs du Tertib, dans les antennes lancées en pays berbère (confédération des Zemmour), se sont mis à apprendre le chleuh ou les dialectes locaux, la langue arabe n'étant guère parlée que par les chefs et restant inconnue des populations.

(2) Le corps des contrôleurs du Tertib a été réglementé par un arrêté viziriel, en date du 15 février 1921, fixant le statut du personnel du service des impôts et contributions. Ce texte abroge les règles successivement fixées par les arrêtés du 31 mai 1919 et du 27 juillet 1920.

Les cadres et traitements sont fixés comme suit : il existe sept classes de contrôleur s'échelonnant de 9.600 francs à 14.600 francs ; les contrôleurs de classe exceptionnelle ont un traitement de 15.800 et de 17.000 francs. Il existe

Peu à peu, l'organisation des services extérieurs se réalise. Au début, les contrôleurs, dûment pourvus d'un ordre de mission, quittaient Rabat vers le mois de novembre pour rejoindre la circonscription où ils étaient affectés. Ils y restaient trois mois d'hiver. Un nouvel ordre de service les envoyait alors reprendre les opérations dans une autre région. La tournée des Européens les faisait enfin parcourir en plein été les circonscriptions les plus opposées sur des étendues considérables, et ils ne rentraient à Rabat qu'à la fin de juillet, après neuf mois de bled, passés au milieu d'indigènes, dans de déplorables conditions d'isolement, d'inconfort et parfois même d'insalubrité, éloignés de tout, sans repos bienfaisant, sans détente nécessaire. On ne pouvait pas demander aux agents de fournir chaque année un pareil effort. Aussi quelques affectations en résidence dans des postes fixes ont-elles été prononcées dès que l'augmentation du personnel le permit. De cette façon, le contrôleur n'a plus à se déplacer qu'à l'intérieur de sa subdivision avec moins de fatigue évidemment et dans de bien meilleures conditions. Les divisions de contrôle sont à l'heure actuelle au nombre de onze : Rabat, Casablanca, Boulhaut, Ber Rechid, Settât, Ben Ahmed, Sidi Ali d'Azemmour, Mazagan, Safi, Kénitra et Petitjean. Les soucis d'aménagement du service, joints à la difficulté de trouver parfois un logement convenable, n'ont pas rendu possible l'extension de cette mesure dans toutes les circonscriptions où opèrent les contrôleurs du Tertib. Il faut donc, pendant un certain temps encore, que les plus jeunes agents se dévouent à parcourir différentes régions, selon les besoins du contrôle, et à planter chaque soir leur tente près d'un douar différent, sans espoir, en fin de semaine, de revenir chez eux passer quelques heures d'une vie un peu moins primitive et un peu plus reposante. Toutefois, la tâche de chacun d'eux a été ramenée à de

cinq classes de contrôleur principal s'échelonnant de 13.600 à 19.000 francs ; les contrôleurs principaux de classe exceptionnelle ont un traitement de 20.500 et de 22.000 francs. Il existe trois classes d'inspecteur s'échelonnant de 20.500 à 24.000 francs ; les inspecteurs principaux ont un traitement de 26.000 francs. Les avancements peuvent avoir lieu au choix, au demi-choix ou à l'ancienneté. A partir de la cinquième classe, les contrôleurs peuvent être nommés contrôleurs principaux ; les contrôleurs principaux de 1^{re} classe peuvent être nommés inspecteurs.

plus justes proportions ; les tournées ne sont plus ces vastes randonnées qu'il fallait accomplir au cours des deux premières années. Mais aussi, à la réduction des circonscriptions territoriales affectées à chaque agent, a correspondu une amélioration du contrôle qui s'est exercé d'une façon plus serrée, et la moins grande dispersion des efforts de chacun a permis une application plus minutieuse des règlements (1).

L'organisation matérielle des contrôleurs en opérations n'avait pas non plus été prévue dans les débuts. Mais bientôt l'administration dota ses fonctionnaires des objets de campement qui leur furent reconnus indispensables. En effet, l'hospitalité des colons n'est pas offerte et n'est pas sollicitée. D'autre part, le « Dif Allah », cette hospitalité de Dieu, universellement pratiquée chez les autochtones, et qui permet à quiconque se présente sur le pas d'une tente d'être immédiatement reçu par les habitants pour le logement, la nourriture et la garde, est à éviter soigneusement, ne serait-ce qu'au point de vue de l'hygiène. Si ces réceptions sont intéressantes pour un touriste de passage, elles deviennent vite fatigantes, malsaines et parfois dangereuses lorsqu'elles sont répétées. Il convenait de soustraire autant que possible les contrôleurs du Tertib à des promiscuités regrettables ; et la question du campement a été réglée dans l'intérêt de tous, l'administration pouvant ainsi attendre d'agents moins fatigués un meilleur travail. Le matériel fourni se compose d'une grande tente à double toit, d'une tente d'un plus petit modèle, d'un lit Picot, d'une table et d'une chaise pliantes, enfin de deux cantines d'Afrique (2). Un chameau loué à la journée transporte

(1) On a voulu éviter le reproche souvent fait à propos de l'Algérie où les répartiteurs ont à contrôler des circonscriptions beaucoup trop étendues pour que la vérification puisse s'exercer utilement. La plus grande subdivision des territoires assure un meilleur rendement du travail. C'est ainsi qu'on a pu demander aux contrôleurs du Tertib d'apporter un soin tout particulier à l'évaluation des rendements. Cette opération est menée aussi bien dans l'intérêt du contribuable que dans l'intérêt du Trésor. Disposant de plus de temps, le contrôleur peut alors effectuer avec toutes les garanties nécessaires la délimitation des zones de notation globale, de même que la reconnaissance des cultures pour lesquelles il est juste d'adopter une notation spéciale.

(2) L'administration envisage également la possibilité de doter les contrôleurs d'un petit matériel topographique. Jusqu'à présent, ces agents avaient acquis personnellement, sur leurs indemnités de bureau, les objets indispensables en l'espèce, tels que boussole et chaîne d'arpenteur. Il est, actuellement, question

ces divers objets à la suite du contrôleur, aux points de stationnement voulus par la marche des opérations. Depuis peu, un cavalier indigène, à la solde de l'Etat, accompagne le « mouraqib » dans ses déplacements et le décharge des soucis matériels d'installation, en même temps qu'il assure la garde du petit campement.

Une assez grande liberté d'action est laissée aux contrôleurs en campagne. Le service central a compris qu'il ne fallait pas brider leur activité par des règles trop précises. Certes, des instructions spéciales leur sont données, en exécution des dahirs et arrêtés réglementaires, pour les guider dans leur tâche (1). Mais, en une matière aussi délicate que le Tertib « pratique », il a semblé préférable de laisser à ceux qui travaillent sur place, et qui sont parfois plus à même de prendre en certaines circonstances la décision appropriée, la part d'initiative qui leur est nécessaire. Toutefois, pour tenir le bureau central au courant de ce qui se passe (mieux que ne peuvent le faire les comptes rendus hebdomadaires), un service d'inspection a été prévu et confié à un contrôleur principal. Cet agent supérieur visite tour à tour les différentes circonscriptions. Il assure la liaison entre la direction et les contrôleurs en mission et entre ces derniers et les autorités locales. Les observations qu'il est appelé à faire aux débutants revêtent le plus souvent la forme de conseils ; et lorsqu'il doit éta-

de leur fournir, aux frais du service, un outillage un peu plus complet : ruban d'acier avec fiches et jalons, planchette avec son trépied, alidade à pinnules et boussole déclinatoire. Enfin, la dotation de petites balances romaines permettrait de remplacer avantageusement les pesons à ressorts utilisés, en général, pour les fixations des rendements.

(1) Il y a lieu de citer, à ce sujet, l'Instruction spéciale du 15 octobre 1921, relative aux opérations d'assiette du Tertib.

L'Instruction générale de 1915 avait nettement déterminé le rôle des commissions indigènes qui sont chargées d'asseoir l'impôt. La présente note définit les attributions du contrôleur du Tertib et spécifie qu'à aucun moment ce dernier ne peut se substituer à la commission, « mais, usant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions et ses connaissances techniques, il doit s'efforcer d'obtenir que les autorités indigènes remplissent leur mission avec équité ». Elle précise la tâche incombant aux agents d'exécution dans les différentes opérations (réception et vérification des déclarations, notation des récoltes, examen sur place des réclamations, contrôle des Européens). Elle détaille les pièces à fournir par les contrôleurs pour tenir le service central au courant des travaux et permettre les inspections supérieures. Elle règle, enfin, les rapports entre les fonctionnaires des impôts et les contrôleurs civils, les premiers relevant uniquement de leur direction à Rabat, les seconds n'ayant aucune action directe sur la marche du service technique, mais gardant un droit indiscutable de regard au point de vue de la politique et de l'administration générale.

blir un rapport, il le communique obligatoirement à l'agent inspecté qui fait son profit des remarques consignées et des imperfections relevées.

* * *

Voici donc les services extérieurs à peu près organisés, en tout cas en bonne voie d'aménagement.

Normalement les contrôleurs du Tertib remplacent les contrôleurs civils dans leur rôle fiscal. Nous avons vu que ceux-ci sont incontestablement débordés, et que, de leur propre aveu, ils sont dans l'impossibilité de suivre, d'une façon absolue, les instructions réglementaires, dont les prescriptions ne peuvent être appliquées intégralement que par un personnel spécialisé. En outre, la technicité des fonctionnaires du contrôle civil en matière agricole est parfois insuffisante (1), et elle peut entraîner, suivant les personnes, des erreurs regrettables dans un sens ou dans l'autre. Il peut arriver, dans la zone militaire, que les officiers de renseignements, sollicités par de multiples tâches, se déchargent sur les caïds et les chioukh du soin de vérifier les déclarations ou d'établir les rendements moyens. Mais on ne saurait, en zone civile, se laisser aller à cette dangereuse façon de faire. L'impôt doit avant tout être assis équitablement. Le contrôleur du Tertib semble être l'agent qualifié pour arriver à ce résultat. Il n'est pas porté, comme le représentant local, chargé d'intérêts plus immédiats, à une trop grande partialité en faveur des assujettis ; et il reste, d'autre part ennemi des moyens arbitraires susceptibles d'enfler la contribution de l'indigène.

On a facilement établi que dans les régions où le Service des Impôts a pu asseoir lui-même le Tertib, il n'y a pour ainsi dire pas eu de plaintes de la part des indigènes, ou du moins elles n'ont émané que de gros propriétaires parmi lesquels beaucoup

(1) Rappelons, à ce sujet, que les bases d'imposition sont : la superficie, déterminée à l'aide de barèmes de conversion, et la qualité de la récolte, déterminée par l'évaluation du rendement. Les contrôleurs du Tertib, choisis parmi les ingénieurs agricoles, possèdent la compétence voulue en ces tâches essentielles, pour l'accomplissement desquelles la bonne volonté des autorités locales n'est pas une garantie suffisante. Il y a là un travail technique qui ne peut être mené à bien que par des techniciens.

avaient primitivement pu dissimuler une partie de leurs biens. La statistique a démontré, en outre, que les contrôleurs du Tertib ont su récupérer un grand nombre de contribuables et une grande partie de la matière imposable qui jusqu'alors avaient échappé à l'impôt. C'est par des chiffres impressionnants que dans plusieurs circonscriptions se traduit cette récupération (1). Ce développement normal de l'action de la Direction générale des Finances dégage donc les autorités locales d'une tâche particulièrement lourde et qui n'était pas sans inconvénient tant pour la fonction arbitrale des contrôleurs civils que pour le rendement du fisc.

Ces opérations, cependant, touchent de trop près par leur objet à la politique indigène pour que les autorités régionales s'en désintéressent, pour qu'elles ne continuent pas à les suivre attentivement et ne s'attachent pas à se tenir informées des répercussions que le Tertib est susceptible d'avoir sur la situation économique de la région, ainsi que sur l'accueil qui est réservé à l'impôt, particulièrement par les populations indigènes, les contribuables européens étant plus à même de faire entendre directement leurs observations. La liaison doit donc être étroite et confiante entre contrôleurs civils et contrôleurs du Tertib. Si quelques frictions ont pu être relevées au début, elles étaient plus le fait des individus que des services. La délimitation est facile à établir entre les attributions de chacun si l'on accepte comme acquis les deux principes suivants, à savoir que les contrôleurs civils doivent connaître de tout ce qui touche aux opérations du Tertib, en ce qu'elles intéressent la politique et l'administration des tribus, et que, par ailleurs, les contrôleurs du Tertib sont seuls compétents pour assurer l'exécution technique de ces opérations. C'est dans cet

(1) A titre d'exemple, le Tertib en 1922, dans la circonscription des Abda, présente une augmentation de 3.080 déclarations, de 8.000 hectares nouvellement recensés et un accroissement de 25 % sur le bétail. On peut donc conclure que si le Tertib, en 1922, qui fut une année médiocre au point de vue agricole, atteint dans les Abda un montant voisin de celui de 1921, qui fut une bonne année agricole, cela provient de toute l'amélioration obtenue dans la recherche de la matière imposable, et le résultat est à la louange des contrôleurs des impôts.

Il a été, de même, remarqué qu'en Algérie, lorsque les répartiteurs d'impôts, agents spéciaux de contrôle, furent substitués aux officiers des bureaux arabes dans la surveillance de l'achour, cette intervention s'accusa par des plus-values importantes (Cf. BONZON. *Le régime fiscal en Algérie*, p. 31).

esprit que des instructions ont été spécialement rédigées par le Service des Impôts et adressées à tous ses contrôleurs après accord avec le Service central des contrôles civils. Il y a là une évidente volonté de collaboration intime dont les heureux effets ont été déjà marqués en maintes circonstances (1).

Les méthodes de travail adoptées par les agents des finances diffèrent quelque peu de celles qui étaient en usage auparavant et qui sont encore employées dans les régions où ne s'étend pas leur action directe. Les officiers de renseignements et les contrôleurs civils chargés de l'assiette de l'impôt reçoivent en une seule fois les déclarations d'achour et de zekat. Il a semblé préférable de demander aux contrôleurs du Tertib de faire deux tournées de recensement, une pendant l'hiver, pour les animaux et les arbres fruitiers, et une autre à partir du mois de mars, pour les cultures. Cette mesure — qui d'ailleurs suit la coutume — a été dictée, en premier lieu, par le souci d'exécuter ces opérations au moment où les animaux pacagent autour des douars de leurs propriétaires respectifs, et avant l'époque de l'exportation du bétail qui se fait surtout au printemps ; en second lieu, elle permet de procéder dès le mois de mars à des vérifications plus complètes et plus minutieuses portant uniquement sur les cultures imposables ; c'est, d'autre part, la seule méthode qui laisse assez de temps aux contrôleurs pour opérer le recensement parcellaire des surfaces emblavées prescrit par l'Instruction générale sur le Tertib ; enfin elle permet d'effectuer des dépiquages plus nombreux et de procéder à une notation moins arbitraire des rendements après une tournée supplémentaire, si le besoin s'en fait sentir (2).

(1) Cf. l'Instruction spéciale du 15 octobre 1921 et son additif du 13 novembre 1922, précisant les rapports des autorités de contrôle civil avec les contrôleurs du Tertib, au sujet de la fixation des itinéraires, de la présence des contrôleurs civils aux séances des commissions, de la documentation et des renseignements à fournir par les contrôleurs du Tertib à l'autorité locale.

La question des pénalités à appliquer aux chefs indigènes a fait aussi l'objet d'instructions spéciales ; le contrôleur du Tertib ne devra pas pénaliser directement le caïd ou le cheikh fautif, mais adresser à sa direction des propositions motivées sous couvert du contrôleur civil. En effet, toute mesure prise contre un chef indigène a un caractère politique qui intéresse les autorités locales tant pour l'attitude à observer vis-à-vis de ce chef indigène que par les conséquences et les répercussions possibles de la sanction prononcée. Le décision de pénalité sera prise en l'espèce par le Directeur général des Finances, en toute connaissance de cause.

(2) On a reproché à cette méthode de recensement en deux temps d'imposer

Les règlements prévoient, pour la vérification des biens déclarés et la recherche des fraudes, une tournée distincte à effectuer après la tournée de réception des déclarations. Il convient de suivre cette règle au moment de la notation des rendements et même à l'époque du contrôle des Européens. En effet, l'examen des récoltes en meules peut fournir des indications susceptibles d'être utilisées pour vérifier la sincérité des déclarations faites et découvrir les dissimulations notamment des cultures secondaires. Sans négliger cette façon de faire, les contrôleurs du Tertib ont adopté, en outre, une très bonne méthode qui consiste à opérer, au début des travaux dans chaque caïdat, la vérification totale de l'une des premières fractions recensées. Si les résultats d'ensemble font apparaître une fraude générale, les représentations nécessaires sont faites

aux indigènes deux déplacements annuels au lieu d'un seul, d'où une double interruption dans leurs travaux agricoles, et de faire peser deux fois de suite la charge de la diffa sur les populations,

Le dérangement occasionné par le passage de la commission de recensement n'est pas aussi important qu'on le représente. Des ordres ont été donnés pour que les opérations prévues dans un centre soient terminées dans la même journée. Dans bien des cas, et ceci ressort des rapports fournis, les indigènes qui considèrent sans doute le fonctionnement de la commission comme une distraction gratuite, ne se rendent pas à la demande du contrôleur lorsque celui-ci les invite, leur déclaration faite, à s'éloigner du lieu de réception. D'ailleurs, les commissions se déplacent chaque jour de cheikhat en cheikhat, se transportant parfois même de douar en douar. Le dérangement imposé au fellah ne doit donc, en moyenne, être évalué qu'à quelques heures. Enfin, il convient de signaler que tous les indigènes ne se présentent pas devant la commission ; c'est, en général, le chef de tente qui vient déclarer pour lui-même, pour les membres de sa famille et pour ses khammès, associés et serviteurs.

Seuls, les chefs indigènes, qui font partie des commissions, pourraient supporter les conséquences de ces déplacements obligatoires pour eux. Mais ces déplacements leur fournissent justement l'occasion de régler la plupart des questions administratives dont ils sont chargés, notamment les différends entre leurs administrés. Une circonstance dont on tire ainsi profit n'est donc plus un sujet de gêne.

La charge de la diffa pèse, il est vrai, sur les indigènes ; mais il faut reconnaître que la surveillance étroite obtenue grâce à la division du travail tend à diminuer, par ailleurs, certaines perceptions arbitraires.

Les considérations qui ont amené le service des impôts à faire opérer une tournée spéciale de recensement en hiver ont une valeur pratique qui détruit toutes les objections. Pour le recensement des cultures annuelles, la tâche des contrôleurs du Tertib est limitée, d'une part, par l'époque de la fin des emblavures et, d'autre part, par celle de la maturité des récoltes ; ces agents n'ont donc pas trop de temps pour se consacrer entièrement à des vérifications de surfaces ensemencées ou de notation du degré de réussite des récoltes. Le recensement des animaux serait, d'ailleurs, à ce moment infiniment plus difficile, parce que le bétail est, par principe, éloigné des régions de cultures, c'est-à-dire de la base des opérations d'achour. C'est, de toute évidence, l'argument qui présente, au point de vue fiscal, le plus de valeur, car toute modification aux principes établis entraînerait une importante augmentation du personnel et, par suite, des frais d'assiette. N'oublions pas cette vérité, depuis longtemps reconnue en fait d'impôt, que plus l'argent de l'administration est près de la matière imposable et la pratique, plus l'assiette et le rendement sont satisfaisants.

au caïd, et le chef de la circonscription est immédiatement averti. Il est bien rare que par la suite le fait se renouvelle. L'expérience des années précédentes a montré qu'il y avait également un gros intérêt à opérer des vérifications au moment même de la réception des déclarations. Il est, en effet, normal d'attendre plus de spontanéité de la part des contribuables qui se sentent sous la menace d'un contrôle immédiat ; et la vérification subite frappe davantage l'esprit des intéressés qui déclarent alors avec plus de sincérité. Au surplus, cette méthode simplifie souvent les opérations. Peut-être serait-il désirable en la circonstance, pour que des résultats complets soient atteints sans que soient retardées les opérations de réception, que les commissions comprennent deux contrôleurs des impôts, l'un surveillant les agissements de la commission recevant les déclarations, l'autre opérant les vérifications nécessaires. Jusqu'à présent, les disponibilités en personnel n'ont pas permis d'entrer dans cette voie ; il ne faut pas non plus se dissimuler que cette méthode doublerait immédiatement les frais de régie (1).

En ce qui concerne les Européens, le travail du contrôleur du Tertib est celui qui garantit le mieux les intérêts des colons en même temps que ceux du Trésor. La plupart des contestations sont soulevées à propos des vérifications portant sur les animaux ou à l'occasion du recensement des biens en association. Aux termes des règlements, le nombre d'animaux impossibles résulte de la quantité constatée à la vérification. Le contrôleur du Tertib s'attache, par suite, à expliquer les causes des différences relevées entre le nombre d'animaux déclarés

(1) L'article 8 du dahir organique prévoit, comme en Tunisie, l'emploi d'auxiliaires indigènes dans les commissions de vérification ; et, à ce sujet, une lettre résidentielle, du 22 avril 1919, adressée aux autorités de contrôle des Chaouïa, Doukkala, Abda, demandait aux contrôleurs civils de rechercher parmi les notables des cultivateurs pouvant être éventuellement employés en qualité d'experts agricoles. Cette suggestion est restée sans réponse ; mais la question a été examinée attentivement par les contrôleurs du Tertib au cours de leurs travaux. En général, les renseignements recueillis tendraient plutôt à mettre la Direction générale des Finances en garde contre une initiative qui, dans la pratique, pourrait se heurter à des difficultés d'application et conduire assez aisément à des collusions regrettables. Le seul résultat tangible serait de mettre sous les ordres du contrôleur, sans profit appréciable, un auxiliaire à surveiller peut-être plus étroitement encore que les membres de la commission. Aussi, n'a-t-on pas jugé bon d'appliquer la disposition prévue au dahir, qui, d'ailleurs, ne présente pas sur ce point un caractère impératif.

et le nombre vérifié ; il mène son enquête personnelle auprès des contribuables qui se sont livrés à des transactions avec le déclarant, et provoque au besoin une enquête de la part de ses collègues voisins, avec qui il reste en liaison constante. De la sorte, il est rare que le contrôleur ne se trouve pas en possession de tous les éléments lui permettant de s'assurer que les animaux sont imposés tous et une seule fois. Les associations agricoles font l'objet de vérifications toutes particulières. Là aussi, pour éviter les chances de double emploi, le contrôleur s'assure que les biens imposables ne sont pas déjà compris dans une autre déclaration, ou que chaque associé, suivant la forme du contrat, est bien imposé pour la part qui lui incombe. Enfin, pour attester l'accord établi au moment de son passage, le contrôleur fait émarger le colon ou son représentant sur la feuille qu'il lui remet et sur la souche qu'il conserve. Il est certain que, seuls, les fonctionnaires des impôts peuvent suivre d'aussi près la matière imposable.

Ces résultats, très satisfaisants, suffiraient à justifier leur existence. Mais il convient de faire ressortir que leur action s'exerce encore dans un autre sens. C'est grâce à ses contrôleurs qu'il est possible au service central, par le moyen de conseils ou de notes particulières, de tenter des essais qui, plus tard, peuvent devenir la règle commune s'ils sont reconnus probants ; et il n'est pas rare de voir une mesure, suggérée parfois par un agent zélé, souvent étendue avec profit d'abord à la division de contrôle voisine, puis aux circonscriptions limitrophes, par paliers successifs, puis reprise dans une note générale aux diverses régions pour l'étudier sur une plus grande échelle, enfin incorporée avec certitude dans un texte réglementaire et rendue applicable à tout le Maroc. Ainsi, les contrôleurs du Tertib ne sont pas seulement les seuls agents capables d'appliquer les règlements dans leur intégralité ; ils constituent, en outre, l'instrument souple et intelligent nécessaire au service central dans l'emploi de cette méthode expérimentale qui est destinée à apporter aux procédés de travail et aux règlements eux-mêmes d'utiles améliorations (1).

(1) A signaler, dans cet ordre d'idées, l'essai d'une méthode nouvelle tendant

Les contrôleurs du Tertib ont rendu les meilleurs services dans leur domaine. Continuellement mêlés à la population indigène, qu'ils comprennent, ils ont acquis sur elle un ascendant personnel qui a toute sa valeur en pays arabe. Ils ont su plier progressivement les chefs à nos méthodes d'ordre et de régularité, ne se substituant à eux qu'en cas de défaillance. Opérant le plus souvent dans la même région, ils connaissent bien le pays et ses habitants (1), disposent de moyens efficaces d'investigation, tiennent en main les commissions et savent dans quelle mesure ils peuvent leur faire confiance. Le rôle de ces agents précieux pour la Direction générale des Finances doit être apprécié comme il le mérite. C'est en grande partie grâce à leur effort considérable, fourni dans un laps de temps

à recenser les animaux au lieu de stationnement, c'est-à-dire là où ils se trouvent en garde, et non plus au lieu d'origine, c'est-à-dire là où réside leur propriétaire. On touche, ici, à la question très délicate de la transhumance, et ce n'est qu'après plusieurs expériences tentées en différents points qu'il sera possible de modifier éventuellement les dispositions de l'Instruction générale touchant ce recensement.

(1) Il n'est peut-être pas déplacé de marquer, en passant, que l'initiative des contrôleurs du Tertib se manifeste aussi quelquefois dans un ordre d'études plus générales, et que, si ces études ont pour point de départ une nécessité professionnelle, elles dépassent souvent le domaine purement fiscal.

Le contrôleur, dans sa circonscription, a non seulement à entreprendre la connaissance des gens (des chefs indigènes, de la masse des contribuables, des colons européens), il lui faut aussi étudier la géographie de la région qui lui est dévolue. Il va d'abord au plus pressé : il observe les gens. Sa documentation personnelle sur la géographie ne se constitue que peu à peu au cours de ses randonnées. Il a sans cesse besoin de renseignements sur la limite des tribus, des fractions, sur les lieux de transhumance, sur la composition des terrains, sur la situation topographique de points déterminés. La carte du Maroc au 1/200.000^e est nettement insuffisante pour ceux qui ont à fouiller le terrain de très près. D'autre part, les bureaux de contrôle civil n'ont, le plus souvent, à offrir que de modestes éléments d'information. Certains contrôleurs du Tertib ont donc cru bon de rassembler des renseignements facilitant leur tâche et pouvant être utiles aux successeurs éventuels. C'est ainsi qu'un travail des plus intéressants a été entrepris par le contrôleur de Rabat-Salé. Il a dressé un certain nombre de cartes en couleurs qu'il a réunies en cahier : d'abord, une carte d'ensemble, la carte physique de sa circonscription, faisant ressortir la nature des terres (tirs, hamri, rmei, harch) ; puis, par caïdat, la carte des fractions composant les tribus, et donnant la composition des cheikhats, des sous-fractions et des douars ; puis, la carte de la colonisation européenne dans cette région. Des travaux identiques, quoique de moindre importance et de caractère plus étroitement professionnel, ont été entrepris pour la circonscription des Abda et pour celle des Zaërs. Il y aurait le plus grand intérêt à pousser les contrôleurs du Tertib à étudier ainsi la région où ils sont appelés à travailler et que, mieux que quiconque, ils sont à même de bien connaître ; ils pourraient dresser de petites monographies locales (un essai a été déjà tenté sur les populations berbères des Zemmours). Les carnets de travail prescrits par la direction des impôts et contenant, du point de vue du métier, les principaux renseignements sur chaque circonscription de contrôle et sur ses habitants (chefs, notables, population, marchés transhumance, cultures, cheptel, vergers), avec des petits croquis d'itinéraires, peuvent constituer déjà l'amorce de travaux plus importants que certains agents auraient l'intention de poursuivre et d'améliorer. La réunion de ces éléments fournirait aux géographes du Maroc d'utiles précisions de détail.

relativement très court, que des résultats marquants ont pu être obtenus ; et les commandants de région n'ont pas manqué de rendre hommage à l'activité et au dévouement de ce personnel dans sa tâche ingrate. Enfin, il n'est peut-être pas inutile de souligner que c'est aussi grâce à ses contrôleurs que l'administration centrale ne perd pas le contact avec le monde indigène, c'est-à-dire avec la réalité ; et c'est cette liaison heureuse qui permet de ne pas élaborer des réformes inconsidérées, mal conçues et qui heurteraient les vieilles traditions.

CHAPITRE III

LES TARIFS

La fixation des tarifs. — Les bases d'appréciation. — Le tarif *ad valorem* et le tarif forfaitaire. — Les centimes additionnels et la rémunération des chefs indigènes.

Nous avons vu comment opéraient les agents d'assiette dans la détermination des bases d'imposition, c'est-à-dire dans l'évaluation de la superficie emblavée et de la qualité des récoltes, et dans le dénombrement des arbres fruitiers productifs et des animaux en âge imposable. Nous allons voir, à présent, comment opère la Direction générale des Finances dans la fixation des tarifs de l'impôt.

Il y a lieu de rappeler que le dahir du 11 octobre 1915 sur les tarifs établit pour les cultures cinq catégories de rendement et qu'une taxe différente s'applique à chaque catégorie suivant la nature de la culture, l'hectare étant adopté comme unité d'imposition. Les arbres fruitiers et les animaux, au contraire, sont imposés d'après un tarif spécifique ne tenant compte, pour les premiers, que du facteur production et, pour les seconds, de l'âge du sevrage. Il est prévu enfin que les tarifs à appliquer seront fixés chaque année par dahir spécial, et ceci pour permettre de suivre le cours des produits imposables.

La Direction générale des Finances invite, le moment venu, les commandants de région à fournir un état détaillé faisant ressortir pour tous les produits imposables au Tertib les prix (à l'unité ou au quintal) pratiqués sur les principaux souks des différentes circonscriptions. Ces renseignements doivent être appuyés de tous les éléments d'information susceptibles de servir à la fixation des tarifs pour l'année en cours. L'inten-

dance militaire, qui achète sur place une grande quantité de céréales pour la nourriture du corps d'occupation, et dont les prix d'achat ont une grosse influence sur les cours locaux, est également consultée. Tous ces renseignements sont centralisés à Rabat, et le bureau du Tertib, après étude des divers documents, dresse les cours moyens et soumet ces chiffres à l'approbation d'une commission composée du Délégué à la Résidence Générale, du Conseiller du Gouvernement chérifien, du Directeur du Service des renseignements et des Affaires indigènes, du Directeur de l'Intendance, du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, et naturellement du Directeur général des Finances et du Chef du Service des Impôts et Contributions. Les chiffres qui sont ainsi officiellement adoptés vont alors servir de base à la fixation des tarifs, qui reste dans les attributions de la Direction générale des Finances.

La formule appliquée est la suivante : on multiplie le cours moyen adopté pour chaque culture par la moyenne de la catégorie de rendement de cette culture, déduction faite d'un quintal représentant le prix de la semence, et l'impôt est fixé à 5 % de ce produit. Voyons l'application pratique, en prenant si l'on veut, comme exemple, une culture de blé classée dans la catégorie 6-9 (c'est-à-dire donnant un rendement supérieur à 6 quintaux mais inférieur à 10). Admettons que le cours moyen du blé ait été arbitré à 40 francs le quintal. On multipliera ce prix par la moyenne de la catégorie (qui est 8), déduction faite de 1 quintal de semence (ce qui donne 7), soit donc $40 \times 7 = 280$. Ces 280 francs représentant le produit à l'hectare, la contribution sera égale à 5 % de ce produit, soit $\frac{280 \times 5}{100} = 14$ francs à payer par hectare. C'est une opération mathématique.

On admet, en 1916, que les céréales ayant donné un rendement inférieur à 3 quintaux à l'hectare ne sont pas imposés. Il n'est pas inutile de faire remarquer que cette déduction à la base est plus importante que celle accordée en Tunisie où les récoltes de 1 hectolitre restent soumises à l'achour. En

revanche, pour la première fois, le cumin est imposé au Tertib ; mais le taux, très bas, est destiné surtout à faire admettre le principe de l'imposition (1). Les tarifs appliqués ont été jugés très raisonnables dans les régions.

Les tarifs, en 1917, sont restés les mêmes qu'en 1916. En s'abstenant de demander une augmentation du taux de l'impôt, la Direction générale des Finances fait preuve d'une grande modération fiscale. En effet, l'Intendance militaire achète à peu près toutes les céréales de la récolte à un prix plus élevé que celui de l'année précédente. Par ailleurs, plusieurs chefs de circonscription signalent l'opportunité de relever la taxe sur les porcs, dont l'élevage, au Maroc, procure de si larges bénéfices aux colons, et dont l'accroissement n'est pas sans nuire à l'économie rurale du pays en raison des dépradations causées qui, très souvent, s'étendent à des terres sur lesquelles les maîtres du troupeau n'ont aucun droit de parcours. Enfin, la plupart des régions n'hésiteraient pas à envisager une majoration générale des tarifs, justifiée par le relèvement constant des prix de vente. En conservant les mêmes tarifs, malgré les suppléments de bénéfices dont les contribuables profitent, le Gouvernement consent donc, en réalité, une réduction du taux de l'impôt. Cette réduction, rendue possible par la situation budgétaire favorable, permet aux populations indigènes de ne pas sentir le poids des légères impositions additionnelles qui leur sont demandées pour l'institution des Sociétés de Prévoyance, dont les cotisations obligatoires, égales à 5% de la cote du Tertib, s'ajoutent à l'impôt et sont recouvrées avec lui (2).

Les années précédentes, la tarification du Tertib avait amené la division du Maroc en trois zones fiscales, correspondant à la moyenne des cours régionaux. En 1918, l'unifica-

(1) Depuis la cessation des rapports commerciaux avec la Turquie, les cultures de cumin tendent, en effet, à prendre, au Maroc, un certain développement.

(2) Cf. dahir du 26 mai 1917, sur les sociétés indigènes agricoles de prévoyance. Les cotisations, au titre des S. I. A. P., se liquident à la suite de l'impôt et comprennent cinq centimes additionnels, avec affectation spéciale.

Les sociétés de prévoyance indigènes existent également en Algérie et en Tunisie. En Tunisie, les cotisations, à ce titre, s'ajoutent, sous forme de centimes additionnels obligatoires, au principal de l'impôt foncier (décret du 31 décembre 1909). Le Maroc a donc pris exemple sur l'état de choses existant dans la Régence.

tion des prix d'achat pratiqués par l'Intendance fait à peu près disparaître les écarts de prix qui avaient nécessité jusqu'à l'application de tarifs différents. Le principe de l'application d'un tarif unique ayant été adopté, les taux sont établis proportionnellement aux prix fixés par l'Intendance pour ses achats de blés, d'orge et de fèves. Mais cette unification n'a pas pour but de procurer un supplément de recettes au Trésor, car la légère augmentation des taux au Tadla, par exemple, se trouve compensée par une diminution dans les régions de Fès, Meknès et Taza. Il a paru seulement équitable de réduire ici et d'augmenter là, les tarifs du Tertib devant rester proportionnels à la moyenne des cours des produits imposés. Si certains indigènes, en tribu, semblent se plaindre d'impositions trop lourdes, il ne faut pas en attribuer la faute à une exagération des tarifs. Le taux de l'impôt reste à peu près égal à 5 % du produit de la récolte. Mais il arrive que des cultures, étant surclassées par les commissions d'assiette, se trouvent frappées d'un tarif supérieur à celui de leur catégorie réelle. Une différence d'une unité dans la notation des récoltes, pour une parcelle qui semble devoir rendre 5 à 6 quintaux ou 9 à 10 quintaux à l'hectare, entraîne, pour le contribuable, une différence importante d'imposition. C'est pourquoi on ne saurait trop recommander aux commissions et aux autorités de contrôle d'apporter le soin le plus scrupuleux à ce classement. Mais il faut évidemment se garder de tomber dans l'exagération contraire, qui aurait pour résultat d'entraîner une diminution sensible dans le produit de l'impôt.

Le dahir de 1919 apporte peu de changements ; les cultures secondaires, pour lesquelles un tarif qualitatif avait été appliqué depuis le début, sont désormais taxées d'après les prix de vente régionaux ; et le tarif des porcs est relevé, les bénéfices réalisés par les éleveurs justifiant l'opportunité de cette mesure fiscale.

La commission spéciale admet, en 1920, une révision générale des taux d'imposition. Depuis plusieurs années, la hausse des céréales et des grains a été effective et l'élévation des prix d'achat des animaux sur les marchés a été nettement consta-

tée. Au relèvement des cours doit logiquement correspondre un relèvement des tarifs de l'impôt. C'est l'étape vers une tarification strictement proportionnelle aux cours moyens pratiqués à l'époque de la récolte (1). Cette augmentation de l'impôt a surpris au premier abord les contribuables qui n'ont pas compris pourquoi les taux avaient été ainsi subitement élevés. Ils ont manifesté une émotion assez vive, provoquée par l'ignorance des raisons qui avaient motivé la mesure prise et la rendaient légitime. Mais ce malaise, plutôt d'ordre psychologique, tient moins à l'exagération de l'impôt en 1920 qu'à la modicité de la contribution des années précédentes qui avait été basée sur des prix inférieurs à ceux réellement en cours. Des colons ont paru craindre de voir se renouveler, les années suivantes, des augmentations semblables. Mais l'équilibre du budget n'est pas recherché dans une élévation des tarifs du Tertib sans que soit constatée une augmentation des cours des produits imposables servant de base à l'établissement de ces tarifs. Ceux-ci sont en relation directe avec la valeur de la récolte, et c'est précisément pour cela qu'ils sont annuellement revisables.

En vue d'atteindre un maximum d'exactitude, et pour offrir en l'espèce une garantie supplémentaire aux contribuables, il a été décidé, en 1921, que les Chambres d'agriculture seraient désormais consultées en temps opportun sur les cours pratiqués et participeraient ainsi au travail devant aboutir à la détermination mathématique des tarifs annuels. Sans méconnaître l'utilité de cette consultation, les Chambres d'agriculture étant, en effet, qualifiées pour émettre en la circonstance un avis autorisé, il y a lieu cependant de faire remarquer que c'est surtout là une satisfaction morale donnée aux intéressés, les cours pouvant être aisément déterminés par

(1) C'est ainsi que le blé, par exemple, en se basant sur le cours moyen de 80 francs le quintal, est taxé à 65 francs, 45 francs, 25 francs et 12 francs l'hectare, suivant les catégories de rendement. Si l'on prend la deuxième catégorie (10-14 quintaux récoltés à l'hectare), ce qui représente un rapport moyen de 900 francs par hectare, l'impôt est de 45 francs, c'est-à-dire le 1/20^e. La proportion reste donc la même. Une diminution des tarifs est prévue pour les régions moins favorisées qui sont englobées dans une deuxième zone fiscale.

Cf. dahir du 9 juin 1920.

ailleurs, et les assemblées consultées n'ayant en somme aucune action directe sur la fixation elle-même des tarifs.

Le souci d'une plus grande exactitude a fait retarder ces dernières années et notamment en 1922, la décision de fixation des tarifs. On a voulu attendre la fin de juillet pour connaître le cours de vente des céréales récoltées. Cette méthode permet sans doute d'atteindre les plus justes prix ; en revanche, elle a le grave défaut de reculer la mise en recouvrement de l'impôt, qui devrait avoir lieu à l'époque même de la vente des récoltes, au moment où l'indigène a de l'argent liquide et où le Tertib lui paraît léger. Il semble donc qu'il y ait intérêt à fixer les tarifs plus tôt dans la saison, quitte à rester un peu en-dessous du cours, afin d'assurer un recouvrement plus rapide et de garder à l'impôt sa popularité (1).

Les variations des tarifs de l'achour reflètent les fluctuations des cours. C'est, en effet, une taxe *ad valorem* qui s'applique aux cultures annuelles. Il n'en est pas de même pour les plantations d'arbres fruitiers. Il s'agit ici d'un tarif forfaitaire. Le dahir du 11 mars 1915 n'ayant pas pu être mis en application, ce sont les règles de 1914 qui sont encore en vigueur (2). Le facteur rendement n'intervient pas. Les tarifs ont été établis sur la base d'une très moyenne récolte ; ils ne sont pas augmentés lorsque la récolte est très bonne, mais ne sont pas non plus réduits lorsqu'elle est faible. Il est spécifié que les vergers sont imposés dès qu'ils sont « susceptibles de donner une production » ; il pourrait donc parfaitement se faire que la récolte soit nulle et que l'imposition demeure.

De nombreuses plaintes ont été élevées par les colons, qui

(1) Nous donnons ci-dessous, à titre d'exemple, les tarifs du blé et de l'orge (cultures principales) dans la région de la Chaouia, depuis 1915 jusqu'en 1924, pour la catégorie de rendement de 6 à 9 quintaux à l'hectare (troisième catégorie du tarif, rendement moyen). A côté des tarifs, nous avons fait figurer les prix de vente du quintal de blé et d'orge ayant servi de base à la fixation des tarifs. On pourra se rendre ainsi compte de la relation existant entre les cours moyens et les tarifs du tertib.

Cultures	1915-16-17	Bases	1818-19	Bases	1920	Bases	1921	Bases	1922	Bases	1923	Bases	1924	Bases
Blé...	8f »	25f 9f »	31f 25f	80f 20f	60f 21f	50 64f	21f 63f	24f 70f						
	l'hect.	le quint.												
Orge .	4 75	15 5 50	17 17	55 9	26 11	» 33	11 33	16 45						
	l'hect.	le quint.												

(2) Instruction générale du 20 mars 1914 (B. O. du 22 mai 1914).

n'ont pas saisi le principe de cette taxe fixe. Il est facile de payer l'impôt quand la récolte est bonne ; il est dur de s'en acquitter quand la récolte est faible, mais il est révoltant de payer quand on ne récolte rien du tout. Le facteur psychologie mis à part, ces récriminations procèdent d'une erreur initiale.

Prenons, par exemple, les plantations de vigne (ce sont celles-là qui ont causé les plus vives doléances). Le tarif a été basé sur le très faible rendement de 12 hectolitres à l'hectare ; si l'on admet le prix de 80 francs pour la vente d'un hectolitre (prix nettement au-dessous du cours), on obtient $12 \times 80 = 960$ francs de revenu par hectare ; l'impôt étant à peu près de 5 %, le tarif est égal à 50 francs l'hectare. C'est ce taux qui est en vigueur. Or, la récolte normale d'un hectare de vigne est au bas mot de 40 hectolitres, soit $40 \times 80 = 3.200$ francs. La taxe de 50 francs n'est pas augmentée en proportion. Le tarif forfaitaire est très inférieur en tout état de cause à une taxation *ad valorem*. Il ne serait donc point logique pour le décompte de la taxe de faire intervenir le facteur production dans les cas seulement où cette mesure pourrait être considérée comme étant à l'avantage du viticulteur (1).

Certains groupements ont demandé que l'on tienne compte, pour la taxation des arbres fruitiers, et notamment de la vigne (puisque c'est toujours le point en litige), des limites adoptées par le dahir du 11 mars 1915. Ce texte fixe nettement l'âge de la production normale à partir duquel les arbres, suivant les essences, doivent seulement être imposés. Ces âges ont été établis par des techniciens expérimentés et il paraîtrait juste de recourir à ce tableau pour déterminer l'imposition. Mais on oublie que les limites fixées par le dahir pouvaient se justifier en 1915 et que, depuis, les conditions ont changé. Les plants américains se sont très bien adaptés aux divers sols marocains.

(1) Reconnaissons que le service des impôts et contributions a toujours accordé le dégrèvement du Tertib lorsqu'il était constaté que la récolte de vigne avait été absolument nulle. Mais cette disposition ne se trouve insérée dans aucun texte réglementaire. Nous nous réservons d'exposer, plus loin, les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter en l'espèce aux règles actuellement en vigueur (cf. 3^e partie, chapitre II).

La culture de la vigne a été intensifiée suivant des procédés plus modernes, afin d'obtenir des résultats immédiats. Les particuliers et surtout les sociétés ont fait venir un personnel spécialisé, et n'ont pas hésité à acheter à des prix élevés des plants greffés enracinés pouvant donner une récolte l'année même de la plantation. Dans ces conditions, les âges fixés par le dahir de 1915 ne correspondent plus à la réalité en 1924. Il vaut donc mieux, pour le moment, garder l'excellent critérium de la production et taxer toute vigne productive sans considérer l'âge de la plantation. Néanmoins, nous sommes d'avis qu'il conviendrait de modifier le dahir dont il s'agit en tenant compte des procédés actuels et d'établir plusieurs catégories de rendement à l'hectare, à l'exemple de ce qui existe pour les cultures de céréales. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question dans la troisième partie de cet ouvrage (1).

Dans un autre ordre d'idées, des difficultés à peu près semblables se sont produites en ce qui concerne les animaux. Les animaux sont imposés à partir d'un âge établi par le dahir de fixation des tarifs, et qui correspond à l'âge du sevrage.

Plusieurs comptes rendus ont signalé que des contestations se produisaient parfois, touchant la classification des animaux en sevrés et en non sevrés. Le sevrage s'étend sur une période assez longue et variable. Les contribuables ne déclarent pas les animaux qui viennent d'être sevrés et ils comptent sur ce que ces cas ont de douteux pour échapper à la taxe (2).

En vue de remédier à cet état de choses, on a proposé d'im-

(1) A titre d'indication, voici les tarifs appliqués aux arbres fruitiers :

Oliviers, orangers, citronniers	0 fr. 25 par pied
Amandiers	0 fr. 50 —
Palmiers, figuiers, vignes indigènes.	0 fr. 05 —
Vignes européennes.	50 fr. » l'hectare

Les amandiers, orangers, citronniers, figuiers (et les autres arbres non dénommés) ne sont imposés qu'à partir de 50 pieds de chaque essence. Un tarif spécial s'applique aux palmiers des ksour de Figui et de Bou Denib :

Palmiers irrigués dans les ksour	0 fr. 50 par pied
Palmiers irrigués hors des ksour.	0 fr. 30 —
Palmiers non irrigués dans les ksour.	0 fr. 10 —
Palmiers non irrigués hors des ksour	0 fr. 05 —

(2) En Tunisie, les animaux sont imposés à partir du 1^{er} janvier qui suit le sevrage, pour les pores, et à partir du 1^{er} janvier qui suit le commencement de la perte des dents de lait, pour les autres. Tous les animaux, imposables ou non encore imposables, doivent obligatoirement être déclarés par les propriétaires.

poser tous les animaux, en abaissant légèrement le tarif d'imposition. Cette mesure simplifierait, sans doute, les opérations de recensement, mais ce but ne peut être considéré comme primordial. La catégorie des animaux non sevrés, non imposables, a été précisément créée pour tenir compte de la mortalité qui atteint assez fortement les animaux en bas âge. Le tarif réduit proposé porterait un réel préjudice aux éleveurs lorsque des conditions climatiques défavorables ou une épizootie viendraient augmenter le chiffre de la mortalité normale. Aussi les difficultés rencontrées pour déterminer si les animaux sont ou non sevrés n'ont-elles pas paru de nature à nécessiter une modification aussi importante dans les bases d'imposition. Les règles établies par le dahir organique sur le Tertib restent donc toujours applicables, aussi bien en ce qui concerne l'assiette que la tarification (1).

* * *

Le Tertib se compose du principal et des centimes additionnels. Nous venons de voir ce que comprend le principal et comment on le détermine. Il reste à parler des centimes additionnels.

Il ne s'agit pas ici des 5 centimes additionnels formant la cotisation des membres des sociétés indigènes agricoles de prévoyance. Ce pourcentage s'ajoute effectivement à la cote

(1) Comme pour les cultures, nous donnons, ci-dessous, les tarifs des animaux soumis au Tertib, avec les prix de vente servant de base à la fixation des tarifs. Mais, contrairement à ce qui se produit pour les cultures, les tarifs des animaux ne sont pas calculés suivant un unique pourcentage *ad valorem* ; il doit être tenu compte, en effet, non seulement de la valeur des animaux, mais aussi du temps nécessaire pour qu'ils puissent être utilisés en vue d'un travail normal ou vendus à la boucherie comme bêtes adultes. C'est ainsi qu'il faut plus de temps pour avoir un cheval capable de rendre des services et d'atteindre sa valeur propre que pour avoir un bœuf remplissant les mêmes conditions.

Animaux	Avant 1920	Bases	1920	Bases	Après 1920	Bases
Chameaux adultes.	5 ^f »	400 à 800 ^f	10 ^f »	500 à 1.000 ^f	10 ^f »	500 à 1.000 ^f
— jeunes..	2 50	»	5 »	»	5 »	»
Bœufs, vaches, taureaux.....	3 »	300 à 400	6 »	400 à 650	5 »	300 à 500
Veaux, génisses...	2 »	100	3 »	200	2 50	150
Porcs.....	3 »	150	5 »	200	2 »	150
Anes.....	1 50	80 à 100	2 »	100 à 200	2 »	60 à 150
Chevaux, juments, mulets.....	4 »	400 à 800	7 »	700 à 1.500	7 »	600 à 1.500
Moutons.....	0 50	40 à 50	1 »	50 à 100	1 »	40 à 90
Chèvres.....	0 40	25 à 35	0 80	40 à 80	0 80	30 à 70

du Tertib, est recouvré avec elle, mais il en est indépendant et pourrait fort bien faire l'objet de rôles distincts. Les centimes additionnels qui nous occupent ont été prévus par les textes organiques, font partie intégrante de l'impôt et sont affectés au paiement des remises constituant la rémunération des chefs indigènes. Cette remise faite aux collecteurs de l'impôt au prorata des recouvrements effectués n'est pas seulement, comme on pourrait le croire, la rétribution d'un travail fiscal; elle constitue, pour les caïds et les chioukh, avec la remise sur les droits de marchés ruraux, la seule rémunération de leurs services généraux (1). Le nombre de ces centimes additionnels a été fixé à 10 par le dahir du 11 octobre 1915. Il n'a jamais été modifié depuis. Le droit de 10% ainsi prélevé en sus du principal de l'impôt est réparti à raison de 6% pour les caïds et de 4% pour les chioukh (2).

La question de la rétribution des chefs indigènes a fait l'objet de nombreux rapports administratifs, et peut-être n'est-il pas hors de propos de s'y arrêter un instant. On a insisté sur ce fait, dans quelques régions, que la part revenant au caïd paraissait trop faible, surtout quand celui-ci se trouvait à la tête d'un commandement territorial important. L'indemnité du caïd est sa seule ressource régulière. Il faut qu'elle soit suffisante pour lui permettre de remplir sa fonction honorablement. Le genre de vie que lui imposent les mœurs patriarcales et la tradition l'obligent à des frais parfois considérables

(1) En Algérie et en Tunisie, le 10% alloué aux chefs indigènes est prélevé sur le principal de l'impôt; il ne fait pas l'objet de centimes additionnels spéciaux. Les centimes additionnels perçus en Algérie se divisent en centimes ordinaires généraux, en centimes extraordinaires (affectés aux œuvres d'assistance et de bienfaisance) et en centimes communaux. Le dixième prélevé sur le principal de l'impôt en Algérie et en Tunisie apparaît, de même qu'au Maroc, comme la rémunération des services généraux rendus par les chefs indigènes.

(2) L'Etat a pris à son compte, dès 1915, le paiement des membres des commissions indigènes de recensement, les adoul, les experts et les mesureurs étant rétribués à la tâche ou au moyen d'une indemnité journalière. C'est ainsi qu'il est également procédé en Tunisie, les contrôleurs de recensement payant directement les notaires et les mesureurs et se faisant rembourser ces avances sur états de frais périodiques.

En ce qui concerne les Européens, les dix centimes additionnels pour frais de perception, qui, jusqu'alors, étaient englobés dans les recettes normales de l'Etat, sont retournés à partir de 1924 aux Chambres d'agriculture et aux Chambres mixtes de commerce et d'agriculture, à titre de frais généraux d'administration.

Rappelons que les consuls retiennent 5% de l'impôt recouvré par leurs soins sur leurs ressortissants, à titre de remise consulaire pour frais de perception.

Il est à craindre que le chef, inquiet de voir son revenu baisser, ne soit tenté de se rattrapper par ailleurs, en taxant l'administré au-dessus de ce qu'il doit payer ou en exigeant de lui une contribution à côté. La remise au caïd n'est pas un simple dédommagement pour les opérations fiscales, mais bien un paiement pour les services qu'il rend en qualité d'administrateur. L'Etat a tout intérêt à payer largement le caïd qui est bien le rouage le plus délicat de l'Administration du Protectorat. Tels sont les arguments exposés, qui sont également valables pour les chioukh. Et l'on a conclu à la nécessité de substituer un traitement fixe au mode de paiement en vigueur.

Il est entendu que la remise sur le Tertib est une rémunération des services généraux rendus par les chefs indigènes. Elle n'en constitue pas moins l'encouragement le plus direct à un prompt rendement de l'impôt. Le traitement fixe entraînerait fatalement le désintéressement des caïds. La remise garantit les intérêts du Trésor, s'adapte aux tendances politiques, est consacrée par l'usage. La remise proportionnelle est le seul procédé qui paie le caïd suivant son importance et son genre de vie. Le chef d'une tribu de pasteurs n'a pas les mêmes frais, ni les mêmes remises, que le caïd terrien des tribus sédentaires. Ce procédé s'accorde, d'ailleurs, avec les tendances du Protectorat qui sont de réduire le nombre des caïdats afin de les grouper en commandements plus importants ayant à leur tête de vrais chefs, jouissant de prestige et d'autorité. On ne gouverne pas avec une poussière de tribus ; on n'administre pas avec une poussière de caïds. Les conséquences de cette conception inhérente à la formule du Protectorat sont que ces caïds d'un nouveau style auront une situation matérielle plus considérable ; leurs remises s'accroîtront proportionnellement, leur permettant de tenir leur rang et de faire face aux charges d'allégeance résultant des traditions du Makhzen et de l'esprit musulman. Le problème ici est plus politique que financier.

Du point de vue fiscal, plus étroit, mais pratique et immédiat, il faut admettre que le rendement de l'impôt est

subordonné au plus ou moins d'activité dont font preuve les caïds (1). Il y a donc lieu de les y intéresser directement. La remise proportionnelle est le meilleur encouragement en l'espèce. Au surplus, les remises, provenant de centimes additionnels, ne sont pas prélevées sur le principal ; c'est l'indigène qui, en sus de l'impôt, rétribue son caïd ; et le contribuable ne sent pas cette charge supplémentaire qui le libère des centimes additionnels occultes autrement lourds qu'il devait verser auparavant entre les mains de ses chefs (2).

(1) L'organisation du contrôle ne permet pas, en effet, de suppléer au travail personnel du caïd en matière d'assiette, et celui-ci ne peut pas être remplacé dans son rôle de collecteur.

(2) Nous n'arriverons certes pas à faire disparaître le « fabor », le petit supplément que l'indigène donne quand même au caïd, comme un hommage dû par le fellah à son seigneur ; la plupart du temps, il le donne sans qu'il y soit forcé ; c'est une charge volontaire, un don coutumier. Mais il faut que le contribuable soit averti pour qu'il fasse la distinction entre la contribution perçue réellement par l'Etat, à titre de cotisation régulière, et la part à côté gardée par le caïd, part que nous ne pouvons pas connaître.

CHAPITRE IV

LA LIQUIDATION

Liquidation de l'impôt. — Etablissement des rôles et des quittances. —
Les centres de confection. — Le bureau central. — Le contentieux.

Les rôles du Tertib sont dressés chaque année au vu des déclarations des contribuables, vérifiées par l'Administration. La liquidation des taxes exigibles et l'établissement des quittances sont confiés à des centres spéciaux relevant de la Direction générale des Finances.

Avant la création de ces centres, le travail de confection des rôles et des quittances était assuré sur place dans les bureaux de renseignements. Tous les officiers se sont plaints de la difficulté qu'ils ont rencontrée dans l'exécution de cette tâche. Presque nulle part le personnel nécessaire n'a pu être trouvé. Les travaux en ont d'autant plus souffert que les agents auxquels il a fallu se résoudre à les confier étaient incapables et qu'ils ont commis de nombreuses erreurs. D'autre part, la surveillance de cette confection et le contrôle de ces écritures ont occasionné une grosse perte de temps aux officiers et les ont détournés, pendant une période assez longue, de leur tâche normale. Il a donc paru avantageux de les décharger de cette besogne, dans la mesure du possible, et une circulaire du 26 juin 1916 a réglementé le fonctionnement des centres spéciaux de confection des rôles et quittances du Tertib. Quatre centres sont institués, à Fès, à Rabat, à Casablanca et à Marrakech, chacun d'eux assurant le travail pour les régions circonvoisines. A la tête de chaque centre est placé un officier du Service des renseignements, assisté d'un agent des finances. Des

secrétaires indigènes sont recrutés à titre temporaire et en nombre suffisant pour que les travaux puissent être terminés au plus tard le 15 août. Ils sont groupés par équipes placées sous la surveillance immédiate d'agents auxiliaires français pris dans l'armée ou dans la population civile pour la durée des opérations. Dès que les vérifications des déclarations sont faites en tribu et que les opérations de notation des récoltes sont terminées, les chefs de circonscription adressent les carnets contenant les souches de déclarations au centre de confection auquel leur territoire est rattaché.

Le centre assure alors la liquidation de l'impôt, c'est-à-dire le décompte des sommes dues par chaque contribuable d'après les données fournies par le carnet de déclarations, puis la confection des rôles de l'impôt, sur lesquels sont reportées les indications de quantités imposées avec les sommes correspondantes, enfin l'établissement des quittances individuelles, destinées à être remises aux contribuables après paiement de leur contribution (1). Quand ces opérations sont terminées pour un caïdat, le rôle est envoyé au Service central des impôts à Rabat ; le Directeur général des Finances le signe puis le soumet à l'homologation du Grand Vizir ; cette double forma-

(1) Chaque déclaration-souche comporte un espace réservé au calcul de la contribution qui se compose du principal et des centimes additionnels. Le principal de l'impôt comprend le décompte des quantités inscrites sur la déclaration souche (cultures, arbres, animaux), la somme à payer étant portée dans une colonne spéciale en regard de chacun des biens déclarés. Cette somme est obtenue en multipliant les quantités inscrites par le tarif correspondant à chacune d'elles, compte tenu pour les cultures du coefficient de rendement. Les pénalités, s'il y en a, sont décomptées de la même façon et totalisées avec le principal. A la cote d'impôt ainsi établie viennent s'ajouter les dix centimes additionnels constituant la remise aux chefs indigènes et les cinq centimes additionnels formant la cotisation pour les sociétés indigènes de prévoyance. Ce travail préparatoire de décompte étant fait, on confectionne les rôles du Tertib. Le rôle est un grand imprimé spécial qui comporte autant de colonnes qu'il existe de matières imposables et qui permet d'avoir sur une seule ligne l'imposition totale et détaillée de chaque contribuable. Les déclarations du carnet-souche sont dépouillées sur ces imprimés les unes à la suite des autres, suivant un numérotage par déclaration, c'est-à-dire par article. Il est établi un rôle pour chaque caïdat, avec autant de subdivisions qu'il y a de cheikhats distincts. On dresse, en outre, pour la facilité du recouvrement, un petit rôle sommaire destiné au caïd, sur lequel ne figurent que les noms des contribuables et le montant total de la somme due par chacun d'eux. Enfin, on confectionne les quittances individuelles, c'est-à-dire les feuilles qui sont remises aux intéressés contre paiement de leur cote d'impôt, et qui comprennent toutes les indications portées sur le grand rôle. Une équipe spéciale de secrétaires assure la vérification matérielle des comptes et le collationnement des divers documents entre eux ; et, à ce travail particulièrement délicat, sont affectés les agents les plus sûrs et les plus expérimentés.

lité lui donne force exécutoire (1). Les documents nécessaires au recouvrement du rôle sont ensuite adressés par le centre de confection au chef de circonscription ; mais la perception ne peut être faite qu'après un avis inséré au *Bulletin Officiel*, à la diligence de la Direction générale des Finances.

L'impôt dû par les contribuables européens se liquide dans les mêmes conditions que pour les indigènes, mais fait l'objet de rôles particuliers. Le Tertib des sujets et protégés des puissances placées sous le régime des capitulations est également liquidé sur des rôles distincts. Pour les Européens et assimilés, il est établi, en plus des autres pièces, un avertissement individuel destiné à faire connaître à chaque assujetti le détail des sommes mises à sa charge. La poste en assure, le moment venu, la remise aux destinataires. Il va sans dire que les 5 centimes additionnels des sociétés indigènes de prévoyance ne figurent pas sur les cotes établies au nom de ces contribuables. Mais les 10 centimes additionnels fixés par le dahir organique subsistent sur les rôles des Européens et assimilés au titre de frais de perception. Cette contribution supplémentaire semble justifiée en l'espèce, et nous verrons plus loin, en ce qui concerne les étrangers, qu'une remise est attribuée aux consuls chargés du recouvrement des articles dus par leurs ressortissants.

Les centres de confection prévus ont fonctionné tous les quatre en 1916. Mais bientôt, les communications étant devenues plus rapides, le centre de Rabat put assurer les travaux précédemment confiés aux bureaux régionaux de Fès et de Casablanca. Le centre de Marrakech lui-même ne tarda pas à être supprimé. La dispersion des documents, nécessitée au début par la difficulté des transports, avait amené des erreurs, des confusions et des retards ; d'autre part, on ne trouvait pas toujours sur place le personnel nécessaire ; la centralisation à Rabat, où déjà la majeure partie du travail se trouvait effectuée dans de meilleures conditions, s'imposait donc, et elle fut assez rapidement réalisée. Toutefois, en 1920, le Maroc oriental étant soumis au Tertib, un centre de confection fut

(1) A partir de 1925, l'homologation n'est plus faite par le Grand Vizir mais par le Directeur général des Finances.

institué à Oudjda. L'éloignement de la nouvelle région justifiait cette création ; mais le chemin de fer reliant désormais la région d'Oudjda au reste de l'Empire, la suppression de ce centre secondaire a été décidé en 1923.

Le centre de Rabat dépend directement du bureau du Tertib.

Le Service des Impôts et Contributions, à la Direction générale des Finances, comprend deux bureaux que leurs attributions respectives différencient nettement : ce sont, d'une part, le bureau de la taxe urbaine et des patentes (contributions directes à forme métropolitaine) et, d'autre part, le bureau du Tertib, auquel ont été rattachés les impôts à forme arabe (droits de marchés ruraux) et les sociétés indigènes de prévoyance. En ce qui touche spécialement le Tertib, le bureau central est chargé d'étudier la législation particulière à cet impôt et de préparer les modifications qui peuvent être apportées aux textes en vigueur. Il règle, pour chaque campagne, l'organisation générale de l'assiette dans les diverses régions civiles et militaires, et surveille plus particulièrement les opérations confiées aux contrôleurs du Tertib. Il examine et approuve les barèmes de conversion proposés par les chefs de circonscription ou par les contrôleurs. Il provoque et réunit les diverses consultations sur le cours des produits imposables en vue de la fixation des tarifs annuels. Il détermine, d'accord avec les directions intéressées, les tempéraments jugés opportuns en matière d'impôt, dégrèvements politiques, primes ou ristournes. Il règle également le contentieux de l'assiette et de la liquidation. Le bureau du Tertib est chargé d'autre part de la liquidation de l'impôt ; il dirige les centres de confection et constate les droits à percevoir, assure le dépôt des rôles et la publicité. Il tient une comptabilité spéciale, suit les recouvrements et ordonnance les remises aux chefs indigènes. Enfin il dresse les statistiques du Tertib, qui permettent d'établir chaque année la situation agricole du Protectorat.

Il n'existe point pour ces tâches multiples de nombreux employés aux attributions bien arrêtées. Le personnel central du Tertib est extrêmement réduit : un chef de bureau, un

rédacteur, quatre commis. Quelques auxiliaires indigènes, rétribués à la journée, assurent des travaux de décompte, de traduction, d'expédition. Dans les services centraux, comme dans les services extérieurs, on ne peut pas dire qu'il y ait abus de fonctionnaires. Les frais de régie sont réduits au minimum.

Au moment où fonctionne le centre de confection de Rabat, il règne une activité bruyante qui contraste avec le calme ordinaire du bureau du Tertib. A cette époque, deux cents auxiliaires sont recrutés pour la confection des rôles et des quittances. Ils sont pris, pour la plupart, parmi les élèves des collèges musulmans, dont les vacances scolaires coïncident avec la période de liquidation du Tertib. On les installe dans une vaste baraque sommairement aménagée et meublée de tables à tréteaux et de bancs. Répartis en équipes suivant les aptitudes de chacun, ils classent, établissent, vérifient, collationnent ou arrêtent les divers documents nécessaires à la mise en recouvrement de l'impôt. La surveillance de cette ruche bourdonnante est confiée au personnel français du bureau central. Non moins affairé est le petit local où l'on distribue aux personnes agréées les travaux supplémentaires à faire à domicile. La plupart des décomptes matériels, en vue de gagner du temps, sont en effet exécutés par des fonctionnaires nécessaires, en dehors des heures de service, moyennant une rétribution calculée par article. L'affluence est grande ; il n'est pas toujours possible de contenter tout le monde ; et l'on doit parfois user de sévérité quand des erreurs ont été relevées par les vérificateurs et qu'il faut rendre les calculs erronés aux décompteurs. Les travaux de cette période active durent environ trois mois. Il n'est guère possible, pendant ce temps, de faire autre chose que de la surveillance ; il faut donner des conseils aux uns et aux autres, et intervenir à chaque instant dans la besogne quotidienne du centre. Au bureau même, la tâche du moment est la suite normale des travaux de liquidation : constatation des droits à percevoir, classement des rôles, publicité, insertions légales. C'est seulement vers le mois d'octobre (car le centre fonctionne en plein

été) que chacun reprend sa tâche coutumière, qui pour être plus silencieuse n'en est pas moins essentielle. Le Tertib est mis en recouvrement dans les régions ; on peut alors travailler avec calme, et l'on s'occupe d'organiser la campagne prochaine en introduisant, dans le détail des aménagements, les mesures opportunes qui assouplissent peu à peu la vaste machine.

Une baraque en planches, parmi celles qui forment le pittoresque « village nègre » de l'ancienne Résidence, abrite le bureau du Tertib. Le mobilier plus que modeste étonnerait le moins difficile des fonctionnaires métropolitains. L'aspect extérieur charme le touriste par son air exotique, mais il semble peu fait pour élever le prestige de la nation protectrice, dans un pays où l'apparence a tant de valeur. Et il serait peut-être curieux de connaître l'impression qu'emportent de ce baraquement jaune à toit de chaume les indigènes qui parfois viennent de leur bled lointain exposer leurs doléances au « Mouddir et-Tertib » à Rabat.

C'est au bureau central que sont instruites et jugées les réclamations touchant l'assiette et la liquidation de l'impôt. Le contrôleur a la charge d'examiner sur place, au moment des opérations actives, les cas litigieux qui lui sont présentés ; il est le plus souvent à même de rectifier immédiatement les erreurs, et les contestations de l'espèce ne parviennent à la direction qu'à titre de compte rendu. Il n'en est pas de même des réclamations qui sont formulées après le passage du contrôleur. Le contribuable qui se prétend lésé adresse alors, dans les vingt jours, une pétition au service central. Il est également loisible à ceux qui ont encouru des pénalités d'exposer les raisons pour lesquelles ils ont contrevenu aux dispositions légales. Le cultivateur qui, avant la récolte, a subi un dommage par suite de sinistre peut aussi écrire à l'administration pour obtenir une révision de sa cote d'impôt. Après le dépôt des rôles, les assujettis ont la faculté de réclamer contre les erreurs matérielles de liquidation. Enfin, après l'expiration de tous les délais, on peut encore se pourvoir en restitution pour faux ou double emploi.

Les lettres arrivent au Service des Impôts dans la grande sacoche d'un chaouch placide qui va le matin quérir à la poste les plis multiples distribués par un commis affairé. Les différentes demandes sont examinées avec la plus large bienveillance. Lorsqu'une affaire présente des analogie avec une question précédemment traitée, on recherche le dossier et l'on répond dans le même sens. Si le cas est nouveau, le chef de bureau donne ses instructions selon l'esprit des textes réglementaires. Quand la demande concerne plusieurs services ou présente un caractère technique particulier, elle est transmise pour examen aux divers bureaux compétents, ou communiquée pour enquête aux contrôleurs régionaux, et la réponse n'est préparée qu'en toute connaissance de cause. Les réclamations reconnues fondées donnent lieu, suivant le cas, à deux sortes d'opérations : une admission en non valeur pour les cotes non encore acquittées, une restitution d'argent si la contribution a été payée. Les projets de réponse aux lettres de réclamation sont rédigés en minute par l'agent chargé du contentieux et corrigés, s'il y a lieu, par le chef de bureau. Celui-ci les soumet au visa du Directeur des Impôts qui les signe, après copie dactylographiée, ou qui, dans les cas particulièrement importants, en réfère au Directeur général des Finances. La réponse, enregistrée, cachetée, est alors emportée par le même chaouch placide qui apporta la demande, et les postes chériennes acheminent la lettre à son adresse.

La statistique du contentieux montre que les réclamations des contribuables indigènes sont à peine égales à 1 pour 1.000 et que, limitées aux Européens, elles n'atteignent pas 3%. Cette proportion est rendue plus modeste encore si l'on prend

(1) Statistique du contentieux du Tertib *européen* de 1921 :

Sur 3.700 impositions, 140 pétitions ont été introduites ; 75 réclamations ont été reconnues fondées, pour erreur dans le recensement des biens ou dans la liquidation des cotes ; 35 demandes de remise de pénalités ont reçu une suite favorable ; 8 demandes de réduction d'impôt non recevables du point de vue fiscal ont été transmises à la Direction de l'agriculture pour attribution d'une allocation compensatrice ; 22 réclamations ont été jugées non fondées et, de ce fait, rejetées.

A noter que l'année 1921 est une de celles qui offrent le plus grand nombre de réclamations. La proportion diminue si l'on considère les chiffres de 1922, année pour laquelle le service central n'a enregistré que 119 pétitions pour 3.740 impositions européennes. Quant aux indigènes, sur 470.000 contribuables, une centaine à peine ont adressé des plaintes à Rabat, le plus

soin de noter que dans ce chiffre sont comprises les demandes en remise gracieuse de pénalités légalement encourues (1). Ainsi donc, l'assiette et la liquidation de l'impôt ne semblent pas être l'objet de bien nombreuses récriminations de la part des principaux intéressés, même des colons qui forment la partie la plus turbulente, quoique la plus minime, de la population soumise au Tertib.

souvent sous couvert des contrôleurs civils, qui sont les intermédiaires tout naturellement désignés en cette occurrence ; si l'on double ce chiffre pour les réclamations faites aux bureaux régionaux, on aura une indication très rapprochée de la réalité.

CHAPITRE V

LE RECOUVREMENT

La mise en recouvrement. — Les collecteurs d'impôts. — Les versements. — La comptabilité. — Les dahirs du 6 janvier 1916 et du 22 novembre 1924 sur les poursuites en recouvrement.

Le Tertib est recouvré en vertu des rôles établis par les centres de confection d'après les résultats de l'assiette, ainsi que nous l'avons exposé dans le chapitre précédent. Ces rôles, arrêtés par le Directeur des Impôts, sont rendus exécutoires par le Directeur général des Finances. Les rôles ou copies des rôles, au fur et à mesure de leur confection, sont adressés avec les quittances correspondantes aux bureaux régionaux, et l'avis de mise en recouvrement est inséré, par les soins du Service des Impôts, dans l'édition française et arabe du *Bulletin Officiel du Protectorat*. Cet avis est destiné à faire courir le délai accordé aux contribuables pour réclamer contre les erreurs matérielles de liquidation de leurs cotes, mais le délai ne suspend pas la mise en recouvrement à laquelle on procède immédiatement. Les modalités de perception diffèrent selon que le Tertib est dû par les Européens, par les ressortissants étrangers ou par les indigènes de droit commun ; il convient donc d'envisager séparément ces trois catégories de contribuables (1).

(1) Le recouvrement du Tertib dû par les administrations publiques (Maghzen, Domaines, Habous, Agriculture, etc.) a été réglementé par une instruction résidentielle en date du 1^{er} décembre 1914.

Il est établi un relevé spécial des articles dus par ces administrations, et leurs services centraux ordonnancent les sommes correspondantes au profit des comptables chargés du recouvrement des rôles où figurent ces cotes. Les Habous ne possédant pas de caisse centrale, ce sont les nadirs locaux qui acquittent le montant de l'impôt grevant les fondations qu'ils administrent.

L'agent chargé du recouvrement du Tertib européen adresse aux intéressés, par la voie de la poste, un avertissement individuel. Nous avons vu que ces feuilles étaient établies à l'avance par le centre de confection. Cet avertissement constitue à la fois une notification et une invitation à se libérer. Si, après l'expiration du délai fixé (1), l'invitation est demeurée sans effet, le collecteur adresse au contribuable une lettre recommandée avec avis de réception. Ce deuxième avertissement assigne au débiteur un nouveau délai, passé lequel les poursuites judiciaires peuvent être engagées.

Dans les premières années de la mise en application du Tertib, l'impôt dû par les Européens devait être recouvré par des receveurs des contributions. Mais il était prévu que, dans les régions où il n'existait pas de recette, les chefs de circonscription assureraient le recouvrement pour le compte du budget général de l'Etat. Les contrôleurs civils et les officiers de renseignements faisaient donc l'office de collecteurs d'impôt, en plus de toutes leurs autres occupations. Pour ne point compliquer leurs écritures, les perceptions faites au titre du Tertib ne figuraient pas dans leur comptabilité locale, mais sur un registre à part. Les commandants de région centralisaient les sommes recouvrées, sans les prendre en charge et les versaient aux caisses du Trésor. Peu à peu, il fut possible d'augmenter le nombre des receveurs des impôts et contributions, et bientôt l'organisation d'un service des perceptions permit d'étendre l'action de ces agents et de décharger les chefs de circonscription d'un travail qui ne rentrait normalement pas dans leurs attributions. Depuis 1921, il existe un percepteur dans chaque chef-lieu de région civile ou militaire, et l'on installe actuellement des bureaux de perception dans les principales subdivisions administratives à l'intérieur du pays (2). Il reste encore

(1) Ce délai est fixé à dix jours, mais, dans la pratique, il est beaucoup plus long. Le délai assigné par la lettre recommandée ne doit pas être inférieur à dix jours, à moins que le percepteur n'estime qu'il y ait péril en la demeure.

(2) L'extension des services financiers ne suit pas automatiquement l'extension du service des contrôles civils. Il y a une période transitoire pendant laquelle les premiers contrôleurs civils installés dans les postes nouvellement créés assurent le recouvrement de l'impôt, de même qu'ils surveillent les opérations d'assiette. Pour l'assiette, ils désignent un adjoint qui suit les commissions

quelques circonscriptions militaires éloignées qui sont mal partagées à ce sujet, mais elles sont habitées par très peu de colons, lesquels descendent de temps en temps à la ville, où ils profitent de leur passage pour acquitter leurs impôts.

Les percepteurs ne sont pas chargés du recouvrement des cotes établies au nom des ressortissants étrangers. Ceux-ci bénéficient d'un régime spécial. Nous avons vu que des rôles distincts étaient confectionnés pour les nationaux et les protégés des puissances n'ayant pas renoncé au privilège des capitulations. Ces imprimés sont adressés au consulat des nations intéressées, et les consuls recouvrent eux-mêmes les articles dûs par leurs ressortissants. Ils tiennent le chef de région au courant de ces opérations, et versent le montant de leurs encaissements à la banque d'Etat ou au percepteur, après prélèvement de la remise de 5 % qui leur est allouée à titre de frais de perception.

Les documents nécessaires à la mise en recouvrement du Tertib indigène sont adressés, par caïdat, aux bureaux régionaux. Les chefs indigènes, qui ont assis l'impôt en tribu sont chargés de le percevoir. L'avertissement, pour les contribuables indigènes, résulte de l'avis collectif notifié au caïd au moyen du rôle nominatif qui lui est remis, à charge pour lui d'en donner connaissance aux intéressés ; cette liste doit, en outre, être publiée sur les marchés ou autres lieux publics par voie d'affiche ou de crie. La surveillance du recensement est exercée par les autorités locales de contrôle. Les chefs de circonscription, au cours de leurs tournées, doivent se faire présenter le plus grand nombre possible de quittances payées par les redevables et s'assurer que les collecteurs n'ont pas perçu des sommes supérieures à celles portées sur ces quittances. Les souches des déclarations, sur lesquelles figurent les décomptes, permettent l'exercice de ce contrôle, et, à cet effet, ces carnets sont expédiés aux bureaux régionaux en même temps que les rôles et quittances. Il est évident que, dans les régions où sont

indigènes et les contrôles ; pour le recouvrement, ils délèguent un commis qui est nommé « régisseur des recettes » et qui encaisse les droits revenant au Trésor pour le compte et sous la surveillance comptable du percepteur le plus proche.

installés des contrôleurs du Tertib, ces agents doivent participer activement à cette surveillance (1).

Tout l'effort fait en vue d'une meilleure répartition de l'impôt, dans les opérations de recensement et de vérification, resterait vain si la perception par les caïds n'était pas sérieusement contrôlée. Il semble, à ce point de vue que la surveillance ne se soit pas encore exercée d'une façon assez serrée. Dans les années de début surtout, le Tertib « officiel » s'est aggravé de « centimes additionnels officieux », difficiles à évaluer, variables suivant les chefs indigènes, et qu'il est malaisé de faire disparaître du jour au lendemain, parce que l'habitude en est prise dans le pays. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que ces perceptions supplémentaires se confondent avec le Tertib proprement dit et qu'elles se font, pour ainsi dire, sous notre couvert. La plupart des petits propriétaires (ce sont eux qui sont le plus frappés) ne savent pas lire les chiffres inscrits sur leurs quittances, et les caïds en profitent pour leur faire payer bien davantage. On a proposé divers remèdes à cette situation vicieuse. Le premier consiste à diminuer le nombre des caïds ; c'est la tendance actuellement manifestée, et il faut la suivre résolument. Mais nous touchons là au domaine de la politique indigène et cette question a d'autres répercussions. Dans quelques circonscriptions, le recouvrement se fait au bureau même du contrôleur ou de l'officier et en sa présence. Ailleurs, le chef de poste accompagne ou fait accompagner le caïd par un agent français dans ses collectes en tribu (2). Ces procédés permettent certainement une surveillance efficace ; mais ils créent un surcroît de besogne considérable aux autorités locales de contrôle, et ils vont peut-être à l'encontre des méthodes du Protectorat. Il faut laisser aux

(1) On a même envisagé l'opportunité d'étendre en l'espèce l'action des contrôleurs du Tertib et de leur confier la surveillance effective des opérations de recouvrement, dans les mêmes conditions que la surveillance des opérations d'assiette. Voir troisième partie, chap. II.

(2) En Algérie, le receveur des contributions diverses se déplace, accompagné d'un représentant de l'autorité, de caïdat en caïdat, et le caïd l'aide dans son travail. Mais il arrive aussi que, dans beaucoup de communes, la perception a lieu au siège de la recette où les indigènes viennent payer par groupes ou par douar. En Tunisie, comme au Maroc, ce sont les chefs indigènes qui recouvrent l'impôt ; le caïd distribue les quittances entre les chioukh, centralise les encaissements et tient la comptabilité.

caïds une autorité réelle dans le bled ; or, la perception de l'impôt est un des attributs les plus significatifs de leur autorité. Il faut, d'autre part, les amener peu à peu à la pratique de notre discipline fiscale. Le chef de circonscription a le devoir de prendre des mesures pour que chaque indigène soit fixé réellement sur la somme qu'il a à déboursier du fait du Tertib. Lecture du rôle doit être donnée successivement à toutes les djemâas, dans les réunions populaires, sur les principaux souks où les listes doivent être affichées ainsi qu'aux portes du contrôle. Le contribuable saura que tout supplément est indû, et qu'il ne peut constituer qu'un cadeau offert au caïd. Il est juste de reconnaître que les abus ont beaucoup diminué. Les collecteurs indigènes ne font plus guère qu'arrondir le montant des cotes. On ne rend pas la monnaie. Notre précision au centime est un peu méprisée. Ne nous montrons pas trop exigeants dans les débuts ; il y a des habitudes prises de part et d'autre, aussi bien chez le chef qui exploite que chez le sujet qui s'y prête plus volontiers qu'on ne croit, et les habitudes ne se déracinent qu'à la longue. Un progrès sensible doit cependant être noté, qui apporte la promesse de satisfactions plus complètes à venir.

La Direction générale des Finances s'efforce de conduire les opérations d'assiette et de liquidation pour que le recouvrement du Tertib ait lieu le plus près possible de l'époque de la récolte. La perception doit être faite par caïdat, dès l'arrivée des documents, sans s'occuper des fractions voisines. Il faut mettre l'indigène en garde contre sa propre imprévoyance et le faire payer quand il vient de réaliser son bien. Certes, le caïd est toujours disposé à avancer de ses deniers personnels les sommes dues par ses administrés ; mais c'est là ouvrir la porte à d'inévitables exactions et rendre ainsi l'impôt impopulaire. Il ne faut pas que le Tertib se recouvre après le mois d'octobre. La perception faite avant cette date permet, en effet, d'éviter les inconvénients graves résultant d'un recouvrement tardif, tant du point de la politique générale que de celui plus spécial de la rentrée normale de l'impôt.

Les sommes recouvrées sont versées par les caïds à la caisse

du percepteur le plus proche du siège de leur caïdat. Dans les régions militaires où il n'existe pas encore de bureau de perception, les caïds versent à la recette du Trésor la moins éloignée ou même à la Banque d'Etat. Au début, il avait fallu désigner les chefs de circonscription pour encaisser le produit du Tertib ; leurs bureaux étaient, en effet, les seuls existant à l'intérieur du pays, les autres organisations étant encore embryonnaires. Dans certaines régions particulièrement défavorisées, comme à Taza, par exemple, on avait même dû faire appel au concours des payeurs aux armées, temporairement détachés à cet effet. Mais, peu à peu, l'extension donnée au Service des perceptions permit de remédier à ces errements. Il n'est pas dans les attributions normales des contrôleurs civils, des officiers de renseignements ou de la Trésorerie aux armées d'encaisser le produit des impôts. Cette opération est essentiellement du ressort des agents des Finances et de la Trésorerie générale du Protectorat. Il n'y a pas lieu, d'autre part, d'intervenir par le moyen de nombreux intermédiaires dans les opérations de versement, afin de bien laisser aux caïds l'entière responsabilité pécuniaire qui doit incomber à eux seuls. Ce versement direct entre dans la fonction des collecteurs du Tertib qui sont intéressés au recouvrement et au maniement des fonds. L'augmentation des bureaux de perception a, d'ailleurs, considérablement réduit les déplacements des chefs indigènes à cette occasion (1).

Le Service central des Impôts à Rabat tient la comptabilité

(1) Il est entendu que la surveillance exercée par le percepteur sur le recouvrement de l'impôt indigène est et ne peut être qu'une surveillance comptable. La surveillance politique, pour ainsi dire, reste du ressort du contrôleur civil ou de l'officier des renseignements ; ceux-ci seuls ont qualité pour intervenir auprès des chefs indigènes, ils possèdent la connaissance exacte des populations et disposent de moyens d'action efficaces.

Les chefs indigènes sont tenus de verser le montant intégral de leurs perceptions. La remise qui leur revient (6% pour le caïd et 4% pour chaque cheikh) est ordonnancée à leur profit par la Direction générale des Finances après la prise en charge régulière des versements dans les écritures de la Trésorerie générale à Rabat. Les états spéciaux qui appuient ces versements au moment où ils sont effectués indiquent le nom et la part de chacun des collecteurs, et c'est au vu de ces pièces, dûment transmises au Service des impôts et contributions, que sont établis les mandats de remises. Le recouvrement du Tertib comprend également le recouvrement des cotisations pour les sociétés indigènes de prévoyance. Les états de versement, dont il est fait mention plus haut, distinguent dans le détail des perceptions le montant des sommes versées au titre de l'impôt et de celles afférentes à ces sociétés. Cette règle est nécessaire pour assurer l'imputation exacte des sommes recouvrées.

générale du Tertib. Après avoir constaté les droits à percevoir, il suit toutes les opérations de recettes. Les commandants de région, qui sont avisés des perceptions faites, envoient chaque semaine un compte rendu spécial à la Direction générale des Finances, de même que, de leur côté, les divers percepteurs lui adressent un double des états de versement. Le service central est ainsi tenu minutieusement au courant de la rentrée de l'impôt dans chaque caïdat. Ces renseignements sont indispensables en une matière encore aussi neuve que le Tertib, pour modifier les conditions d'assiette si certains symptômes en faisaient sentir l'opportunité. La façon dont s'opère le recouvrement donne les plus sûres indications en l'espèce, et l'on peut en tirer de précieux enseignements. C'est pourquoi l'on n'a pas négligé de faire tenir au bureau du Tertib une comptabilité distincte de celle de la Trésorerie générale du Protectorat et qui, malgré les apparences, ne fait pas double emploi. Ce n'est plus seulement un pointage des encaissements réalisés et l'inscription à un compte déterminé des sommes recueillies, c'est surtout la connaissance précise de la marche des opérations, le contact permanent avec la réalité, la profitable leçon donnée par les faits eux-mêmes.

La bonne rentrée de l'impôt est le critérium de son excellence. Le Tertib rentre d'une manière très satisfaisante. Dans la plupart des tribus, il est à peu près complètement perçu quelques jours après la mise en recouvrement, et les comptes rendus ne signalent aucune difficulté à ce sujet (1). On n'en pourrait pas dire autant de tous les impôts et particulièrement des impôts à forme métropolitaine implantés au Maroc. Le Tertib, quoique certainement plus lourd que ces dernières contributions, est parfaitement adapté au pays; il est lui-même du pays, il est traditionnel, et l'indigène l'acquitte sans réticence.

La perception est un peu moins rapide chez les Européens. Ceux-ci ont apporté avec eux leur habitude du « fisc à longue

(1) La situation de fin d'exercice fait ressortir qu'en 1922, au titre du Tertib indigène, il ne restait que 42.000 francs environ à recouvrer, et, en 1923, seulement 37.000 francs.

patience ». Aussi, quelques difficultés s'étant produites, a-t-il fallu hâter l'élaboration du règlement sur les poursuites judiciaires. A la faveur de la guerre, certains contribuables de mauvaise foi avaient cru pouvoir suspendre le paiement de leurs impôts, alors que l'essor économique du Maroc, heureusement poursuivi dans cette période de trouble, n'autorisait nullement pareille prétention.

La réglementation nécessaire déjà réclamée auparavant (1), et qui devenait urgente, aboutit au DAHIR DU 6 JANVIER 1916 sur les poursuites en recouvrement des créances de l'Etat. Ce texte est nettement inspiré de la réglementation tunisienne en la matière. Il divise les créances de l'Etat en : impôts directs, impôts indirects et autres créances. Pour le recouvrement des impôts directs (2), et en l'espèce pour le Tertib, le dahir institue une procédure simple, à tarifs réduits. Le contribuable n'a pas, avant de se libérer, de recours en justice, mais ses intérêts sont amplement sauvegardés par les garanties qui entourent la confection des rôles et les facilités qui lui sont données d'en contester les indications. Ces rôles sont, en effet, établis d'après la déclaration du contribuable, vérifiée par l'administration, le rendement des cultures étant déterminé contradictoirement avec l'intéressé ou son représentant. Les dates du recensement sont annoncées à l'avance par tous les moyens de publicité légaux afin de permettre à l'assujetti d'assister ou de se faire représenter aux opérations. A la fin de ces dernières, il peut, dans un délai suffisant, réclamer contre l'estimation faite. Si la solution donnée à sa requête ne le satisfait pas, il a la faculté de demander une seconde expertise. Les rôles, en outre, sont déposés dans les bureaux des percepteurs où les intéressés peuvent s'assurer que leurs cotes ont été régulièrement liquidées. Enfin, le redevable est avisé de la mise en recouvrement

(1) La réglementation des poursuites avait été réclamée depuis longtemps par les consuls de France. Des raisons d'ordre diplomatique avaient obligé l'administration à en ajourner la présentation. Mais la reconnaissance par l'Angleterre de notre Protectorat sur le Maroc, ainsi que l'abandon par l'Espagne de sa prétention de voir ses consuls recouvrer eux-mêmes le Tertib de ses nationaux, ont fait disparaître les dernières oppositions à ces promulgations.

(2) En 1916, les impôts directs sont : le Tertib et la taxe urbaine. Il faudra y ajouter, en 1920, les patentes et, en 1924, les prestations.

de l'impôt. Ces garanties justifient le caractère exécutoire donné au rôle, à défaut duquel les droits du Trésor ne pourraient s'exercer que par voie de recours aux tribunaux. Les poursuites, en cas de nécessité, peuvent ainsi être menées avec la plus grande rapidité, et ceci est indispensable, par exemple contre les redevables qui n'ont pas d'établissement permanent tels que les locataires de terrains qui, la récolte faite, disparaissent parfois sans laisser d'adresse.

La procédure de poursuites est suivie par les agents de recouvrement. Il a paru tout à fait inutile de prévoir la création de porteurs de contraintes comme en France et en Algérie ; il aurait fallu rémunérer ces agents, et le tarif des frais aurait été d'autant plus onéreux pour les débiteurs. Aucune poursuite ne peut être exercée si elle n'a pas été précédée d'un avertissement, qui résulte, comme nous l'avons vu, pour les sujets chérifiens, de l'avis collectif notifié au caïd au moyen du rôle sommaire qui lui est remis, et, pour les autres contribuables, de deux avis individuels transmis par la poste, le second sous pli recommandé. Faute de paiement dans les délais impartis, les poursuites peuvent être engagées immédiatement. L'agent de recouvrement établit un extrait de rôle exécutoire qui est signé par le Directeur général des Finances (1). Suivant les débiteurs, cet extrait est alors adressé aux autorités chargées de l'exécution des poursuites, c'est-à-dire aux caïds pour les sujets marocains, aux secrétaires-greffiers du tribunal de paix pour les ressortissants de la justice française, aux consuls pour les ressortissants des juridictions étrangères (Angleterre et Etats-Unis) (2). Les poursuites sont engagées sans autres formalités. Commandement à toutes fins est notifié en vertu de l'extrait de rôle ; ce commandement vaut, en tous cas, comme saisie conservatoire. Il est passé outre à l'exécution dans les vingt jours de cette notification.

(1) Les extraits en la forme authentique des rôles exécutoires ont la même force que le rôle lui-même, à l'exemple des extraits et grosses de jugement.

(2) A noter que les ex-protégés des puissances ayant renoncé au privilège des capitulations, qui sont redevenus indigènes de droit commun au regard du Tertib, gardent cependant la faveur d'échapper à la juridiction du caïd et ressortissent aux tribunaux français en cas de poursuites en recouvrement de cet impôt.

Le montant des frais s'ajoute de plein droit à l'impôt et est recouvré avec lui (1).

La proportion des extraits de rôle du Tertib signés par le Directeur général des Finances est heureusement très faible. Il faut dire que, dans la pratique, les délais accordés aux contribuables sont beaucoup plus longs que ne les fixent les textes. On sait tenir compte des circonstances, et de grandes modérations sont apportées à la sèche rigueur des lois. C'est ainsi que les comptables du Trésor peuvent autoriser les débiteurs à se libérer par acomptes, sous réserve bien entendu que ceux-ci présentent, par leur situation, une bonne et valable caution. L'administration n'ignore pas que les cultivateurs peuvent, par suite de mauvaises récoltes, se trouver momentanément dans l'impossibilité d'acquitter leurs contributions. Les délais nécessaires sont alors accordés et l'impôt n'est réclamé que

(1) Le dahir du 6 janvier 1916 institue, au profit des créances de l'Etat, un privilège général qui prend rang immédiatement après les frais de justice, sur les biens mobiliers et immobiliers du débiteur. Il crée, en outre, un privilège spécial sur les bâtiments, la terre et les arbres, leurs fruits, loyers et revenus pour le recouvrement des impôts frappant l'immeuble ou la récolte, c'est-à-dire la taxe urbaine, due sur les immeubles, et le Tertib, dû sur les exploitations agricoles et qui est gagé par les récoltes. Ces dispositions sont à peu près textuellement reproduites du Code tunisien (décret beylical du 13 juillet 1899). L'intention a été évidemment d'appliquer au Maroc une législation dont on avait jugé la valeur d'après les résultats obtenus en Tunisie. Le privilège n'est pas réduit aux seules contributions de l'année en cours et de l'année échue, comme cela existe en Algérie, où la législation française met à la charge personnelle des receveurs les cotes non apurées dans ce laps de temps. On n'a pas voulu imposer au Maroc une charge aussi excessive aux agents de recouvrement. Ce système, au surplus, lèserait gravement les contribuables, car ce serait obliger les percepteurs à poursuivre le recouvrement avec la plus grande rigueur et leur interdire, en pratique, d'accorder le moindre délai aux redevables. Il y a lieu également de remarquer que le privilège créé par le dahir porte non seulement sur les meubles, mais encore sur les biens immobiliers. En Algérie, de même qu'en France, les privilèges du Trésor ne s'étendent pas aux immeubles, à l'égard desquels l'Etat se trouve dans la situation d'un créancier ordinaire. Les raisons qui ont incité la métropole à accorder un régime différent à la Tunisie ont encore une valeur plus grande au Maroc, où la situation du régime immobilier ne garantit pas l'Etat contre les contribuables de mauvaise foi. Ce double privilège, tant général que spécial, comporte pour les comptables le droit de poursuivre eux-mêmes la vente des meubles, récoltes et immeubles des débiteurs et d'en toucher le prix. Ces agents doivent veiller à ce que le privilège dont il s'agit ne soit pas, du fait de leur négligence, primé par les particuliers ; s'ils apprennent qu'une vente judiciaire va se produire, ils doivent faire toutes diligences pour qu'un dire soit inséré au cahier des charges ; il faut donc que leur attention soit toujours en éveil. Mais ces cas se rencontrent assez rarement dans la pratique. La façon la plus fréquente dont s'exerce le privilège du Trésor est dans l'opposition pratiquée sur le paiement des mandats émis au profit des redevables. Cette mesure trouve surtout son application depuis l'extension donnée aux primes culturales : lorsqu'une prime de ce genre est ordonnancée en faveur d'un cultivateur débiteur du Trésor, le percepteur prélève le montant du Tertib sur celui du mandat et remet au contribuable le solde qui lui reste dû et sa quittance d'impôt. Il y a compensation entre la créance et la dette du Trésor, et ce procédé évite des frais inutiles.

lorsqu'une amélioration évidente est constatée. Ce n'est que contre les contribuables de mauvaise foi que s'exerce l'action judiciaire. Encore est-il rare que les poursuites engagées dépassent la notification du commandement. La saisie et la vente ne sont pratiquées qu'à la dernière extrémité, et il n'existe que quelques cas exceptionnels où l'exécution légale ait été poussée jusqu'au bout (1).

Ainsi donc, de grandes facilités sont consenties aux débiteurs dignes d'intérêt. Des sanctions expéditives sont prévues, en revanche, pour empêcher les abus et frapper ceux qui voudraient se dérober au devoir fiscal. Il importe que le contribuable ne perde pas de vue que c'est par l'impôt que le pays doit faire face aux nécessités de son évolution. La situation budgétaire reste la préoccupation dominante du Gouvernement. Cette considération suffit à justifier les mesures prises pour éviter que la moindre part de ses ressources légitimes n'échappe au Trésor.

(1) Un nouveau DAHIR EN DATE DU 22 NOVEMBRE 1924 (*B. O.* du 16 décembre 1924), remplace le dahir du 6 janvier 1916 sur le recouvrement des poursuites de l'État. Quelques dispositions nouvelles sont introduites et quelques points de détail se trouvent modifiés. Voici l'essentiel de ces corrections :

En cas de double ou faux emploi, le délai de réclamation, ouvert à compter de la date d'insertion au *Bulletin officiel* de l'avis de mise en recouvrement, ne prend fin que deux mois après que le contribuable a eu, par les premières poursuites dirigées contre lui, connaissance de la cote indûment imposée.

En cas de réclamation présentée dans les délais légaux, il n'est exigé immédiatement que la moitié de l'impôt, le reliquat éventuel étant versé dès notification de la décision.

Les poursuites sont faites en vertu d'un ordre du percepteur et d'un état signé par lui remis à l'agent des poursuites. Les agents de poursuites sont les collecteurs ou, à défaut, les agents des bureaux des notifications et exécutions judiciaires. Les collecteurs, agissant comme agents de poursuites, doivent prêter serment devant le juge de paix et être munis d'une commission.

Une sommation est d'abord adressée au contribuable, sous forme d'un bulletin remis à domicile avec accusé de réception, ou sous forme de lettre recommandée. Pour les indigènes, cette sommation peut être remise à l'autorité locale de contrôle. Un commandement est notifié dix jours après la sommation et il est établi une contrainte administrative qui comprend l'ordre de procéder à la saisie si le contribuable ne se libère pas dans les vingt jours. Mais la vente des meubles saisis ne peut s'affectuer qu'après une autorisation délivrée par le chef de service intéressé. Les frais de poursuites sont variables, suivant l'importance de la cote d'impôt.

D'une façon générale, le nouveau texte fait preuve d'un assez grand libéralisme. Il accorde plus de délais et plus de garanties aux redevables dans la procédure des poursuites. Mais, dans certains cas, cette procédure peut être simplifiée : c'est ainsi que le percepteur, informé d'un commencement d'enlèvement furtif de meubles ou de fruits constituant le gage de la contribution, a le droit, s'il y a déjà eu commandement, de faire procéder immédiatement à la saisie exécution ; et s'il n'y a pas eu de commandement, il en provoque un sans délai et sans autre formalité.

TROISIÈME PARTIE

RÉSULTATS, VALEUR ET RÔLE ÉCONOMIQUE
DU TERTIUM

CHAPITRE PREMIER

LES RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Le rendement du Tertib. — Les variations des tarifs et l'influence de la récolte. — L'extension de la zone imposable ; l'action du contrôle ; l'augmentation des emblavures. — Le Tertib de principe. — La statistique agricole.

Les progrès du Tertib traduisent d'une manière éloquente les progrès de l'administration chérifienne et de la prospérité du Maroc. Quelques chiffres sont nécessaires pour concrétiser les résultats acquis. Nous donnons en annexe les résultats du Tertib pour chaque campagne. Mais il est utile d'indiquer, dès à présent, le rendement global de l'impôt depuis son fonctionnement normal, c'est-à-dire depuis 1915, date du dahir organique sur le Tertib :

Année 1915.....	20.751.322 francs	
— 1916.....	24.518.230	—
— 1917.....	24.282.319	—
— 1918.....	30.806.217	—
— 1919.....	27.003.250	—
— 1920.....	77.061.853	—
— 1921.....	62.706.095	—
— 1922.....	50.660.535	—
— 1923.....	64.990.311	—
— 1924.....	87.556.494	— (1)

(1) Nous n'avons pas tenu compte, dans ces chiffres, des légères différences pouvant provenir des modifications intervenues ultérieurement à la constatation des droits. Ces modifications apportées à la suite de constatations supplémentaires ou d'admissions en non valeur sont insignifiantes et n'affectent que quelques dizaines de mille francs. Bien entendu, les chiffres ci-dessus indiqués, ne comprennent pas les cotisations perçues au titre des sociétés de prévoyance,

L'impôt suit, dans l'ensemble, une ligne ascendante, mais non pas uniforme. Avant de déterminer les causes de l'augmentation générale du rendement du Tertib, il paraît nécessaire d'expliquer les variations qu'on remarque dans le tracé de cette courbe.

Ces variations tiennent à deux causes essentielles : les fluctuations du cours des denrées imposables, qui entraînent une modification correspondante des tarifs de l'impôt, et la qualité de la récolte, qui a une répercussion immédiate sur le produit de l'achour.

Nous avons exposé précédemment le mécanisme des tarifs du Tertib qui sont fonction des prix de vente constatés à l'époque de la récolte. De 1915 à 1919, les tarifs, malgré l'augmentation de ces prix de vente, ont peu varié. En 1920, ils sont réadaptés aux cours réellement pratiqués et presque partout triplés (1). C'est ce qui explique en grande partie l'augmentation du Tertib qui passe brusquement de 27 millions à 77 millions. A partir de 1920, les tarifs suivent à peu près exactement les prix de vente. Il y a donc une relation directe entre le cours des denrées imposables et le produit de l'impôt, puisque le taux de celui-ci est calculé chaque année suivant ces cours.

Il y a également une influence directe de la récolte elle-même sur le rendement du Tertib, plus spécialement sur l'achour des cultures annuelles. A belle récolte, Tertib élevé ; les cultures classées dans les premières catégories sont soumises à des taxes plus fortes. Mais, inversement, médiocre récolte ne donne que faible impôt. Un exemple frappant nous est fourni en 1922 : le produit du Tertib, cette année là, est très nettement inférieur à celui de l'année précédente malgré l'élévation des cours et, en conséquence, des tarifs, par le seul fait que l'année 1922 se trouve être une année agricole mauvaise, tandis que l'année 1921 était une bonne année agricole (2).

(1) Le blé passe, suivant la catégorie de rendement, de : 19 fr. 25, 15 fr., 9 fr. et 4 fr., à : 65 fr., 45 fr., 25 fr. et 12 fr. L'orge, de : 11 fr. 75, 9 fr. 5 fr. 50 et 2 fr. 50, à : 45 fr., 30 fr., 17 fr. et 8 fr. Le maïs, de : 17 fr. 50, 13 fr. 75, 8 fr. et 3 fr. 75, à : 50 fr., 30 fr., 18 fr. et 9 fr. Les fèves, de 17 fr. 50, 13 fr. 75, 8 fr. et 3 fr. 75, à : 60 fr., 35 fr., 20 fr. et 10 fr. Les cultures maraîchères passent de 15 fr. à 40 fr. l'hectare. Les tarifs des animaux sont à peu près partout doublés.

(2) Quelques chiffres illustreront cette observation :

En 1922, il n'y eut que 1.307 hectares de blé dur classés dans la catégorie de

Ce facteur « rendement des cultures » peut exercer son action, au regard du produit de l'impôt, aussi bien dans un sens que dans l'autre. Il en est de même du facteur « variation des tarifs », exception faite, si l'on veut, de la révision de ces bases d'imposition en 1920, date à partir de laquelle le tarif reste proportionnel au cours des grains. L'augmentation générale du Tertib, que nous avons marquée plus haut, a donc d'autres causes, que nous allons essayer de dégager.

En premier lieu, l'extension territoriale de la zone imposable, conséquence de l'action militaire et de la pacification progressive du pays, joue un rôle très important. Le bled makhzen s'agrandit chaque année au détriment du bled siba. Le Tertib, en 1912, ne s'appliquait qu'à la Chaouïa. En 1913, sont assujettis à l'impôt, les tribus Doukkala, Diara (Abda-Ahmar, Rehamna-Sraghna-Zemrane, Marrakech), Chiadma (Mogador), Chaouïa, Beni Ahsen (Gharb) et Cherarda (Meknès-Fez). En 1914 et 1915, il faut ajouter les confédérations Zaër et Zemmour et la bordure du Tadla. De 1916 à 1918, sont ralliées des populations au sud de Mogador (Haha), dans le Tadla (chez les Zaïane) et autour de Fez jusqu'à Taza (Tsoul, Branès, Ghiata). En 1919, la zone fiscale s'étend au sud de Mogador (Haha Sud) et de Marrakech (Mtougua, Goundafa), dans l'Atlas (Entifa), le long de la Moulouya (Oulad el Hadj) et englobe, en 1920, tout le Maroc oriental, d'Oudjda à Figuig.

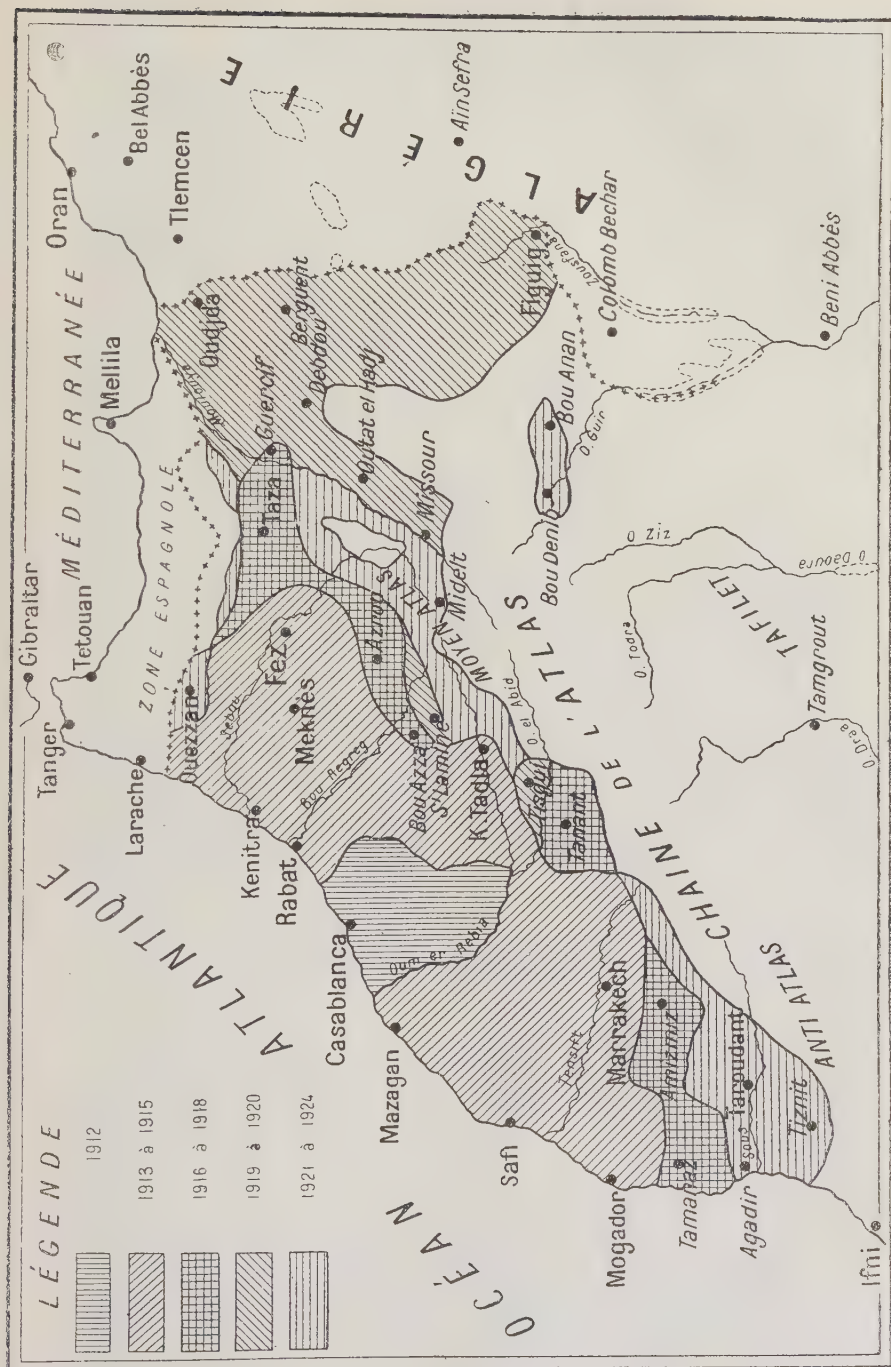
rendement de 15 quintaux, contre 93.695 hectares en 1921, et 24.392 hectares classés dans la catégorie 10/14, contre 240.710 hectares en 1921. En revanche, il y eut 412.016 hectares classés dans la catégorie 3/5, contre seulement 88.183 hectares en 1921, et 55.426 hectares classés dans la catégorie 1/2, contre seulement 119 hectares en 1921. Pour l'orge, en 1922, il n'y eut que 15.402 hectares classés à 15 contre 52.863 hectares en 1921, et 232.053 hectares à 10/14, contre 497.259 hectares en 1921 ; il y eut, en revanche, 344.272 hectares à 3/5, contre seulement 102.114 hectares en 1921, et 42.181 hectares à 1/2, contre seulement 2.375 hectares en 1921. Dans l'ensemble des cultures, il y eut, en 1922, un total de 142.674 hectares exonérés, contre seulement 18.025 hectares en 1921. En 1922, année agricole mauvaise, l'achour baisse et ne rapporte que 28.873.000 francs ; en 1921, bonne année agricole, l'achour monte et rapporte 40.852.000 francs. Cependant, les tarifs de l'impôt sont plus élevés en 1922 qu'en 1921 : le blé paie, suivant les catégories, 54 fr., 34 fr., 23 fr. et 11 fr. 50 en 1922, contre 42 fr., 33 fr., 20 fr. et 9 fr. en 1921 ; l'orge paie en 1922, suivant les catégories, 48 fr., 30 fr., 20 fr. et 10 fr., contre 19 fr., 15 fr., 9 fr. et 4 fr. en 1921. Le seul facteur qui joue est le rendement de la récolte qui a sa répercussion directe sur le rendement de l'impôt.

L'augmentation du Tertib, en 1924, indépendamment de l'augmentation des surfaces, s'explique, dans un même ordre d'idées, par le fait que l'année agricole fut très bonne (295.000 hectares de blé classés en 10/14 et 584.000 hectares d'orge en 10/14).

A partir de 1921, les territoires soumis à l'impôt s'augmentent de la circonscription d'Ouezzan, de quelques zones dans le Moyen Atlas (Beni Mguild sud, Beni Ouaraïn), des circonscriptions de Midelt et de Bou Denib, et de la région du Sous (Agadir) jusqu'à Taroudant et à Tiznit (1924). Certaines parties de la chaîne de l'Atlas restent encore insoumises, ainsi qu'une « tache » au sud de Taza, bien que de jour en jour les tribus dissidentes se réduisent. Mais on peut considérer, à l'heure actuelle, tout le « Maroc utile » (selon la juste expression du maréchal Lyautey) comme réellement pacifié ; et l'impôt qu'on y perçoit est bien, en définitive, la preuve de la soumission et la garantie du loyalisme.

A l'extension territoriale en pays rallié correspond évidemment un plus grand nombre de contribuables. La statistique montre que 250.000 assujettis au Tertib étaient dénombrés en 1915, et qu'on en compte près de 500.000 en 1923 (1). Mais cette augmentation de contribuables ne provient pas uniquement de l'augmentation de la zone imposable. En dehors de ces éléments nouveaux, de ces éléments extérieurs, acquis du fait de la soumission de tribus naguère dissidentes, on peut constater un accroissement sensible du nombre de déclarants à l'intérieur des régions depuis longtemps ralliées et soumises au Tertib depuis le début. L'augmentation, ici, n'est plus obtenue en étendue mais, pour ainsi dire, en profondeur. Une

(1) 1915 : indigènes	248.268	}	= 249.986
européens	1.718		
1916 : indigènes	290.278	}	= 292.767
européens	2.489		
1917 : indigènes	326.268	}	= 328.771
européens	2.503		
1918 : indigènes	348.091	}	= 350.792
européens	2.701		
1919 : indigènes	372.670	}	= 375.641
européens	2.971		
1920 : indigènes	418.746	}	= 422.098
européens	3.352		
1921 : indigènes	439.687	}	= 443.396
européens	3.709		
1922 : indigènes	464.842	}	= 468.551
européens	3.709		
1923 : indigènes	491.871	}	= 495.887
européens	4.016		
1924 : indigènes	545.207	}	= 549.408
européens	4.201		



Carte d'extension de la zone soumise au Tertib

assiette plus précise, un contrôle amélioré, des vérifications plus nombreuses contribuent à cet accroissement, qui est plutôt un recouvrement d'éléments qui avaient pu jusqu'alors passer inaperçus. Cette récupération se manifeste d'une manière significative, et tout à fait normale, dans les circonscriptions où opèrent pour la première fois les contrôleurs du Tertib. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler que dans les Abda le nombre des contribuables était passé de 21.916 en 1921 à 24.996 en 1922 grâce aux méthodes plus serrées et à la surveillance effective exercée par les agents des impôts. Il en est de même à Sidi Ali d'Azemmour où l'on envoie, en 1923, un contrôleur du Tertib qui récupère 1.450 contribuables. Dans les Zaërs, le nombre des imposés passe de 8.875, en 1922, à 11.133 en 1924. De moins en moins les contribuables échappent à l'impôt et de moins en moins la matière imposable est soustraite au recensement. Il y a, de ce fait, une augmentation intéressante du produit de l'impôt, qui n'est due qu'à l'emploi de procédés plus rigoureux conduisant à une exactitude de jour en jour plus grande.

Mais il existe encore un autre facteur de l'augmentation de l'impôt, très important du point de vue économique, qui est l'augmentation du nombre d'hectares ensemencés, lequel traduit le développement de l'agriculture, c'est-à-dire le développement de la richesse marocaine. Si l'on rapproche, par exemple, le nombre total d'hectares ensemencés en blé et en orge, qui sont les cultures principales au Maroc, en 1915 et en 1923, on constate une augmentation considérable de ces superficies :

	1915		1923	
	INDIGÈNES	EUROPÉENS	INDIGÈNES	EUROPÉENS
Blé dur...	555.207 hect.	7.867 hect.	848.697 hect.	12.461 hect.
Blé tendre.	» —	» —	21.760 —	21.152 —
Orge.....	690.489 —	8.015 —	1.092.066 —	9.953 —

L'augmentation de ces emblavures, comme l'augmentation du Tertib lui-même, est due aussi à l'augmentation des surfaces imposables provenant de l'extension de la zone soumise. Il y a lieu, toutefois, de faire remarquer que cette extension

territoriale n'englobe pas nécessairement des régions de cultures, que c'est souvent l'inverse qui se produit (les pays montagneux étant peu riches en terres arables et les plateaux orientaux étant uniquement des pays d'élevage), et que, d'autre part, les régions les plus fertiles, les plus cultivées, se trouvaient déjà imposées dès 1915. L'augmentation du nombre d'hectares provient sans doute aussi de la récupération due à l'amélioration du contrôle fiscal, quoi qu'il soit plus difficile à un cultivateur de dissimuler ses champs ensemencés qu'à un éleveur de soustraire son bétail au recensement. Cependant, pour mettre en relief la cause principale de l'augmentation du nombre d'hectares imposés, c'est-à-dire l'augmentation des emblavures, signe d'une plus grande prospérité générale, nous prendrons comme exemple une région déterminée qui nous permette d'éliminer les deux facteurs précédents : la Chaouïa, depuis très longtemps soumise au Tertib, n'a subi aucune modification du fait de l'extension de la zone imposable ; d'autre part, le contrôle s'y est exercé depuis le début, le pays est connu, fréquenté, les dissimulations de cultures y sont plus difficiles que dans beaucoup d'autres régions, l'indigène s'est plié davantage à nos méthodes. Voici donc les chiffres relevés en blé et en orge dans la Chaouïa en 1915, en 1920 et en 1923 (nous prenons, pour plus de précision, un point de comparaison supplémentaire en 1920) :

	1915		1920		1923 (1)	
	indigènes	européens	indigènes	européens	indigènes	européens
Blé dur....	122.778 h.	2.302 h.	182.903 h.	3.208 h.	205.044 h.	2.307 h.
Blé tendre.	»	»	1.499 h.	2.796 h.	13.463 h.	5.036 h.
Orge.....	79.189 h.	1.692 h.	172.066 h.	3.338 h.	204.822 h.	1.967 h.

Les mêmes constatations peuvent être faites pour les cultures secondaires :

Fèves..... 758 ha. en 1915 ; 12.553 ha. en 1920 ; 14.562 ha. en 1923.
 Pois chiches 5.342 ha. en 1915 ; 11.537 ha. en 1920 ; 13.174 ha. en 1923.

(1) Les chiffres de 1924 indiquent :

	indigènes	européens
Blé dur.....	227.352 ha.	2.743 ha.
Blé tendre.....	19.231 ha.	6.232 ha.
Orge.....	231.085 ha.	1.525 ha.

On pourrait multiplier les exemples (1).

L'augmentation du nombre d'hectares qui ressort du rapprochement de ces chiffres provient dans doute un peu des perfectionnements réalisés dans les méthodes de recensement (car il est impossible de faire abstraction complète de ce facteur) ; mais elle provient surtout de l'augmentation desensemencements dans la zone pacifiée. Nous avons apporté dans le pays la paix, c'est-à-dire que nous avons donné à l'agriculteur le loisir de semer et la certitude de récolter. Le fisc, d'autre part, n'entrave pas l'essor agricole ; le sol chaque jour est mis davantage en valeur, aussi bien par l'indigène que par le colon européen ; de nombreux hectares, chaque année, sont défrichés et ensemencés. Et l'augmentation de l'impôt, consécutive à cette augmentation des emblavures, résulte réellement de l'accroissement de la richesse agricole (2).

*
* * *

Parmi les éléments qui interviennent dans l'augmentation de l'impôt, nous avons noté, en premier lieu, l'extension territoriale de la zone fiscale. Peut-être n'est-il pas inutile, à cette occasion, de voir comment l'administration procède dans l'imposition des nouvelles tribus soumises à l'autorité du Makhzen,

(1) Le tableau n'est pas moins significatif dans une autre région depuis 1915 soumise au Tertib, les Doukkala :

	1915		1923		1924	
	indigènes	européens	indigènes	européens	indigènes	européens
Blé dur...	25.580 h.	626 h.	76.153 h.	1.592 h.	81.878 h.	1.699 h.
Blé tendre.	»	»	1.363 h.	837 h.	4.556 h.	1.473 h.
Orge.....	61.763 h.	635 h.	128.689 h.	1.263 h.	142.328 h.	1.440 h.

(2) BONZOM (*op. cit.*, p. 122) dit que l'achour, en Tunisie, s'est accru du tiers par le seul fait de l'augmentation des emblavures. Il est assez difficile, pour le Maroc, d'exprimer exactement par des chiffres l'augmentation de l'impôt provenant uniquement de l'augmentation des ensemencements, car il faudrait la dégager des autres facteurs qui concourent à sa progression : variation des tarifs et valeur propre de la récolte, indépendamment de l'extension de la zone imposable. En Tunisie, la zone soumise est fixe, le tarif reste le même et la qualité des récoltes a moins de répercussion qu'au Maroc où les catégories comprennent des rendements plus élevés.

Avant 1920, date de la révision des taux d'imposition, les tarifs ont peu varié. Ils restent à peu près les mêmes, en 1915 et en 1919. Mais la récolte de 1919 fut nettement inférieure à celle de 1915 ; et, en Chaouïa (région non affectée par l'extension de la zone imposable), l'achour, malgré l'accroissement des emblavures, ne passe de 2.900.000 francs en 1915 qu'à 3.120.000 francs en 1919, à cause des rendements plus bas des cultures imposées ; et l'augmentation très faible du produit de l'impôt traduit d'une manière insuffisante l'augmentation

c'est-à-dire comment le Tertib lance ses antennes en pays rallié.

La mise en pratique du Tertib tel qu'il fonctionne dans les régions pacifiées ne peut évidemment pas être envisagée dans les territoires récemment soumis. Les habitants se sont en général considérablement appauvris dans le temps qu'ils ont combattu ; leurs troupeaux ont été en partie décimés par la longueur des hivers passés en montagne ; ils étaient privés, en outre, de la plus grande partie de leurs terrains de labour dont beaucoup sont restés improductifs. Ces tribus doivent pouvoir se refaire le plus rapidement possible ; leur loyalisme sera d'autant plus complet que leur bien-être augmentera. Il y a lieu de considérer, d'autre part, que ces populations participent à des travaux de pistes, fournissent au commandement des chevaux et des partisans, assurent la garde des frontières, et que ces obligations, quoique rétribuées, pour la plupart, n'en constituent pas moins un véritable tribut en nature. Cependant, il est indispensable que ces fractions acquittent l'impôt, signe matériel de la soumission ; mais il y a un intérêt politique majeur à ce que cet impôt soit très léger pour la première fois. Il est nécessaire que le taux en soit fixé avec beaucoup de prudence, afin d'éviter qu'un ensemble de charges trop lourdes ne cause du mécontentement. Le malaise qui en résulterait ne manquerait pas de produire un effet très fâcheux sur les éléments encore dissidents ; et il est évident que nous amènerons ceux-ci à nous d'autant plus rapidement que leurs frères soumis se sentiront plus à l'aise sous le nouveau régime.

C'est à cette nécessité que correspond le Tertib de principe. Le Tertib de principe est un impôt forfaitaire, une somme globale que constate la Direction générale des Finances sur la

des ensemencements (rien que pour le blé, les superficies emblavées passent de 125.000 hectares à 185.000 hectares et, pour l'orge, de 81.000 hectares à 175.000 hectares). De 1920 à 1923, il y a une diminution d'un quart environ dans les tarifs ; les rendements sont à peu près identiques pour ces deux années ; le montant de l'achour est de 10.186.000 francs en 1920 et de 10.393.000 francs en 1923, c'est-à-dire à peu près le même ; mais, à cause du gros fléchissement dû à l'abaissement des tarifs, cette identité du produit de l'impôt est, en réalité, une augmentation qui résulte de l'augmentation des emblavures (celles-ci passent, pour le blé, de 186.000 hectares à 207.000 hectares et, pour l'orge, de 175.000 hectares à 206.000 hectares).

proposition du chef militaire qui commande la circonscription imposée de la sorte. L'officier des renseignements, sur place, est, en effet, le seul qui puisse exactement se rendre compte de la situation et fixer convenablement le montant de la taxe à percevoir. On laisse également aux chefs des bureaux locaux le soin de répartir l'impôt dont ils ont apprécié les conditions d'établissement ; de même, ils sont juges des tempéraments à apporter, si besoin, au moment du recouvrement. A cette époque, presque en même temps que la rentrée de l'impôt, il est bon d'entreprendre quelques travaux d'utilité publique, tels que l'aménagement de pistes, de points d'eau, de fondouks, d'infirmes, d'écoles ; cela matérialise, aux yeux des indigènes, l'usage que fait le Makhzen des sommes que, pour la première fois, ils sont appelés à lui verser. Le Tertib de principe va, autant que possible, en se rapprochant des règles en vigueur ; mais la plus grande liberté qu'il offre permet d'agir avec toute la modération et toute la circonspection voulues vis-à-vis de populations délicates à manier. C'est l'étape nécessaire vers une imposition plus rationnelle ; et, quand l'heure paraît venue, sur rapport du chef de région, le Tertib régulier est établi sans heurt, les opérations se trouvant facilitées par les expériences antérieures (1).

Il faut cependant reconnaître que le Tertib de principe est un pis-aller qui ne permet pas une vérification sérieuse et qui laisse trop de marge à l'arbitraire. Aussi, la Direction générale des Finances préfère-t-elle adopter le procédé du recensement exact, conduit avec tout le doigté désirable par des officiers

(1) Le Tertib de principe est actuellement appliqué à certaines tribus de la région de Fez (Beni Mesguilda) et d'Ouezzan (Rhouna, Ahl Roboa) ; à quelques ksour du Maroc oriental autour de Bou Denib (Rich, Talsint, Ich, Gourama) ; dans le Tadla, à certaines fractions des Zaïane (Khenifra) et des Aït Youssi (Engil) ; au sud de Marrakech, à quelques tribus montagnardes relevant du commandement du Glaoui, du Mtougui et du Goundafi ; enfin, dans le Sous, à quelques caïdats autour de Taroudant, ainsi qu'aux confins de la marche de Tiznit. Le montant du Tertib de principe est très variable suivant les années ; en 1920, il était de 1.000.000 de francs, et, en 1921, de 600.000 francs seulement ; en 1923, il atteint de nouveau 1.000.000 et, en 1924, retombe à 800.000 francs. Ces fluctuations s'expliquent par le fait que la zone frontière où s'applique cet impôt est elle-même très mobile ; les gains territoriaux sont plus ou moins importants, suivant les campagnes ; les tribus sont plus ou moins éprouvées, plus ou moins riches et ne peuvent pas supporter toutes les mêmes charges ; et, selon les services rendus par ailleurs, la contribution qui leur est demandée est plus ou moins élevée.

qualifiés, et faire suivre la constatation des droits d'une décision de dégrèvement partiel. Cette remise politique d'une partie de l'impôt a été très heureusement pratiquée dans la région de Taza, où il avait été consenti des dégrèvements de 50 % et de 75 % avant la mise en recouvrement des rôles (1). C'est ainsi qu'on avait procédé à Oudjda en 1920 : une réduction de 50 % avait été accordée sur les tarifs de la zekat pour ménager la transition, lors du rattachement du Maroc oriental à la partie occidentale de l'Empire Chérifien (2). De même, à Bou Denib et à Bou Anan, un tarif spécial fut appliqué aux animaux en raison de la proximité de ces postes des tribus du Sud-algérien (Colomb-Bechar) où il n'est encore perçu qu'un impôt de principe. C'est ainsi qu'on procède encore à l'égard de certaines fractions du front nord de Fez qui se trouvent en contact avec les tribus rebelles du Riff. Cette méthode a non seulement l'avantage d'habituer, peu à peu, les indigènes à un recensement régulier, qui assure une répartition des charges proportionnée à la fortune de chacun et met le fellah à l'abri des taxations arbitraires de ses chefs, mais encore elle permet de rassembler déjà les éléments d'un premier inventaire des richesses du pays nouvellement soumis et d'en dénombrer exactement la population, ces renseignements statistiques présentant une utilité à la fois fiscale et économique.

* * *

Une bonne statistique est nécessaire pour l'étude de l'économie rurale d'un pays. L'agriculture constitue la principale ressource du Maroc ; elle est à la base de son avenir économique. Il est donc intéressant de faire ressortir par des chiffres les éléments de cette richesse et de marquer les progrès réalisés

(1) Déjà, à Fez, en 1915, un dégrèvement de 1.000.000 de francs avait été accordé, en raison de certaines considérations politiques.

(2) La zekat, dans le Maroc oriental, ne portait pas sur les chevaux, les mulets et les ânes, et le tarif était moins élevé que celui du Tertib pour les animaux soumis à l'impôt ancien. L'achour ne portait également que sur les cultures de blé et d'orge, à l'exclusion des autres. L'atténuation de l'achour fut obtenue au moyen d'une évaluation modérée des rendements. Mais, pour la zekat, le dégrèvement s'imposait, car la plupart des tribus nomades, telles que les Beni Guil, n'ont pas de cultures, mais seulement des troupeaux.

dans ce domaine. Malheureusement (1), les moyens d'investigation sont encore précaires dans un pays ouvert depuis peu et incomplètement aux observations méthodiques permettant l'établissement de statistiques rationnellement fondées sur des données comparables entre elles. Ainsi la superficie des régions varie suivant les progrès de la conquête et les étapes de la pacification. L'étendue des terres cultivées ne peut encore être déterminée d'une façon rigoureusement exacte. Il n'existe pas d'autre recensement des produits agricoles que les indications fournies annuellement par le Tertib ; ce sont les seuls éléments de calcul. Il n'y a pas de cadastre au Maroc. Les surfaces ne peuvent être déterminées que d'après les barèmes permettant de convertir en hectares les quantités de semences mises en terre (2). Ces quantités sont elles-mêmes déclarées par les contribuables et rectifiées, éventuellement, par les chefs indigènes et par les contrôleurs français. Les cultures non déclarées ne peuvent être relevées que grâce à une surveillance très étroite. La production ne peut être estimée que d'après les évaluations du rendement moyen des cultures, faites par les commissions chargées d'asseoir l'impôt. En ce qui concerne les arbres fruitiers, ne sont comptés que les pieds en production, les autres cultures arborescentes n'étant pas mentionnées parce que non imposées. De même pour le cheptel, ne sont recensés que les animaux ayant atteint l'âge imposable, c'est-à-dire sevrés. L'organisme statistique n'est donc pas autre chose que l'organisme fiscal lui-même, qui fonctionne dans chaque tribu soumise (3). L'inventaire vaut ce que vaut l'instrument qui permet de l'établir. Les renseignements, obtenus avec le plus de garantie possible, sont récapitulés en fin d'année, par région et par caïdat, au service central des impôts. La statistique du Tertib permet ainsi d'avoir, pour chaque campagne agricole :

(1) Cf. *Annuaire Economique et Financier du Protectorat* (agriculture).

(2) Les cultures dérobées ne sont pas inscrites et, dans le cas de cultures associées, la superficie totale est attribuée à la culture principale ; mais ceci n'a qu'une importance statistique négligeable, étant donné le nombre restreint d'agriculteurs effectuant des cultures dérobées ou associées.

(3) Le nombre des caïdats s'élève environ à 300 ; leur superficie est variable ; elle dépend essentiellement des besoins d'existence de la tribu et se trouve quelquefois subordonnée à des considérations d'ordre politique.

1^o Le détail, par nature de culture, des surfaces ensemencées dans chaque circonscription, d'une part par les Européens et d'autre part par les indigènes.

L'*Annuaire économique et financier du Protectorat* publie, tous les ans, le tableau de ces superficies, établi par les soins de la Direction générale de l'Agriculture d'après les données fournies par le bureau du Tertib (1) ;

2^o Le rendement moyen, en quintaux, et par région, de chacune des cultures annuelles imposées ;

3^o La production, en quintaux, de ces cultures annuelles, suivant les régions.

Les cultures sont réparties par les commissions du Tertib en catégories, d'après le rendement présumé de la récolte (3/5, 6/9, 10/14, etc.) ; pour obtenir la production, il suffit de multiplier les surfaces (nombre d'hectares) par les rendements (nombre de quintaux). Pour la campagne 1914-1915, les surfaces ont été multipliées par le chiffre moyen des rendements de chaque catégories (4, 7 1/2, 12, etc.) ; depuis 1916, la Direction de l'Agriculture a préféré multiplier les surfaces par le chiffre le plus bas de chaque catégorie (3, 6, 10, etc.), pour corriger ce que pourraient avoir d'exagéré les évaluations de certaines commissions du Tertib. Les chiffres de production ainsi obtenus sont, à notre avis, inférieurs à la réalité ; car, contrairement à l'opinion soutenue par la Direction de l'Agriculture, les commissions ont plutôt tendance à sous-estimer les rendements au moment de l'évaluation du degré de réussite des cultures ;

4^o Le nombre de pieds d'arbres fruitiers, par essence, et le nombre d'hectares de vignes à l'européenne (c'est-à-dire en plantation régulière), détenus dans chaque région par les Européens d'une part et par les indigènes d'autre part (2) ;

(1) Il nous paraît inutile de reproduire ici ces indications ; nous prions le lecteur de vouloir bien se reporter aux tableaux publiés dans l'*Annuaire* (chapitre : Agriculture), il y trouvera également le tableau annuel des rendements moyens, de la production, des arbres et des animaux, d'après les résultats généraux du Tertib.

(2) Il manque, à la suite du relevé des arbres fruitiers, le tableau de la production fruitière et viticole du Maroc. Le Tertib ne pourra fournir les renseignements nécessaires à ce sujet que lorsque le dahir du 11 mars 1915 sera mis en application.

5° La composition du cheptel marocain, par espèce d'animaux, par région, en distinguant les propriétaires européens ou indigènes.

Cette statistique annuelle permet, en outre, d'avoir d'une façon indirecte le recensement de la population agricole indigène et européenne, par région et par caïdat. Grâce à l'institution des prestations (1924), qui sont établies en même temps que le Tertib et par les mêmes agents, il sera possible d'arriver à une plus grande précision à cet égard.

Pratiquement, la valeur du travail statistique (comme du travail fiscal) dépend de l'activité du service de contrôle chargé de la vérification des déclarations du Tertib. Les résultats obtenus, encore que sujets à caution, puisque les intéressés ont un intérêt direct à dissimuler leurs biens pour diminuer leur contribution annuelle, ne sont cependant pas, dans l'ensemble, éloignés de la vérité si l'on tient compte, par ailleurs, de la tendance contraire des chefs indigènes qui, rémunérés au moyen d'un pourcentage sur le produit de l'impôt, s'efforcent d'obtenir les quantités imposables les plus élevées. L'organisation actuelle de nos méthodes au Maroc donne des résultats assez complets en matière de statistique agricole. Toutefois, tant qu'il n'existera pas de cadastre parcellaire, l'évaluation des surfaces ne pourra se faire avec quelque précision que pour celles sur lesquelles on effectuera la récolte. Actuellement, les documents possédés par le bureau du Tertib constituent la meilleure collection de renseignements concernant la production locale ; et la statistique ainsi basée sur les données de l'impôt agricole atteint une précision qui n'est pas toujours obtenue dans d'autres pays (1). Ces tableaux présentent chaque année le bilan de la richesse agricole du Protectorat. L'utilité de ces inventaires dépasse le point de vue fiscal ; ils sont proprement du domaine économique et commercial ; et ils rendent, dans les circonstances actuelles, les plus grands services à la Direction de l'agriculture, du commerce et de la

(1) RIVIÈRE et LECQ (*op. cit.*, p. 886) écrivaient que les statistiques agricoles de l'Algérie étaient dressées d'une façon défectueuse et qu'elles fourmillaient d'inexactitudes.

colonisation, en permettant de « faire le point », de mesurer le chemin parcouru, en faisant constater les progrès ou les reculs, en éclairant la route d'une manière significative en vue du développement général du pays.

CHAPITRE II

LA VALEUR DU TERTIB

Le Tertib et le contribuable. — Les reproches adressés au Tertib. — Les améliorations intérieures nécessaires. — Le Tertib et l'État. — Considérations générales.

C'est principalement à cause de l'état lamentable de ses finances que le Gouvernement Chérifien a péri ; c'est par ses finances assainies sous notre direction qu'il a été régénéré. Avec les droits de douane, le grand impôt agricole du Tertib résume la vie financière du Maroc. Le crédit du pays repose, en majeure partie, sur lui. L'impôt direct, pilier de toutes les fiscalités, est une nécessité de la vie économique moderne. Nous avons trouvé le Tertib dans la tradition marocaine ; et, plutôt que d'essayer de lui substituer un système impositaire métropolitain, nous l'avons gardé précieusement. Les meilleurs impôts sont ceux que le temps a consacrés, en pays musulman surtout, où l'impôt direct n'est admis que s'il est basé sur la loi coranique. Nous avons modernisé l'achour et la zekat ; à la vieille plante enracinée dans le passé, nous avons greffé les rejetons utiles qui élaborent une sève nouvelle. C'est la formule même du Protectorat qui a trouvé là son application. Enfin, nous avons fait payer le Tertib par tout le monde, et cette innovation, au Maroc, correspond à une création d'impôt.

Il est incontestable que le vieil impôt agricole a été perfectionné. Il est non moins vrai que des améliorations restent encore à y apporter. Celles-ci peuvent, si l'on veut, comprendre des retouches d'ordre intérieur et des mesures d'ordre général. Nous examinerons, au chapitre suivant, ces mesures

générales qui touchent au développement de la colonisation et à la mise en valeur du pays. Pour le moment, nous envisagerons seulement les corrections intérieures qu'il y aurait lieu d'introduire en vue d'améliorer le fonctionnement du Tertib et d'échapper aux critiques qui lui ont été adressées. Mais toutes ces critiques n'ont pas le même fondement.

On a reproché au Tertib d'être basé sur le produit brut et non sur le produit net de la récolte. Déjà, pour tenir compte de cette objection, le taux a été fixé à 5% au lieu de 10% (1), ainsi que le voudrait la traduction du mot « achour ». En outre, il n'est pas possible d'aller plus loin dans le détail. En France, où l'on possède des moyens perfectionnés d'assiette, on a dû renoncer à déterminer le revenu réel des exploitations ; l'exemple ne paraît donc pas devoir être suivi, d'autant que la mesure serait d'une application très difficile avec les indigènes. Il ne saurait être question de songer à un impôt sur le revenu net personnel et de dépouiller la comptabilité de chaque cultivateur. D'ailleurs, le Tertib n'est qu'un impôt sur la récolte et non sur le revenu.

On a critiqué l'assiette du Tertib, et l'on a proposé de « définir la terre par l'immatriculation et d'en apprécier les qualités une fois pour toutes ». Cela reviendrait à établir un cadastre parcellaire, et cette gigantesque opération a coûté bien cher à la France et a duré un demi-siècle. Le Tertib ne serait plus alors qu'un simple impôt foncier et n'atteindrait pas les bénéfices de l'exploitation. Or, l'impôt agricole au Maroc tient justement lieu d'impôt foncier et d'impôt sur les bénéfices agricoles qui tous deux frappent la terre française (2).

On a critiqué également l'évaluation de la récolte sur pied, ce procédé d'estimation ne conduisant pas à des résultats suffisamment certains ; et l'on a préconisé d'attendre le résultat

(1) C'est également pour tenir compte de la différence pratique existant entre le prélèvement du dixième en nature (revenu brut exact) tel qu'il se pratiquait jadis, et l'actuel prélèvement forfaitaire en argent que l'on s'en est tenu au taux moyen de 5%.

(2) Le Tertib, au Maroc, est le seul impôt des campagnes. En France, le cultivateur paie l'impôt sur les bénéfices agricoles, l'impôt foncier sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties, et l'impôt complémentaire sur l'ensemble des revenus. Nous avons vu que ces dispositions avaient été étendues à l'Algérie en 1918.

des battages pour avoir une base exacte. Une vérification faite à cette date donnerait, en effet, un chiffre d'une précision absolue. Mais il est matériellement impossible d'envoyer un contrôleur auprès de chaque cultivateur juste au moment où celui-ci procède à ses battages, et l'on est obligé de s'en tenir à une évaluation plus sommaire. Il faut d'ailleurs reconnaître que les chiffres fournis dans la pratique sont suffisants, car l'estimation étant faite à une époque assez rapprochée de la récolte, les agents techniques du Tertib déterminent aisément la catégorie exacte dans laquelle les cultures vérifiées doivent être classées. Ce n'est pas, en effet, un rendement précis que veut frapper l'impôt, mais une catégorie de rendement moyen, établie de manière à laisser une certaine marge à l'effort personnel. C'est pour cette raison qu'il n'a pas été donné suite aux demandes présentées tendant à multiplier les catégories adoptées. Le mieux est l'ennemi du bien (1).

Certains groupements ont demandé que l'administration chérifienne accorde aux contribuables la faculté de payer leurs impôts directs suivant le régime adopté en France, et en Algérie, par tiers, quart ou douzième. Mais ce mode de paiement, s'il offre quelques facilités à ceux que gêne l'obligation de s'acquitter en une seule fois, n'est pas sans présenter pour eux des inconvénients, puisqu'il les place sous le coup de poursuites dès qu'un douzième n'est pas payé à son échéance. Par ailleurs, la situation au Maroc n'est pas la même qu'en France. Le cultivateur indigène a, de tout temps, payé l'impôt sitôt la récolte vendue, et il n'est pas besoin d'insister sur les difficultés presque insurmontables auxquelles se heurterait l'Etat s'il atten-

(1) Déjà, en 1917, on avait demandé d'établir une classification qui admettrait un plus grand nombre de catégories de rendement. La Direction générale des Finances n'a pas cru devoir retenir cette suggestion. En effet, il y a une grosse difficulté matérielle à évaluer à un quintal près le degré de réussite d'une récolte sur pied, et la plupart des agents d'assiette, surtout en zone militaire, seraient incapables d'arriver à cette juste estimation. Au surplus, la multiplication des catégories établies ne donnerait qu'une simple apparence de taxation plus équitable. Ce n'est pas le rendement exact, mais un rendement moyen que l'impôt veut frapper. Il ne cherche pas une précision trop absolue ; il l'évite, il s'en défend. Le Tertib veut faire profiter l'agriculteur d'une marge assez étendue qui lui laisse le bénéfice de ses efforts. De la sorte, le paresseux est taxé plus lourdement que le bon travailleur ; l'excédent de rendement au-dessus de la moyenne la plus ordinairement obtenue n'est pas imposé et reste l'exclusive récompense de l'industrie et de l'habileté déployées.

dait, pour réclamer le versement des contributions, que l'indigène ait fait emploi du produit de cette vente. D'autre part, les Européens ne sont pas tous établis à demeure comme en France, et il est parfois difficile au percepteur d'apprécier la situation de fortune de chacun avec assez de sûreté pour accorder d'office de tels délais de paiement sans compromettre le recouvrement lui-même. D'où la nécessité, dans la plupart des cas, de percevoir le Tertib dès l'enlèvement de la récolte. En fait, les receveurs des impôts, loin de refuser le paiement par acomptes, les acceptent dans la pratique chaque fois qu'ils se sentent en présence de contribuables de bonne volonté ; ils engagent souvent même leur responsabilité pour faciliter aux redevables peu aisés l'acquittement de leur dette. Le fisc marocain est, en réalité, beaucoup plus large, beaucoup plus coulant que celui de France. Le très petit nombre de contraintes décernées et de poursuites faites en témoigne d'une façon péremptoire.

Est-ce donc à dire que le Tertib soit parfait et n'ait pas besoin d'être révisé? Nullement. Des améliorations peuvent et doivent être apportées : en effet, quelques-unes sont possibles et d'autres sont indispensables. Voyons quelles seraient et quelles sont les mesures à prendre.

On a fait valoir, et ce grief contient une part de vérité certaine, que quel que soit finalement le rendement de la récolte un minimum de capital, d'efforts et de frais est nécessaire pour cultiver une terre. Il faut bien reconnaître que le bénéfice de l'agriculteur est d'autant moindre que le produit brut est plus faible. La Direction générale des Finances s'est alors demandé si, au lieu d'appliquer un tarif proportionnel comme celui qui est actuellement en vigueur, il ne serait pas plus équitable d'adopter le système dégressif couramment pratiqué dans les fiscalités modernes. Il semble qu'il y ait là des dispositions intéressantes à prendre, et un rapport fourni sur la matière indique quelle pourrait être la méthode à employer. Lorsque la culture est nettement rémunératrice, c'est-à-dire lorsque le rendement atteint au moins 10 quintaux à l'hectare, le taux de 5% actuellement pratiqué continuerait à jouer. On admet-

trait même qu'une très bonne récolte, d'un rendement de 15 quintaux, paierait 5 1/2 ou 6 %. Au-dessous, pour un rendement de 6 à 9 quintaux on appliquerait un taux réduit, 4 1/2 ou 4 % par exemple ; pour un rendement de 3 à 5 quintaux le taux serait encore abaissé et tomberait à 3 1/2 ou 3 % (1). Enfin, pour les rendements inférieurs à 3 quintaux il y aurait, comme aujourd'hui, pour certaines cultures, exemption complète d'impôt. C'est là une conception qui mérite certainement de retenir l'attention. Mais, pour vérifier les possibilités d'application d'un tel système, de minutieuses statistiques sont indispensables, en vue de faire ressortir notamment le montant de l'impôt payé par tranche de rendement dans les dernières années. Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que cette réforme entraînerait, dans les années moyennes, un certain déficit dans les recettes budgétaires. Aussi convient-il de ne se lancer que très prudemment dans cette voie. C'est seulement lorsqu'on aura réuni les éléments d'information nécessaires qu'il sera possible de prendre une décision en toute connaissance de cause.

Sans nous dissimuler ce que l'application de cette mesure aurait parfois de délicat, il nous semblerait utile d'envisager l'octroi au Directeur général des Finances du pouvoir de prononcer gracieusement, dans certaines circonstances et pour des cas particulièrement intéressants, en exigeant des intéressés toutes justifications utiles et en s'entourant des garanties nécessaires, des dégrèvements de partie ou de la totalité de l'impôt, de même qu'il a actuellement le pouvoir de faire remise partielle ou totale des pénalités légalement encourues et de prononcer le dégrèvement des cotes qui sont reconnues former surtaxe. La raison donnée jusqu'ici pour ne pas appliquer cette mesure au Maroc est que le Tertib est avant tout un impôt indigène ; telle réglementation excellente dans la métropole peut dépasser le but si on l'applique ici ; il y a des différences fondamentales d'habitudes et d'existence qui font qu'une vérité au delà de la Méditerranée peut être une erreur

(1) Tous ces chiffres, bien entendu, ne sont donnés qu'à titre d'indication.

en deça. Pour tempérer cependant la rigueur du règlement, on a prévu l'inscription au budget de l'Agriculture de crédits permettant d'allouer des secours aux colons éprouvés, et l'on a laissé, d'autre part, toute latitude aux autorités locales pour demander aux sociétés indigènes de prévoyance des prêts non remboursables en faveur des fellahs sinistrés. Quoi qu'il en soit, dans certains cas déterminés, récolte nettement déficitaire, incendie de meules, accident grave de travail, famille nombreuse, il y aurait intérêt à prévoir la possibilité d'accorder des remises proportionnelles au dommage subi ou aux charges réellement supportées. Le Gouverneur Général de l'Algérie, en vertu du décret du 12 avril 1897, peut prononcer des dégrèvements ou des remises gracieuses d'impôt. Pareille disposition pourrait être introduite dans la loi marocaine (1).

La Direction générale des Finances a reconnu urgent de mettre en vigueur les règles prévues pour le Tertib des arbres fruitiers. Nous avons vu que la question s'était posée principalement pour la vigne. Mais il n'est pas possible de mettre en application le dahir du 11 mars 1915 sans apporter des retouches importantes au tableau qui fixe l'âge de la production normale des arbres fruitiers. Ce qui, en cette matière, était vrai en 1915 ne l'est plus absolument en 1925. Des procédés culturaux modernes par plants racinés permettent aujourd'hui au viticulteur d'escompter un rendement dès la deuxième année, et parfois même dès la première. La durée d'exonération prévue il y a dix ans ne correspond donc plus à la réalité, et le texte de 1915, pour devenir opérant, devra être réadapté aux conditions nouvelles. Cette indispensable révision, qu'il importe de faire très vite, et non pas seulement pour la vigne, donnera à l'impôt des arbres fruitiers plus de logique et d'exactitude. Le manque de personnel peut faire craindre encore un certain retard dans le recensement général des arbres prescrit par le dahir. Mais, dès à présent, il est possible d'adopter un compromis entre le tarif forfaitaire établi et le tarif *ad valorem* prévu et d'appliquer un système transi-

(1) La réglementation de 1918, en Algérie, prévoit des réductions d'office pour charges de famille (cf. *B. O.*, n° 2401, p. 124).

toire qui tiendrait un peu plus compte de la production. On pourrait envisager pour la vigne quatre catégories de rendement et de tarif, par exemple :

1^o Récolte nulle (de 0 à 10 hectolitres) : exonération totale ;

2^o Récolte passable (de 10 à 30 hectolitres) : 40 francs d'impôt ;

3^o Récolte bonne (de 30 à 60 hectolitres) : 70 francs d'impôt ;

4^o Récolte très bonne (au-dessus de 60 hectolitres) : 100 francs d'impôt.

Ce classement, qui reste basé sur la valeur du fonds exploité (car ce n'est pas tant la valeur de la récolte que la valeur du fonds productif qui a servi de base au calcul de l'imposition), apporterait plus de clarté et, semble-t-il, plus d'équité, surtout dans les cas extrêmes. Mais cette tarification ne saurait être que provisoire, et l'on ne doit la considérer que comme une étape vers un système plus rationnel qui tienne compte du rendement des vignobles, comme des cultures annuelles (1).

S'il est indiscutable que l'assiette de l'impôt s'améliore chaque jour, surtout dans les circonscriptions où opèrent les contrôleurs du Tertib, s'il est admis que les méthodes en vigueur donnent à cet égard des résultats concluants, on ne peut que regretter qu'il n'en soit pas de même en ce qui concerne le recouvrement de la contribution. Il ne s'agit pas ici de la perception du Tertib européen qui s'opère normalement ; il n'est question que du Tertib indigène et de l'insuffisance du contrôle exercé à l'endroit des collecteurs en tribu. Il ne faut pas que l'effort déployé dans la fixation de plus en plus exacte des facultés imposables du fellah devienne inutile du fait des cotisations supplémentaires demandées par les caïds ou par les chioukh au moment du recouvrement. Hâtons-nous de dire que, dans certaines régions, une surveillance effective des autorités locales évite ces exactions ou les réduit considérablement. L'éducation des chefs et aussi des administrés ne

(1) Il serait naturellement tenu compte, dans la fixation des tarifs, des frais grevant la culture de la vigne qui sont beaucoup plus élevés que pour la culture des céréales.

peut se faire que par la moyen d'un contrôle sérieux. Mais ce contrôle bienfaisant et nécessaire n'est pas exercé partout avec la même rigueur ; il exige, en effet, la présence constante d'un agent français dans le bled, et le personnel des bureaux de contrôle est souvent numériquement insuffisant pour permettre l'application stricte de ce procédé. Il paraît donc indispensable d'étendre, en l'espèce, le rôle des contrôleurs du Tertib et de leur confier, dans les circonscriptions où ils sont affectés, la surveillance des opérations de recouvrement. Aucun obstacle matériel n'empêche de réaliser cette mesure utile, la perception du Tertib s'effectuant entre l'époque où le contrôle de l'assiette est terminé et où les travaux de la campagne suivante ne sont pas encore commencés. Les contrôleurs civils resteraient chargés de la surveillance politique de la rentrée de l'impôt ; et le Makhzen ne trouverait pas singulier que le contrôle du Tertib s'exerçât jusqu'à l'achèvement des opérations. La protection que cette méthode offrirait à l'indigène milite en faveur de son application immédiate. Ainsi se compléterait d'une façon heureuse l'action des agents des impôts ; et un recrutement plus intensif, permettant d'augmenter le nombre des circonscriptions de contrôle, assurerait promptement la continuation de l'œuvre entreprise (1).

Nul ne conteste la garantie réelle que le Tertib, d'une manière générale, présente pour le contribuable. Mais ce n'est là qu'un aspect de la question. Nous devons également nous demander s'il présente les mêmes avantages pour l'Etat.

Le Tertib satisfait à cette condition d'être très élastique et de pouvoir suivre sans effort l'augmentation de la fortune agricole. Pour le Maroc, où l'agriculture et l'élevage sont appelés à un grand développement, cette considération est très importante ; point n'est besoin de créer de nouveaux impôts sur cette source de revenus ni d'augmenter le taux de la contribution dont le produit croît à mesure que croît la richesse agricole. En revanche, le Tertib a le défaut d'être directement

(1) On prévoit, actuellement, au budget le recrutement de trois ou quatre contrôleurs du Tertib chaque année ; il faudrait au moins doubler ce chiffre pour étendre territorialement leur action d'une manière efficace.

affecté si une crise passagère sévit sur le pays. Cet impôt, fonction de la récolte et des cours, est soumis par nature à des fluctuations qui rendent malaisées les évaluations budgétaires. Un siroco intempestif peut venir décevoir les plus légitimes espérances ; le simple jeu des prix de vente peut contrarier au dernier moment les plus justes prévisions. Mauvaise récolte, épizootie, fléchissement des cours, baissent inévitablement le Tertib. Les intérêts des particuliers restent sauvegardés, puisque l'impôt, basé sur le rendement et la valeur, s'adapte mécaniquement aux facultés contributives. Il n'en est évidemment pas de même pour l'Etat. Celui-ci s'est donc vu dans la nécessité, pour assurer une plus grande fixité de ses recettes, de créer des impôts nouveaux, mais organisés de manière à frapper d'autres sources de revenus. Ce ne sont pas seulement des correctifs, mais aussi une forme de justice fiscale. Le Tertib, en effet, frappe la richesse agricole ; la taxe urbaine atteint les loyers des villes. Le système des impôts directs au Maroc ne serait pas logique ni complet s'il ne comportait pas une part prélevée sur le commerce et l'industrie. L'impôt des patentes a été créé en 1920 pour demander à ces professions lucratives les ressources supplémentaires réclamées par les besoins grandissants du Trésor.

Les tendances du Gouvernement Chérifien sont donc nettement de diversifier les taxes au lieu de les intensifier, c'est-à-dire de faire appel, pour les nouveaux sacrifices, à de nouvelles couches de contribuables, et de garder en matière de taux une juste modération. Cette ligne de conduite est dictée par le souci évident de ne pas entraver le développement de l'agriculture au Maroc. La première richesse étant ici presque uniquement agricole (labourage et pâturage sont aussi les mamelles de cette province), l'impôt a nécessairement une base agricole avant tout. C'est la clef de voûte de l'édifice budgétaire. Mais l'Etat ne demande au Tertib que la juste contribution due par les cultivateurs ou les éleveurs (1) ; et

(1) Il est à noter que l'élevage des volailles ne donne pas lieu à imposition au Tertib. On sait cependant qu'il a une grande extension au Maroc et que les exportations d'œufs dépassent, chaque année, plusieurs dizaines de millions de francs.

les charges réparties d'une manière égale sur la population européenne et indigène ne peuvent constituer un fardeau pour personne.

Il est très malaisé de concilier les intérêts opposés du contribuable et du fisc. Sans doute le Tertib n'attirera-t-il jamais l'entière sympathie de ceux qui y sont assujettis ; aucun impôt ne connaît une telle faveur. Du moins, est-il impossible de ne pas convenir de sa loyauté. Le Tertib est un impôt dont il ne faut pas médire, car il possède de réelles qualités. Il a tout d'abord le mérite de procurer des ressources importantes à l'Etat, et c'est une considération qui compte. D'autre part, il participe aux avantages des anciens impôts, en ce qu'il respecte le secret des affaires du contribuable, et des impôts modernes, en ce qu'il s'établit au moyen de déclarations, c'est-à-dire avec la collaboration des redevables, et suit par une mise au point constante les fluctuations de la matière imposable. Enfin, du point de vue de l'équité, il est incontestable qu'il reste en rapport constant avec le rendement des exploitations agricoles qu'il frappe. Nous ne saurions mieux faire que de rappeler en quels termes M. PIÉTRI, l'ancien Directeur général des Finances au Maroc, vante l'excellence du Tertib(1). « J'ai, dit-il, la plus vive admiration professionnelle pour le Tertib, et je le considère comme un monument fiscal d'une rare perfection, faisant le plus grand honneur à ceux qui l'ont construit... Le Tertib est un compromis extrêmement judicieux entre le système détestable de l'impôt foncier français et le type ultra-moderne des impôts sur déclaration... Le contribuable et le fisc, au lieu de s'éviter par principe et de se combattre par nécessité, collaborent. L'un déclare ses quantités cultivées qu'il serait inexcusable de ne point connaître, l'autre détermine le rendement multiplicateur, élément d'ordre technique, que l'agriculteur peut ignorer ou qu'il serait tenté plus volontiers de frauder... Ce n'est pas l'impôt sur la terre, formule rigide et décourageante ; c'est l'impôt sur la récolte, c'est-à-dire sur le revenu annuellement présumé de la terre,

(1) Cf. PIÉTRI : *Les finances au Maroc* (conférences franco-marocaines).

perçu aux dépens de celui qui l'exploite et en profite, et cela tout en conservant le parfait libéralisme des impôts de l'ancien type. » On a dit que le Tertib bridait le producteur avisé et ne le faisait pas bénéficier de son adresse. « Erreur radicale, déclare M. PIÉTRI ; ce n'est point son revenu effectif que le cultivateur est invité à déclarer, ce sont ses emblavures. Ce n'est point le rendement effectif de sa terre que le fisc a la prétention de déterminer, mais un rendement type, présomptif en quelque sorte, et classé par larges catégories. Si donc, par son industrie, l'agriculteur sait, ou dépasser son rendement, ou se mouvoir dans sa catégorie, le Tertib ne le suit pas dans son effort et respecte son jeu. C'est ce qui le différencie totalement des impôts sur revenu déclaré, dans ce qu'ils ont de mauvais, et le rapproche du système indiciel, dans ce qu'il a de bon. » M. PIÉTRI montre ensuite l'éloquence des résultats. Le Tertib est le seul grand impôt direct au monde qui se recouvre en quelques jours. Il est signifié aux autorités de contrôle et aux caïds, et quinze jours après, dans chaque caïdat, il est versé. On juge de sa valeur à la rentrée d'un impôt. « Mais ce qu'il y a de plus remarquable dans le Tertib, note le Directeur général des Finances, après en avoir démontré le mécanisme très moderne, c'est qu'il n'en est pas moins un impôt traditionnel et historique. Il procède de l'achour et de la zekat, les anciens impôts coraniques sur les cultures et le bétail et l'indigène l'accepte pour tel. Il a raison, car rien dans la façon dont nous l'avons fait nôtre ne peut choquer son respect littéral de la loi religieuse. » Il n'est pas jusqu'à la répartition du produit de l'impôt qui ne suive les préceptes anciens : les dépenses de l'assistance, celles des fonctionnaires et de l'armée, la dette publique, et même les fonds politiques, c'est tout le budget moderne (1). Cette adaptation heureuse de l'impôt traditionnel au Maroc d'aujourd'hui n'est pas le moindre mérite du Tertib.

(1) L'impôt coranique, en effet, devait être réparti entre les pauvres, les nécessiteux, les agents collecteurs, les soldats, les esclaves (en vue de leur rachat), les voyageurs (en vue du pèlerinage à La Mecque), les convertis (en vue de réparer le dommage matériel causé par leur conversion), et ceux qui ont besoin (qui sont à la charge de la communauté).

CHAPITRE III

LE TERTIB ET L'AGRICULTURE

Le Tertib et la colonisation. — Les primes culturales. — Le rôle économique de l'impôt. — La mise en valeur du pays. — Les améliorations extérieures.

C'est un lieu commun de dire que nous avons apporté aux populations marocaines la paix et la sécurité. Cependant, ce n'est pas là une vaine figure, et toute une réalité réside derrière ce mot de « Paix française ». Au point de vue qui nous occupe, nous avons assuré au propriétaire indigène la possession de sa terre ; nous lui avons donné la certitude de cultiver son champ et de récolter sa moisson. D'autre part, ses grains ou ses animaux sont vendus plus cher, alors que ses prix de production sont restés à peu près les mêmes ; enfin ses terres ont augmenté de valeur, du fait des travaux publics et de l'action générale de l'Etat. La richesse du cultivateur marocain s'est accrue sans conteste ; il est juste, en retour, que le bénéficiaire apporte au Trésor public la contribution légitime qu'il lui doit.

Le Tertib peut être facilement supporté par l'indigène. Il n'en serait pas de même pour les colons, si l'on en juge par les procès-verbaux des Chambres d'agriculture, où sont exposées les doléances des cultivateurs européens. Mais ces revendications paraissent assez tendancieuses. Victor Piquet en notait déjà l'intention : « L'adoption pure et simple, comme principal impôt direct, du Tertib, auquel se trouvent soumis les Européens, n'a pas été sans soulever certaines objections qui n'étaient peut-être pas toutes désintéressées. Il est naturel que les colons manifestent une préférence pour des systèmes

qui les exonèrent plus ou moins et font à la colonisation agricole naissante un traitement de faveur comme en Algérie, où il n'existe pas d'impôt sur la propriété foncière détenue par les Européens (1) », et comme en Tunisie, aurait-il pu ajouter à cette date, où le colon est exonéré des 9/10^e de l'achour.

A toutes les demandes des colons et de leurs Chambres élues, le Gouvernement a opposé jusqu'ici la thèse suivante.

Les agriculteurs européens n'aspirent, en réalité, qu'au régime de privilège existant dans les deux pays voisins, où tout le poids des charges fiscales tombe sur la culture indigène. Ils soutiennent ce paradoxe que la culture perfectionnée est, à égalité de rendement, plus coûteuse que la culture primitive. S'il en était ainsi, il serait anti-économique de l'encourager. La Direction générale des Finances, au cours de discussions courtoises, a démontré que le Tertib ne pouvait pas tenir compte des dépenses variables et individuelles exposées pour obtenir une récolte, et que la seule formule fiscale logique était celle-ci : égalité d'impôt à égalité de rendement ; seule elle correspond à une politique de Protectorat prudente et sincère. L'introduction de machines et les défrichements ne peut être favorisée que par le moyen de primes temporaires. A défaut de l'acquiescement des colons, ces principes fiscaux équitables sont appelés à trouver dans l'opinion publique un appui certain. D'ailleurs, les inconvénients des immunités ou des dégrèvements d'impôt, créant des régimes d'exception en faveur d'une catégorie de contribuables, sont tels (2) que les deux autres possessions du groupe nord-africain ont été amenées à les supprimer. C'est ainsi que l'impôt foncier a été étendu en Algérie aux propriétés des colons et que l'administration tunisienne a supprimé le dégrèvement presque

(1) Cf. PIQUET. *Le Maroc*, p. 360, écrit avant la réforme algérienne de 1918.

(2) Au sujet des charges fiscales presque exclusivement supportées par les cultivateurs indigènes en Algérie et en Tunisie, voir RIVIÈRE et LECQ, *op. cit.*, pp. 842-843. Les auteurs constatent que les « impôts arabes » sont un véritable tribut payé par l'indigène, que les terres des européens sont nobles, tandis que celles des indigènes sont roturières, et que jamais plus flagrante violation ne fut apportée au principe de l'équité fiscale. Voir aussi l'essai de J. Van Vollenhoven, sur « le fellah algérien ».

total de l'achour dont bénéficiaient les cultures européennes (1).

On ne saurait dire que le Tertib, au Maroc, frappe l'agriculteur d'une manière excessive (2). En 1920, le quintal de blé s'est vendu 80 francs en Chaouïa; un cultivateur de cette région, ayant obtenu une récolte moyenne de 6 à 9 quintaux à l'hectare a réalisé une bénéfice brut de 600 francs par hectare; le fisc lui a demandé 25 francs de cotisation sur ces 600 francs. Le quintal, en 1924, se vend 70 francs à Casa-blanca; le cultivateur retire 525 francs par hectare et paie au Tertib 24 francs. On ne peut prétendre que, dans ces conditions, l'impôt écrase le colon et qu'il entrave l'agriculture. Le Tertib ne peut pas davantage nuire au développement de l'arboriculture. Les tarifs appliqués aux arbres fruitiers n'ont presque pas changé depuis 1913 (3); ils sont très faibles et inférieurs, certainement, à la taxation *ad valorem* qui interviendrait si l'on appliquait le dahir du 11 mars 1915. Certains groupements de colons avaient demandé, en 1918, l'exonération totale de l'impôt frappant les vignes et les oliviers. La Direction générale des Finances n'a pas voulu envisager ce dégrèvement pour des plantations constituant une entreprise agricole dont les revenus ne doivent pas échapper à l'impôt sans créer une inégalité choquante dans le régime fiscal en

(1) Cf. première partie, chapitre VI.

(2) On a représenté que le Tertib, au Maroc, était plus lourd que l'achour en Tunisie. Il faut se défier des apparences. En Tunisie, l'hectare de blé est imposé à raison de 7 fr. 60; mais on oublie de faire remarquer que les plus faibles rendements sont imposés, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de dégrèvement à la base. Au Maroc, on ne commence à ne taxer le blé qu'à partir de trois quintaux de rendement à l'hectare; les mauvaises récoltes se trouvent exonérées. En revanche, les gros rendements sont imposés à un tarif plus élevé; mais n'est-il pas juste de demander une contribution en rapport avec les résultats obtenus? L'impôt est lourd en Tunisie pour les faibles et léger pour ceux qui sont avanta  g  s. Le système marocain est plus équitable. Il frappe en haut, mais il épargne en bas. Il faut, d'ailleurs, noter que, d'une manière générale, les rendements des cultures sont plus élevés au Maroc qu'en Tunisie et se gardent de faire des rapprochements inco  sid  r  s qui ne tiendraient pas compte de cet élément d'appréciation.

(3)	1913-1914	1915-1919	1920-1924
Oliviers.....	0 25	0 25	0 25
Palmiers.....	0 12	0 05	0 05
Vignes indigènes.....	0 065	0 05	0 05
Vign��s régulières (hectares).	»	36 »	50 »
Amandiers.....	0 25	0 25	0 50
Orangers et citronniers....	0 12	0 25	0 25
Figuiers, etc.....	0 065	0 05	0 05

vigueur. On s'est nettement refusé à entrer dans cette voie et à établir un privilège en faveur des assujettis à l'impôt sur des plantations comprises dans la catégorie des arbres fruitiers de grande culture. Par contre, en vue d'encourager la création de jardins fruitiers, on a admis que les arbres autres que les vignes, les oliviers et les palmiers ne seraient imposés qu'à partir de 50 pieds de chaque essence (1).

Le Gouvernement a toujours voulu sauvegarder, au Maroc, le principe de l'égalité de tous devant l'impôt. Les Européens et les indigènes ne doivent pas être traités différemment. On ne doit constater et retenir que la matière imposable, indépendamment de toute considération relative au statut de la personne du propriétaire ou de l'exploitant. Cette règle est la même, qu'il s'agisse du Tertib, de taxe urbaine ou de patentes. La question est d'ailleurs liée par les traités internationaux. Le Gouvernement Chérifien n'a pas fait de distinction entre Français et Marocains ; il a su résister également aux suggestions présentées tendant à établir des différences, non plus entre les personnes, mais entre les méthodes, dans le taux des tarifs à appliquer, d'une part, aux cultures indigènes et, d'autre part, aux cultures européennes. Il convient, en effet, de distinguer nettement deux points trop volontiers confondus : la contribution aux dépenses publiques et l'encouragement à la culture. La contribution sera basée sur un même tarif, parce qu'on doit imposer au même taux le même rendement à l'hectare ; elle sera établie d'après la récolte brute sur pied, abstraction faite des procédés employés pour l'obtenir, parce que si le colon met en œuvre des moyens perfectionnés, c'est incontestablement pour obtenir une augmentation de rendement,

(1) L'impôt tel qu'il est appliqué sur les arbres fruitiers n'est donc pas un « impôt sur l'ombre ». L'exonération accordée aux plantations de moins de cinquante arbres marque bien que ce n'est pas l'arbre en tant que tel qui est frappé, mais le revenu qu'il donne à son propriétaire. On a fait remarquer que l'imposition portant sur la totalité des arbres au-dessus de cinquante, ne se soutenait pas, et que seule la quantité dépassant le minimum exempté devrait être taxée ; en effet, celui qui possède cinquante-et-un orangers, par exemple, doit payer pour cinquante-et-un et non pour un. Il a été répondu que la Direction générale des Finances n'avait pas voulu établir précisément une exemption, mais plutôt déterminer une limite entre les plantations d'agrément et les plantations de rapport. Dans une exploitation de plusieurs centaines d'arbres, tous les arbres concourent au revenu ; il n'y a donc pas lieu, dans le cas, d'en exempter aucun.

donc de bénéfiques. L'encouragement soit à la culture extensive (défrichement), soit à la culture intensive (procédés et machines modernes), sera donné sous forme de primes et restera limité à la période des débuts, car s'il était permanent il irait à l'encontre de sa fin logique.

S'appuyant sur ces principes, le Gouvernement a institué tout un système de primes culturelles destinées à amoindrir les charges supportées pendant les premières années d'exploitation par les cultivateurs qui contribuent à augmenter la richesse agricole du pays. La première de ces primes fut attribuée, en 1916, aux colons ayant mis en culture une terre jusqu'alors en friche, et étendue aux indigènes ayant défriché leurs terrains selon les méthodes européennes de défoncement et de labour du sol. Dans les années qui suivirent, furent successivement instituées les primes sur les quantités de grains livrés à l'Intendance, la prime à la culture du blé tendre, la prime à la jachère cultivée, les primes arbustives en faveur des oliviers et des caroubiers, la prime à la motoculture, la prime à l'exportation d'un type de blé marocain, et l'on accorde une ristourne du Tertib aux cultivateurs qui n'ont pas récolté 8 quintaux de blé à l'hectare; enfin, en 1923, est prévue la remise de moitié du Tertib pour les cultures conduites « à l'européenne ». On ne peut pas dire que les services administratifs se soient désintéressés de la question. Si l'on jette un coup d'œil sur le chapitre qui existe au budget de la Direction générale de l'Agriculture, du commerce et de la colonisation sous la rubrique « subvention et encouragement à l'agriculture » et, d'autre part, sur le produit du Tertib européen, on peut constater que le premier porte une somme de 4 millions, tandis que le second indique à peine 1 million de francs. Les chiffres sont là pour attester la réalité des efforts faits dans cette voie (1). Certes, l'intérêt que présente le développement de l'agricul-

(1) En 1924, bonne année agricole, le Tertib des Européens s'est élevé à 2.128.000 francs. Mais il a été ristourné 728.000 francs à titre de prime à la culture moderne. Les colons n'ont donc, effectivement, versé au Trésor que 1.400.000 francs. Ces chiffres sont indépendants des primes allouées pour d'autres objets par la Direction de l'Agriculture : défrichements (200 francs par hectare), motoculture (30 francs par hectare), primes arbustives (3 francs par sujet), secours pour sinistres agricoles.

ture, qui constitue la meilleure source de richesse et de prospérité du pays, est trop évident pour que le Protectorat ait négligé d'encourager la colonisation française au Maroc. Mais le principe admis, et qu'il importe de maintenir, est que cette protection ne doit pas être demandée à l'impôt, ainsi que le souhaiteraient les assemblées de colons, et qu'il est préférable à tous égards de conserver le système des primes culturales, autrement souple, autrement facile à graduer et à différencier que le mécanisme fiscal qu'il convient, par essence, de dégager de toute préoccupation de cet ordre.

Telle est la thèse soutenue par la Direction générale des Finances. Mais, au fond, n'y a-t-il pas là qu'une simple question de mots, et, par exemple, la « prime aux cultures européennes », c'est-à-dire la « ristourne » du Tertib, n'est-elle pas véritablement un dégrèvement de l'impôt? ce qui impliquerait l'aveu que le seul système des primes a été reconnu insuffisant pour aider à la colonisation du Maroc. On peut dire que les exonérations fiscales ne suffisent pas à produire de la richesse ; on admet cependant que ce moyen détourné apporte des allègements sérieux aux charges supportées par les cultivateurs. On peut prétendre que l'impôt est un moyen négatif qui ne contribue pas au développement de l'agriculture ; on prend néanmoins des mesures qui tendent à démontrer le contraire. C'est précisément en vue de favoriser l'extension de certaines cultures et en vue de réduire d'une façon indirecte les frais exposés par les colons que les cultures fourragères et industrielles ont été déclarées exemptes d'impôt depuis 1915, que certains arbres fruitiers n'ont été imposés qu'à partir de 50, que les cultures maraîchères ont été soumises au tarif insinifiant de 40 francs l'hectare, que la taxe sur les porcs n'a pas été relevée en 1917 et en 1921 malgré les gros bénéfices réalisés par les propriétaires, et que récemment, en 1922, il a été décidé que les cultures d'avoine bénéficieraient d'une exonération totale pendant cinq ans. On reconnaît donc, implicitement, que des encouragements de toutes sortes, indépendamment des primes culturales, sont nécessaires à la colonisation, et qu'à côté de l'action générale de l'Etat, dans ce

domaine, l'impôt agricole peut jouer un rôle économique.

Il faut créer, au Maroc, comme dans toute l'Afrique du Nord, un peuplement français, rapide, intensif. C'est une nécessité politique d'abord : les familles de laboureurs implantées dans le pays consolident la conquête et la pacification, conservent en faisant souche la propriété du sol, assurent la force de la France et la sécurité de l'avenir. C'est ensuite une nécessité économique : le colon met en valeur des terres naguère incultes ; il introduit des méthodes perfectionnées de travail cultural ; c'est un « maître d'école » pour l'indigène lequel, abandonnant la routine, suivra bientôt l'exemple qui lui est donné ; les villages de colonisation sont des centres d'éducation technique en même temps que des foyers de rayonnement français. Il faut des colons au Maroc. Le rôle de l'Etat doit s'exercer d'abord dans le domaine général : vente de lots de colonisation, création de caisses de crédit à long terme, aménagement de routes, travaux d'adduction d'eau, développement des moyens de transport, allocation de primes ; il peut s'exercer aussi, d'une manière plus particulière, en facilitant les débuts difficiles du colon par des dégrèvements d'impôt, car il est des redevances qui s'acquittent autrement qu'en espèces.

Nous devons amener à production les forces vives du pays ; celles-ci résident dans l'agriculture. Le Maroc *agricole* utile représente environ 10 millions d'hectares, qui se répartissent à peu près ainsi (1) : 2.400.000 hectares de terres cultivées, 50.000 hectares de vergers et vignobles, 5.000.000 hectares de terrains de parcours, 550.000 hectares de forêts et de merdjas, et 2.000.000 d'hectares de terres incultes. Il faut tendre notre effort vers la mise en valeur de ces 2 millions d'hectares non cultivés. C'est le fonds qui manque le moins. La population agricole n'atteint pas 4 millions d'habitants ; il y a place pour toutes les énergies françaises qui voudront se mettre au

(1) Le Maroc a une superficie d'environ 42 millions d'hectares ; nous n'en occupons à peu près que 25 millions. Mais, dans ce chiffre, sont compris le massif de l'Atlas et les hauts plateaux orientaux qui n'intéressent pas la culture. Notons aussi que la superficie totale des forêts est de 1.500.000 hectares ; nous n'indiquons, plus haut, que les forêts comprises dans la zone agricole proprement dite.

travail. Il ne nous appartient pas de développer les moyens propres à assurer cette mise en valeur. Mais, du point de vue fiscal, on a la possibilité d'encourager les premiers travaux en dégrevant totalement du Tertib les terrains nouvellement défrichés pendant les quatre ou cinq années qui suivent le défrichement. Cette exonération de l'achour existe en Tunisie (1), et aussi en Algérie, quoique plus particulière dans cette colonie (2). Certes le fisc par lui-même ne produit pas de richesse. « Demander aux financiers de produire de la richesse, dit plaisamment M. PIÉTRI (3), c'est demander aux cuisiniers de nous nourrir par la seule vertu de leur art, sans le secours des fruits de la terre. » Mais l'impôt peut aider dans une certaine mesure ceux qui travaillent à produire cette richesse agricole utile à tous. Un appui positif peut et doit être donné sous la forme de primes culturales. On peut aussi et l'on doit aussi accorder un allègement sensible de ses premiers frais, toujours élevés, en exonérant du Tertib le cultivateur qui s'attache à mettre en état de production des terres jusque-là inexploitées. Le principe de l'égalité devant l'impôt ne souffre pas, si des exemptions temporaires sont prévues pour encourager les défrichements ; car il est entendu que l'indigène bénéficierait de ces avantages dans les mêmes conditions que l'Européen. Toute terre nouvellement défrichée et cultivée serait exonérée d'office sans qu'intervienne la nationalité du propriétaire ou de l'exploitant ; car il s'agit en l'espèce d'une aide au développement de l'agriculture et à la mise en valeur du pays en général. Mais il est juste que le colon soit le premier à bénéficier de ces mesures bienveillantes, car c'est lui qui, par son exemple, par son propre labeur et par ses façons culturales

(1) En Tunisie, les terrains nouvellement défrichés et mis en complet état de production sont exonérés de l'achour pendant les cinq années suivant le défrichement.

(2) En Algérie, les terres domaniales affectées à la colonisation sont exemptées d'impôt pendant les premières années d'exploitation. D'autre part, la valeur locative des terres en friche depuis quinze ans, qui seront plantées en vignes, oliviers ou autres arbres fruitiers, ne pourra pas être augmentée pendant les quatre premières années de la plantation pour les vignes, les quinze premières années pour les oliviers, et les dix premières années pour les autres arbres fruitiers.

(3) *La Renaissance du Maroc*, p. 241.

nouvelles, par sa vivante leçon de choses, amène l'indigène à suivre son effort ; c'est lui l'initiateur.

Il existe au Maroc même, dans la législation fiscale, un exemple de ce dégrèvement que nous voudrions voir accorder à l'impôt agricole. En matière de taxe urbaine, les règlements prévoient que, pour favoriser le développement de la construction immobilière dans les villes et pour parer, dans une certaine mesure, à la crise des loyers, les immeubles nouvellement construits sont exempts d'impôt pendant les trois premières années. On trouve dans cette réglementation l'application du principe qui, par équivalence, pourrait être étendu au domaine de l'agriculture. Si l'on a reconnu la nécessité d'exonérer pendant un certain temps le propriétaire d'un nouvel immeuble urbain, il semble qu'il y ait équité à exonérer pareillement l'agriculteur à raison des terres nouvelles qu'il défriche ; et la durée de l'exonération fiscale devra être plus longue pour ce dernier, car l'immeuble urbain peut fournir un plein rapport dès l'achèvement de la construction tandis que la propriété rurale demande plus de temps et plus de soins pour couvrir les frais de la mise en exploitation et récompenser le cultivateur de sa peine constante.

Le rôle économique de l'impôt, dans un pays neuf surtout, est évident. Le Tertib peut être un utile facteur d'encouragement à l'agriculture. Il peut, en exerçant son action dans un autre sens, devenir un stimulant de production. S'il est juste de favoriser les défrichements par de larges exemptions fiscales, en ayant pour objectif la mise en valeur des terres incultes, il est juste également de frapper l'inculture et d'atteindre, par l'impôt, les terres qui, pouvant être cultivées, sont laissées en friche. Les terres incultes actuellement sont exemptes d'impôt. Les cultivateurs ne paient qu'à raison des labours exécutés. Cette considération est une de celles qui ont amené l'Algérie à désirer le remplacement de l'achour par l'impôt foncier, lequel taxe les propriétaires proportionnellement à l'étendue et à la valeur des terres qu'ils possèdent, que celles-ci soient ou non ensemencées. Sans avoir besoin de recourir à l'impôt foncier, qui manque de souplesse et qui, malgré les apparences,

ne s'adapte nullement aux facultés contributives, on peut envisager la création d'un impôt spécial frappant les terres incultes. Une contribution de ce genre existait jadis en Algérie ; on fut bien mal inspiré en l'abrogeant, en 1851 (1). Elle procédait d'un sage esprit de prévoyance. L'inculture est une cause d'appauvrissement. Le Gouvernement doit avoir pour but de développer la productivité générale ; des mesures spéciales peuvent être prises contre ceux qui négligent ou refusent de contribuer à l'effort commun. Les Romains ne se faisaient pas faute de frapper ceux dont les héritages n'étaient pas cultivés. En France, la Constituante, en 1790, obligea à la culture, comme un devoir rigoureux pour les propriétaires (2). Un impôt sur les terres incultes au Maroc serait appelé à exercer une action économique et sociale. Il existe de grandes étendues dans la région de Fez, dans le Gharb, dans le Haouz, qui, par négligence, par routine, sont laissées à l'abandon alors qu'elles pourraient parfaitement être cultivées ; l'impôt serait un utile excitant de production (3). Il existe aussi de vastes domaines non défrichés, qui ont été achetés par des sociétés, non pas en vue de la culture mais en vue de la revente, après la plus-value inévitablement acquise par ces terrains du fait de l'action générale de l'Etat (sécurité du bled, aménagement de routes, de voies ferrées, de marchés, etc.) ; ce sont là de véritables opérations commerciales préjudiciables à la colonisation et au développement agricole du pays. La taxe sur la plus-value immobilière frappe la transaction mais n'atteint pas l'inculture ; l'impôt spécial dont nous parlons aurait, en la circonstance, un caractère à la fois économique et moralisateur.

(1) Cf. BONZOM, *op. cit.*, p. 180.

(2) Cf. BONZOM, *ibid.*

(3) L'imposition au Tertib de l'orobe (kersenna) procède de cette idée. L'orobe, sorte de légumineuse qui pousse à l'état naturel et qui donne une graine entrant dans l'alimentation des animaux, avait pris une grande extension dans la région de Fez. Les indigènes ne cultivaient plus d'autres plantes. Pour enrayer cette extension nuisible de l'orobe, dont le rapport est presque nul et qui a pour inconvénient d'occuper de vastes étendues au détriment des cultures plus riches des céréales, le chef de la région de Fez a demandé qu'une imposition vienne frapper cette espèce de fourrage ; et, depuis 1916, l'orobe figure parmi les cultures imposables au Tertib.

Ainsi donc, il reste encore, d'un point de vue général, des améliorations à apporter au système fiscal agricole en vigueur au Maroc. Grâce à un régime combiné de primes culturales et de dégrèvements fiscaux opportuns, renforcé par l'aiguillon d'un impôt sur les terres arables non cultivées, il est possible d'augmenter la mise en valeur du sol et d'accroître la production marocaine. L'abandon temporaire de recettes que consentirait le Trésor, du fait de l'exonération du Tertib accordée aux entreprises de défrichement, ne serait pas une perte pour l'Etat, pas plus que ne l'est l'attribution de primes aux méthodes modernes et à la motoculture. Soutenu par une aide efficace, encouragé par une protection bienveillante, l'agriculteur européen, bientôt suivi du cultivateur indigène, peut pratiquer des améliorations foncières qui profitent à la collectivité comme à lui-même. C'est, en somme, un bon placement que fait l'Etat prévoyant ; et il est assuré de récupérer, par des recettes accrues, son abandon momentané, puisqu'à l'augmentation de production correspond une augmentation de richesse et qu'à l'accroissement de cette richesse agricole correspond un accroissement proportionnel du Tertib.

La meilleure façon d'arriver à augmenter le produit des impôts n'est-elle pas de chercher à augmenter les forces productives ? En attirant dans le pays de nombreux colons, éducateurs du fellah, en développant par des moyens appropriés l'agriculture marocaine, encore à ses débuts, le jeune Protectorat paiera largement tout ce qu'il a coûté et dépassera toutes les espérances que nous avons mises en lui.

Vu, le 10 janvier 1925 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

FERDINAND BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

ANNEXES

ANNEXE

RÉSULTATS GÉNÉRAUX DU TERTIB

DE 1915 A 1924

TERTIB DE 1915

QUANTITÉS IMPOSÉES

EUROPÉENS	INDIGÈNES
-----------	-----------

MONTANT DE L'IMPOT

EUROPÉENS	INDIGÈNES
-----------	-----------

CULTURES ANNUELLES

Blé dur	7.867 ^b 80	555.207 ^b 69	102.678 ^f 72	5.672.180 ^f 03
Blé tendre.....	»	»	»	»
Orge	8.015 86	690.489 32	66.757 84	5.047.264 51
Avoine	1.045 43	461 42	13.786 64	4.961 90
Fèves.....	927 93	27.360 63	11.718 01	196.293 87
Maïs.....	2.189 21	205.900 70	11.414 06	1.262.439 50
Pois chiches	725 20	14.560 99	7.655 55	143.791 72
Petits pois	2 50	»	52 50	»
Haricots	»	»	»	»
Lentilles	4 08	15 74	37 36	184 23
Mil.....	»	»	»	»
Alpiste	141 56	3.161 94	1.018 91	32.324 03
Sorgho.....	249 45	19.776 41	1.451 86	145.465 46
Lin.....	279 78	4.547 92	2.594 69	63.069 82
Coriandre	9 66	699 78	18 12	4.310 43
Fenugrec.....	145 30	1.562 62	1.287 94	13.095 56
Cumin	»	»	»	»
Cultures maraîchères.	70 77	1.271 91	1.061 55	19.078 93
Henné	43 75	231 71	2.406 25	12.744 05
Orobe	»	»	»	»
Tertib de principe ...	»	»	»	70.728 20
Pénalités	»	»	205 38	255.659 71
Total.....	21.718 28	1.525.248 78	Total. Cent. add.	224.145 38 22.415 35
		Total		246.560 73 14.237.980 88

ARBRES FRUITIERS

Oliviers	167.781	1.261.258	41.945 25	315.314 50
Amandiers	»	»	»	»
Orangers-citronniers .	21.747	120.429	5.436 75	30.107 25
Palmiers	»	88.640	»	4.432 »
Figuers, etc.	123.875	4.276.243	6.193 75	213.812 15
Vignes indigènes ...	»	»	»	»
Vignes régulières ...	75 ^b 05	»	2.701 80	»
Pénalités	»	»	0 35	»
Total.....	75 05	313.403	Total. Cent. add.	56.277 90 5.627 97
		Total		61.905 87 620.034 35

ANIMAUX

Chameaux adultes...	687	55.210	3.435 »	276.050 »
Chameaux jeunes ...	76	3.915	152 »	7.830 »
Chevaux	4.452	»	17.808 »	»
Juments	»	118.675	»	474.700 »
Mulets	1.118	224.804	1.677 »	337.206 »
Anes	7.135	548.457	21.405 »	1.645.371 »
Bœufs et vaches	1.537	119.078	3.074 »	238.156 »
Veaux et génisses ...	11.729	4.339	23.458 »	8.678 »
Porcs	36.830	3.146.342	18.415 »	1.573.171 »
Moutons	4.067	1.058.597	1.626 80	423.438 80
Chèvres	»	»	1.362 75	»
Pénalités	»	»	»	»
Total	67.631	5.279.417	Total. Cent. add.	92.413 55 9.241 85
		Total		101.655 40 5.483.184 98
		Total		410.122 » 20.341.200 21
		Total général.....		20.751.322 ^f 21

Production de l'année 1915 : 13.800.000 quintaux de grains, dont 5.107.000 pour le blé et 6.580.000 pour l'orge.

TERTIB DE 1916	QUANTITÉS IMPOSÉES		MONTANT DE L'IMPOT	
	EUROPÉENS	INDIGÈNES	EUROPÉENS	INDIGÈNES
CULTURES ANNUELLES				
Blé tendre.....	9.193 ^b 28	574.317 ^b 23	113.492 ^f 23	6.561.761 ^f 64
Blé tendre.....	»	»	»	»
Orge	9.552 33	791.497 01	80.972 05	6.036.564 34
Avoine	1.314 63	412 63	13.721 38	5.299 27
Fèves.....	1.048 69	35.869 71	11.642 63	470.532 97
Maïs.....	2.001 02	128.324 87	13.954 46	907.408 78
Pois chiches	534 41	17.415 06	7.624 86	198.672 06
Petits pois	»	9 33	»	»
Haricots	» »	» »	» »	» »
Lentilles	4 79	734 47	79 06	11.651 37
Mil	272 48	8.870 72	1.775 61	96.309 83
Alpiste	282 03	65.211 34	2.659 40	469.407 11
Sorgho.....	154 »	3.028 34	1.899 13	28.562 24
Lin.....	14 83	802 99	53 42	3.201 74
Coriandre	26 14	1.107 33	132 16	6.294 35
Fenugrec.....	12 50	1.669 42	262 50	35.056 10
Cumin	147 92	2.272 79	»	46.285 30
Cultures maraîchères.	2 47	220 31	2.209 95	»
Henné	»	»	»	»
Orobe	»	»	»	63.000 »
Tertib de principe ...	»	»	»	137.289 58
Pénalités	»	»	901 50	»
Total.....	24.561 52	1.631.763 55	Total. Cent. add. 25.139 39	15.077.296 68 1.508.427 67
Total.....			276.519 63	16.585.724 35
ARBRES FRUITIERS				
Oliviers	166.966	1.212.706	41.741 50	303.176 50
Amandiers	783	5.611	195 75	1.402 75
Orangers-citronniers .	18.484	96.356	4.621 »	24.089 »
Palmiers	17.759	81.915	887 95	4.095 75
Figuers, etc.	88.423	1.536.989	4.421 15	76.849 45
Vignes indigènes	57.724	2.919.125	2.886 20	145.956 25
Vignes régulières	15 ^b 76	»	567 36	»
Pénalités	»	»	47 75	5.533 62
Total.....	15 76 350.139	5.852.702	Total. Cent. add. 55.368 66 5.536 86	561.103 32 56.110 20
Total.....			60.905 52	617.213 52
ANIMAUX				
Chameaux adultes...	633	57.444	3.165 »	287.220 »
Chameaux jeunes ...	64	4.762	160 »	11.905 »
Chevaux	2.401	94.143	9.604 »	376.572 »
Juments	2.472	39.948	9.888 »	159.792 »
Mulets	1.407	249.456	2.110 50	374.184 »
Anes	7.699	640.053	23.097 »	1.920.159 »
Bœufs et vaches	2.181	205.988	4.362 »	411.976 »
Veaux et génisses ...	24.209	4.807	72.627 »	14.421 »
Porcs	36.393	4.014.495	18.196 50	2.007.247 50
Moutons	5.126	1.221.206	2.050 40	488.482 40
Chèvres	»	»	4.739 70	141.557 10
Pénalités	»	»	»	»
Total.....	82.585	6.532.302	Total. Cent. add. 150.000 10 15.000 01	6.193.516 » 619.351 60
Total.....			165.000 11	6.812.867 60
Total.....			502.425 26	24.015.805 47
Total général.....			24.518.230 ^f 73	

Production de l'année 1916 : 17.280.000 quintaux de grains, dont 6.038.000 pour le blé et 8.960.000 pour l'orge.

TERTIB DE 1917

QUANTITÉS IMPOSÉES

MONTANT DE L'IMPOT

EUROPÉENS

INDIGÈNES

EUROPÉENS

INDIGÈNES

CULTURES ANNUELLES

	EUROPÉENS	INDIGÈNES		EUROPÉENS	INDIGÈNES
Blé dur	7.909 ^b 27	564.188 ^b 42		79.769 ^f 19	6.019.637 ^f 73
Blé tendre	»	»		»	»
Orge	6.803 34	773.510 13		49.676 67	5.660.082 27
Avoine	2.387 60	361 10		26.595 37	4.111 27
Fèves	1.461 09	37.456 78		15.120 09	418.535 61
Mais	1.353 70	135.934 32		7.394 73	953.151 13
Pois chiches	587 46	20.217 45		5.713 48	206.383 77
Petits pois	41 72	564 40		388 85	6.551 47
Haricots	»	»		»	»
Lentilles	53 50	888 44		446 15	12.572 66
Mil	72 04	11.740 59		343 01	59.940 48
Alpiste	81 11	585 60		311 10	1.820 44
Sorgho	316 75	64.578 40		1.550 46	403.826 40
Lin	215 84	4.666 93		1.845 79	41.506 11
Coriandre	59 92	2.506 »		180 06	11.935 47
Fenugrec	21 98	796 23		110 34	5.828 03
Cumin	14 50	5.377 40		134 13	49.878 29
Cultures maraîchères ..	304 65	3.200 38		4.569 75	48.005 70
Henné	2 12	169 23		116 60	9.307 66
Orobe	»	»		»	»
Tertib de principe ...	»	»		»	25.481 13
Pénalités	»	»		1.461 11	194.358 54
Total	21.686 59	1.626.741 80	Total.	195.726 88	14.132.914 25
			Cent. add.	19.573 48	1.413.471 25
			Total	215.300 36	15.546.385 50

ARBRES FRUITIERS

Oliviers	183.427	1.278.021	45.856 75	319.505 25
Amandiers	2.092	5.795	523 »	1.448 75
Orangers, citronniers ..	11.272	92.285	2.818 »	23.071 25
Palmiers	18.246	70.315	912 30	3.515 75
Figuers, etc.	84.407	1.458.722	4.220 35	72.936 10
Vignes indigènes	51.201	2.782.689	2.560 05	139.134 45
Vignes régulières	54 ^b 90	81 ^b 61	1.976 40	2.937 96
Pénalités	»	»	53 75	2.525 »
Total	54 90 350.645	81 61 5.687.827	Total.	58.920 60
			Cent. add.	5.892 08
			Total	64.812 68
				621.581 99

ANIMAUX

Chameaux adultes ...	570	59.513	2.850 »	297.565 »
Chameaux jeunes ...	69	4.938	172 50	12.345 »
Chevaux	3.805	103.768	15.220 »	415.072 »
Juments	2.973	40.262	11.892 »	161.048 »
Mulets	1.658	284.465	2.487 »	426.697 50
Anes	10.038	761.604	30.114 »	2.284.812 »
Bœufs et vaches	3.776	254.627	7.552 »	509.254 »
Veaux et génisses ...	48.400	2.898	145.200 »	8.694 »
Porcs	33.614	4.256.208	16.807 »	2.128.104 »
Moutons	4.425	1.261.958	1.770 »	504.783 20
Chèvres	»	»	7.509 »	132.087 40
Pénalités	»	»	»	»
Total	109.328	7.030.241	Total.	241.573 50
			Cent. add.	24.157 35
			Total	265.730 85
				7.568.508 31
			Total	545.843 89
				23.736.475 80
			Total général	24.282.319 ^f 69

Production de l'année 1917 : 14.088.000 quintaux de grains, dont 5.349.000 pour le blé et 6.289.000 pour l'orge.

TERTIB DE 1918

	QUANTITÉS IMPOSÉES		MONTANT DE L'IMPOT	
	EUROPÉENS	INDIGÈNES	EUROPÉENS	INDIGÈNES
CULTURES ANNUELLES				
Blé dur	9.201 ^h 36	735.129 ^h 96	124.884 ^f 77	8.693.552 ^f 04
Blé tendre.....	7.832 58	2.731 10	94.326 77	31.622 76
Orge	8.619 33	878.414 31	64.249 29	6.580.568 39
Avoine	3.450 13	812 73	42.261 37	9.847 74
Fèves.....	3.205 04	61.645 20	31.491 56	560.451 37
Mais.....	3.325 94	156.888 45	26.290 67	1.090.126 28
Pois chiches	2.884 03	29.266 37	36.364 12	284.176 49
Petits pois	193 30	462 08	2.216 28	5.753 26
Lentilles	198 14	2.255 98	2.091 70	28.605 51
Mil	145 97	6.470 44	741 85	29.444 22
Alpiste	119 19	2.819 99	516 29	9.212 05
Sorgho.....	841 94	70.039 07	6.570 92	229.467 52
Lin.....	777 36	15.035 54	7.269 88	172.425 27
Coriandre	186 83	9.750 83	3.995 »	182.808 93
Fenugrec.....	150 70	5.511 54	799 45	36.652 32
Cumin	68 52	8.809 44	1.232 79	113.359 58
Cultures maraichères.	656 10	4.599 06	9.841 50	68.567 78
Henné	8 27	293 06	454 85	16.118 30
Orobe	»	208 70	»	20 87
Tertib de principe ...	»	»	»	336.884 90
Pénalités	»	»	2.152 78	632.904 17
Total.....	41.864 73	1.991.163 85	Total. Cent. add. 45.775 68	19.112.569 75 1.952.217 45
Total.....			503.527 52	21.064.787 20

ARBRES FRUITIERS

Oliviers	175.595	1.473.897	43.898 75	367.740 15
Amandiers	380	80.025	95 »	20.006 25
Orangers, citronniers.	15.234	66.315	3.808 50	16.572 50
Palmeiers	21.556	68.432	1.077 80	3.421 60
Figuers, etc.	88.494	1.035.787	4.424 70	51.677 60
Vignes indigènes	24.231	3.529.548	1.211 55	176.049 20
Vignes régulières....	169 ^h 59	227 ^h 08 (1)	6.105 24	8.174 88
Pénalités	»	»	22 50	6.331 70
Total.....	169 59	325.590 227 08	Total. Cent. add. 6.064 90	649.973 88 69.103 37
Total.....			66.708 94	719.077 25

ANIMAUX

Chameaux adultes...	518	61.965	2.590 »	307.937 50
Chameaux jeunes ...	82	5.720	205 »	14.138 75
Chevaux	4.156	114.889	16.624 »	457.348 »
Juments	3.483	42.772	13.932 »	170.668 »
Mulets	1.862	336.136	2.793 »	502.685 50
Anes	13.272	890.914	39.816 »	2.664.966 »
Bœufs et vaches	3.655	265.050	7.310 »	529.178 »
Veaux et génisses	96.203	6.542	288.609 »	19.626 »
Porcs	26.169	4.167.871	13.084 50	2.072.685 25
Moutons	5.208	1.253.119	2.083 20	497.515 80
Chèvres	»	»	5.154 20	39.861 38
Pénalités	»	»	»	»
Total.....	154.608	7.144.978	Total. Cent. add. 39.220 36	7.276.610 18 744.085 »
Total.....			431.421 26	8.020.695 18
Total.....			1.001.657 72	29.804.559 63
Total général.....			30.806.217 ^f 35	

Production de l'année 1918 : 19.687.000 quintaux de grains, dont 7.520.000 pour le blé et 9.304.000 pour l'orge.

(1) Le chiffre d'hectares indiqué ici est manifestement exagéré. Une confusion s'est produite au moment du recensement entre les vignes en plantations régulières imposées à l'hectare et les vignes cultivées suivant la méthode indigène et imposées au pied. Des rectifications furent apportées aux cotes d'impôt ultérieurement à l'établissement de la statistique. La même erreur se retrouve dans les années 1919, 1921 et 1922.

TERTIB DE 1919

QUANTITÉS IMPOSÉES

MONTANT DE L'IMPOT

EUROPÉENS

INDIGÈNES

EUROPÉENS

INDIGÈNES

CULTURES ANNUELLES

	EUROPÉENS	INDIGÈNES	EUROPÉENS	INDIGÈNES
Blé dur	18.924 ^h 87	718.227 ^h 10	180.316 ^f 18	6.087.657 ^f 25
Blé tendre	6.275 26	5.517 05	63.348 77	46.564 06
Orge	9.746 73	891.961 61	58.434 98	4.974.471 44
Avoine	3.532 37	650 71	32.063 18	6.485 37
Fèves	3.789 94	53.998 46	33.795 41	377.062 04
Maïs	1.782 79	102.084 05	13.602 56	619.721 35
Pois chiches	2.057 96	22.926 52	17.827 28	278.446 54
Petits pois	963 17	2.566 03	13.100 87	45.195 06
Haricots	26 30	»	204 74	»
Lentilles	1.381 38	6.183 25	26.991 32	89.120 48
Mil	16 20	3.919 89	35 10	13.110 61
Alpiste	87 61	210 70	212 81	598 81
Sorgho	912 50	74.940 98	4.065 25	308.862 13
Lin	1.540 26	27.334 60	15.895 08	433.186 74
Coriandre	42 41	4.426 81	448 61	45.883 39
Fenugrec	346 15	14.917 52	2.150 88	240.094 92
Cumin	»	1.474 43	»	23.280 28
Cultures maraîchères ..	338 16	4.971 61	5.072 40	74.574 27
Henné	2 90	224 81	159 50	12.364 55
Orobe	»	167 40	»	16 74
Tertib de principe ..	»	»	»	544.180 44
Pénalités	»	»	3.045 32	51.110 79
Total	51.766 96	1.936.703 53	Total. 470.770 24 Cent. add. 47.078 73	14.271.987 26 1.427.364 48
			Total	517.848 97 15.699.351 74

ARBRES FRUITIERS

Oliviers	141.332	1.619.786	35.333 »	404.702 »
Amandiers	260	33.105	65 »	8.276 25
Orangers, citronniers ..	12.820	61.335	3.205 »	15.333 75
Palmiers	9.233	67.026	461 65	3.351 30
Figuers, etc.	81.894	1.064.116	4.094 70	53.205 80
Vignes indigènes	48.565	4.218.485	2.428 25	210.833 31
Vignes régulières	174 ^h 53	857 ^h 54	6.283 08	30.871 44
Pénalités	»	»	53 38	9.144 15
Total	174 53 294.104	857 54 7.063.853	Total. 51.924 06 Cent. add. 5.192 42	735.718 » 73.606 65
			Total	57.116 48 809.324 65

ANIMAUX

Chameaux adultes ...	576	67.040	2.880 »	334.092 50
Chameaux jeunes ...	67	5.830	167 50	14.508 75
Chevaux	4.558	81.628	18.232 »	325.840 »
Juments	»	39.193	»	156.372 »
Mulets	3.336	44.949	13.344 »	179.764 »
Anes	1.847	364.648	2.770 50	546.009 »
Bœufs et vaches	20.970	1.009.145	62.910 »	3.023.719 50
Veaux et génisses ...	4.438	287.620	8.876 »	574.885 »
Porcs	122.363	5.235	489.452 »	20.940 »
Moutons	30.213	5.049.416	15.106 50	2.516.975 75
Chèvres	6.649	1.622.225	2.659.60	645.469 60
Pénalités	»	»	31.789 71	31.061 70
Total	195.017	8.576.929	Total. 648.187 81 Cent. add. 64.818 78	8.369.637 80 836.963 79
			Total	713.006 59 9.206.601 59
			Total	1.287.972 04 25.715.277 98
			Total général	27.003.250 ^f 02

Production de l'année 1919 : 15.122.000 quintaux de grains, dont 5.717.000 pour le blé et 7.307.000 pour l'orge.

TERTIB DE 1920	QUANTITÉS IMPOSÉES		MONTANT DE L'IMPOT	
	EUROPÉENS	INDIGÈNES	EUROPÉENS	INDIGÈNES
CULTURES ANNUELLES				
Blé dur	10.104 ^b 29	750.825 ^b 47	253.486 ^f »	19.078.212 ^f 74
Blé tendre.....	7.515 18	3.746 41	217.652 60	88.958 87
Orge.....	8.632 83	904.191 80	161.882 59	20.374.080 40
Avoine	3.119 40	1.051 74	57.988 15	10.781 34
Fèves.....	2.528 77	61.380 43	49.834 65	1.566.548 70
Maïs.....	2.193 12	122.785 97	22.879 84	1.992.834 38
Pois chiches	1.456 80	24.699 63	26.375 88	652.991 05
Petits pois	698 44	4.286 66	16.058 05	76.627 96
Haricots	34 70	2 50	461 »	75 »
Lentilles	342 34	5.611 43	5.503 44	113.371 37
Mil	25 95	2.665 43	254 95	45.695 33
Alpiste	98 32	443 69	1.571 30	13.412 95
Sorgho.....	657 45	71.181 54	8.693 »	749.073 30
Lin.....	1.428 51	37.485 31	40.940 20	1.950.255 88
Coriandre	30 80	3.863 77	330 60	49.293 69
Fenugrec.....	173 46	13.240 92	1.174 59	151.361 07
Cumin	9 88	2.889 84	457 40	146.355 95
Cultures maraîchères.	449 22	6.377 23	17.968 93	255.089 24
Henné	5 14	105 42	514 »	10.542 »
Orobe	»	2.048 45	»	409 69
Tertib de principe...	»	»	»	944.805 09
Pénalités	»	»	24.049 84	346.878 10
Total.....	39.504 60	2.018.883 64	Total. Cent. add.	908.077 01 90.808 56
			Total.....	998.885 57 53.479.419 72
ARBRES FRUITIERS				
Oliviers	157.896	1.775.301	39.474 »	442.743 50
Amandiers	460	206.476	230 »	103.238 »
Orangers, citronniers.	19.669	80.294	4.917 25	20.073 50
Palmiers	19.210	282.858	960 50	78.480 70
Figuiers, etc.	78.589	1.167.668	3.929 45	58.383 40
Vignes indigènes	57.398	5.008.046	2.869 90	250.400 12
Vignes régulières	618 ^b 97	47 ^b 32	30.948 75	2.866 23
Pénalités	»	»	612 67	2.062 80
Total.....	618 97 333.222	47 32 8.520.643	Total. Cent. add.	83.942 52 8.394 27
			Total.....	92.336 79 1.053.523 07
ANIMAUX				
Chameaux adultes...	627	86.481	6.270 »	780.630 »
Chameaux jeunes ...	86	11.301	417 50	44.995 »
Chevaux	5.133	57.022	35.441 »	393.102 50
Juments	929	75.658	4.980 50	519.333 50
Mulets	4.272	50.533	28.252 »	343.234 50
Anes	2.380	412.220	4.694 »	799.244 »
Bœufs et vaches	25.172	1.119.039	150.018 »	6.640.611 »
Veaux et génisses ...	6.568	343.294	19.549 50	1.022.801 25
Porcs	130.947	1.293	646.297 50	6.460 »
Moutons	53.813	6.655.915	53.129 50	6.252.853 25
Chèvres	8.968	2.069.690	6.946 80	1.528.936 40
Pénalités	»	»	42.872 28	157.737 80
Total.....	238.895	10.882.446	Total. Cent. add.	998.868 58 99.886 86
			Total.....	1.098.755 44 20.338.933 13
			Total.....	2.189.977 80 74.871.875 92
			Total général.....	77.061.853 ^f 72

Production de l'année 1920 : 17.563.000 quintaux de grains, dont 6.130.000 pour le blé et 8.844.000 pour l'orge.

TERTIB DE 1921

QUANTITÉS IMPOSÉES

MONTANT DE L'IMPOT

CULTURES ANNUELLES

	EUROPÉENS	INDIGÈNES	EUROPÉENS	INDIGÈNES
Blé dur	12.084 ^h 55	754.558 ^h 56	304.323 ^f 57	18.780.639 ^f 23
Blé tendre	12.901 50	7.188 18	362.505 10	218.755 26
Orge	10.777 98	980.719 12	117.163 67	10.855.612 15
Avoine	8.064 60	854 54	125.518 66	7.614 20
Fèves	2.601 83	56.759 12	36.105 88	994.107 62
Mais	2.501 07	141.010 30	23.488 91	1.892.110 07
Pois chiches	1.669 79	30.590 65	23.910 57	493.497 14
Petits pois	450 65	5.101 25	5.291 42	51.173 91
Haricots	25 80	»	422 78	»
Lentilles	166 66	5.041 23	2.348 66	78.410 83
Mil	73 60	1.634 26	1.871 18	29.006 15
Alpiste	116 »	52 35	1.850 65	1.041 86
Sorgho	1.161 81	99.628 09	13.067 72	1.411.985 84
Lin	933 91	16.935 90	16.487 26	414.688 82
Coriandre	1 90	264 10	11 40	2.565 82
Fenugrec	29 68	1.924 93	209 61	9.879 19
Cumin	2 30	203 30	69 25	6.498 93
Cultures maraichères.	585 08	5.640 62	23.403 »	226.624 90
Henné	4 51	148 31	451 50	14.831 »
Orobe	»	1.574 10	»	314 82
Tertib de principe ...	»	»	»	483.657 28
Pénalités	»	»	10.890 47	96.613 46
Total	54.153 22	2.109.828 91	Total. 1.069.391 26	36.068.628 48
			Cent. add. 106.939 76	3.607.112 87
			Total	1.176.331 02 39.675.741 35

ARBRES FRUITIERS

Oliviers	175.492	2.011.541	43.873 »	502.885 25
Amandiers	970	303.901	485 »	151.950 50
Orangers, citronniers.	14.295	74.139	3.573 75	18.534 75
Palmiers	20.853	328.695	1.042 65	88.097 95
Figuers, etc.	102.541	1.194.879	5.127 05	59.743 95
Vignes indigènes	69.917	5.283.950	3.495 85	264.197 50
Vignes régulières	643 ^h 59	291 ^h »	32.179 50	14.550 »
Pénalités	»	»	486 28	17.925 70
Total	643 59 384.068	291 » 9.197.105	Total. 90.263 08	1.117.885 60
			Cent. add. 9.026 86	111.838 59
			Total	99.289 94 1.229.724 19

ANIMAUX

Chameaux adultes...	603	87.659	6.030 »	874.137 50
Chameaux jeunes ...	71	9.919	355 »	49.475 »
Chevaux	5.377	53.385	37.639 »	373.498 50
Juments	1.290	83.042	9.026 »	580.762 »
Mulets	4.877	54.035	33.673 »	374.299 »
Anes	2.415	417.817	4.828 »	834.637 50
Bœufs et vaches ...	30.106	1.150.443	150.528 75	5.749.386 25
Veaux et génisses ...	5.761	330.807	14.402 50	826.497 64
Porcs	113.355	1.681	283.248 »	4.199 50
Moutons	67.558	6.665.464	67.556 75	6.650.524 50
Chèvres	11.852	2.028.452	9.480 60	1.610.281 20
Pénalités	»	»	21.850 53	92.779 80
Total	243.265	10.882.704	Total. 638.618 13	18.020.478 39
			Cent. add. 63.861 82	1.802.050 44
			Total	702.479 95 19.822.528 83
			Total	1.978.100 91 60.727.994 37
			Total général	62.706.095 ^f 28

Production de l'année 1921 : 29.744.000 quintaux de grains, dont 7.712.000 pour le blé et 9.944.000 pour l'orge.

TERTIB DE 1922	QUANTITÉS IMPOSÉES		MONTANT DE L'IMPOT	
	EUROPÉENS	INDIGÈNES	EUROPÉENS	INDIGÈNES
CULTURES ANNUELLES				
Blé dur	7.678 ^b 68	737.024 ^b 88	114.806 ^f 72	11.577.980 ^f 68
Blé tendre.....	10.853 97	11.008 36	163.418 08	165.739 58
Orge	6.548 61	968.853 83	55.316 22	9.586.301 75
Avoine	10.073 81	1.355 19	» »	» »
Fèves.....	2.019 22	53.300 33	19.145 26	566.336 42
Mais.....	1.926 85	140.080 26	14.765 79	1.409.096 63
Pois chiches	1.444 58	34.844 29	9.455 37	444.248 51
Petits pois	449 85	4.593 59	4.242 43	31.298 19
Haricots	36 45	»	337 »	»
Lentilles	57 77	4.013 85	546 84	32.293 53
Mil	58 50	1.991 99	1.246 »	37.728 89
Alpiste	45 80	154 47	725 15	2.172 17
Sorgho.....	426 34	72.372 60	3.168 70	601.161 41
Lin.....	390 74	12.408 67	4.370 55	322.354 68
Coriandre	2 50	412 90	20 »	3.785 62
Fenugrec.....	8 33	420 87	55 44	3.589 36
Cumin	2 »	416 72	50 »	11.802 80
Cultures maraîchères.	654 92	6.049 25	26.196 80	241.970 »
Henné	7 41	113 05	741 »	11.305 »
Orobe	»	672 41	»	134 91
Tertib de principe ...	»	»	»	725.964 43
Pénalités	»	»	4.027 59	50.180 67
Total.....	42.686 33	2.050.087 51	Total. 422.634 94	25.825.445 23
			Cent. add. 42.268 19	2.582.589 56
		Total.....	464.903 13	28.408.034 79
ARBRES FRUITIERS				
Oliviers	171.772	2.130.264	42.943 »	532.566 »
Amandiers	861	394.005	430 50	197.002 50
Orangers, citronniers.	13.956	76.696	3.489 »	19.174 »
Palmiers	11.952	335.165	597 60	103.708 05
Figuers, etc.	86.056	1.230.566	4.302 80	61.528 30
Vignes indigènes	54.018	5.374.721	2.700 90	268.736 05
Vignes régulières	835 ^b 16	821 ^b 39	41.758 25	41.069 50
Pénalités	»	»	727 85	971 75
Total.....	835 16	338.615 821 39	Total. 9 6.949 90	1.224.756 15
			Cent. add. 9.695 11	122.475 63
		Total.....	106.645 01	1.347.231 78
ANIMAUX				
Chameaux adultes... ..	402	90.687	4.020 »	906.870 »
Chameaux jeunes ...	61	9.262	305 »	46.310 »
Chevaux	6.144	53.528	43.008 »	374.696 »
Juments	1.394	88.666	9.758 »	620.662 »
Mulets	4.943	55.875	34.601 »	391.125 »
Anes	2.500	446.212	5.000 »	892.424 »
Bœufs et vaches	28.020	1.198.521	140.100 »	5.992.665 »
Veaux et géniss3s ...	6.600	325.112	16.500 »	812.780 »
Porcs	76.083	1.590	152.166 »	3.180 »
Moutons	64.536	6.254.389	64.536 »	6.254.389 »
Chèvres	10.755	2.048.818	8.604 »	1.639.054 40
Pénalités	»	»	28.430 05	44.077 60
Total.....	201.438	10.572.660	Total. 507.028 05	17.978.173 »
			Cent. add. 50.702 81	1.797.817 30
		Total.....	557.730 86	19.775.990 30
		Total.....	1.129.279 »	49.531.256 87
		Total général.....	50.660.535 ^f 87	

Production de l'année 1922 : 14.408.000 quintaux de grains, dont 4.628.000 pour le blé et 7.533.000 pour l'orge.

TERTIB DE 1923	QUANTITÉS IMPOSÉES		MONTANT DE L'IMPOT	
	EUROPÉENS	INDIGÈNES	EUROPÉENS	INDIGÈNES
CULTURES ANNUELLES				
Blé dur	12.461 ^h 46	848.697 ^h 93	232.992 ^f 29	17.040.400 ^f 49
Blé tendre.....	21.152 85	21.760 96	472.149 82	610.292 10
Orge	9.953 06	1.092.066 14	108.852 85	13.059.369 97
Avoine	10.306 37	1.325 39	»	11 55
Fèves.....	992 14	20.911 12	12.497 48	246.166 87
Mais.....	2.716 16	184.346 64	27.516 71	2.252.707 70
Pois chiches	1.227 »	26.834 29	17.933 50	522.254 17
Petits pois	651 49	2.580 75	5.986 93	28.166 26
Haricots	29 75	0 35	503 50	11 55
Lentilles	104 68	3.093 49	2.235 69	48.505 02
Mil	122 75	4.955 66	1.278 18	59.755 75
Alpiste	50 81	735 77	778 90	12.953 29
Sorgho.....	771 50	82.168 36	6.758 18	624.382 30
Lin.....	481 38	13.180 40	12.475 35	346.378 52
Coriandre	44 30	1.103 41	1.312 35	41.221 32
Fenugrec.....	46 »	535 91	1.678 75	25.207 85
Cumin	»	122 93	»	2.882 73
Cultures maraîchères.	648 67	8.593 04	25.946 80	343.721 76
Henné	5 21	130 81	521 »	13.081 50
Orobe	»	942 20	»	188 44
Tertib de principe ...	»	»	»	1.016.012 27
Pénalités	»	»	6.355 06	147.302 44
Total.....	61.765 58	2.314.085 55	Total. 937.773 34	36.440.962 30
			Cent. add.(1) 49.857 12	3.644.308 70
ARBRES FRUITIERS				
		Total	987.630 46	40.085.271 »
Oliviers	220.755	2.246.192	55.188 75	561.548 »
Amandiers	2.269	496.247	1.134 50	248.123 50
Orangers, citronniers.	17.559	80.578	4.389 75	20.144 50
Palmiers	12.653	333.419	632 65	84.114 15
Figuiers, etc.	94.278	1.293.836	4.713 90	64.691 80
Vignes indigènes	62.779	6.074.609	3.138 95	303.730 45
Vignes régulières	1.105 ^h	54 ^h	55.282 50	2.740 »
Pénalités	»	»	377 17	12.639 30
Total.....	1.105	410.293	Total. 124.858 17	1.297.731 70
			Cent. add. 12.485 84	129.779 86
ANIMAUX				
		Total	137.344 01	1.427.511 56
Chameaux adultes... ..	462	96.207	4.620 »	959.662 50
Chameaux jeunes ...	69	9.066	343 75	45.330 »
Chevaux	6.110	57.191	42.768 »	400.229 »
Juments	1.610	97.442	11.266 »	681.906 »
Mulets	4.752	57.815	33.264 »	404.295 »
Anes	2.577	480.065	5.152 »	959.446 50
Bœufs et vaches	30.340	1.312.283	151.700 »	6.561.147 50
Veaux et génisses ...	9.109	331.266	22.772 50	828.096 75
Porcs	47.768	796	95.501 50	1.592 »
Moutons	85.018	7.035 774	85.018 »	7.031.215 25
Chèvres	14.803	2.343.796	11.841 60	1.871.952 40
Pénalités	»	»	21.425 79	89.835 20
Total.....	202.618	11.821.701	Total. 485.673 64	19.834.708 10
			Cent. add. 48.567 37	1.983.605 82
Total..... 534.241 01 21.818.313 92				
Total..... 1.659.215 48 63.331.096 48				
Total général..... 64.990.311^f 96				

Production de l'année 1923 : 18.889.000 quintaux de grains, dont 6.948.000 pour le blé et 9.758.000 pour l'orge.

(1) La ristourne a été déduite des centimes additionnels de l'achour. C'est une erreur statistique ; mais nous sommes obligés de la reproduire, pour la conformité des chiffres globaux.

TERTIB DE 1924	QUANTITÉS IMPOSÉES		MONTANT DE L'IMPOT	
	EUROPÉENS	INDIGÈNES	EUROPÉENS	INDIGÈNES
CULTURES ANNUELLES				
Blé dur	14.683 ^h 93	858.279 ^h 83	340.147 ^f 18	22.631.482 ^f 28
Blé tendre.....	25.007 82	35.162 61	678.447 77	1.188.819 44
Orge	8.859 11	1.189.409 05	148.324 09	23.947.432 75
Avoine	18.172 81	1.591 25	»	»
Fèves.....	2.170 34	40.884 60	35.999 16	794.926 36
Maïs.....	2.425 24	189.503 49	20.071 96	2.127.299 71
Pois chiches	1.530 65	25.422 66	17.566 35	464.332 85
Petits pois	1.551 71	2.085 32	20.252 74	28.069 33
Haricots	140 »	»	293 50	»
Lentilles	143 99	2.608 03	2.168 68	47.621 44
Mil	222 40	6.727 65	1.698 25	58.064 30
Alpiste	173 01	3.948 88	8.721 44	212.731 06
Sorgho.....	575 52	62.669 22	4.783 44	453.953 26
Lin.....	1.256 49	16.820 62	26.273 80	577.612 66
Coriandre	220 50	4.194 35	5.315 94	125.255 17
Fenugrec.....	115 03	1.400 66	4.531 83	50.466 50
Cumin	13 01	893 38	620 20	59.414 10
Cultures maraichères.	639 18	8.507 45	25.567 40	340.298 »
Henné	5 75	242 25	575 »	24.225 »
Orobe	0 50	2.928 95	0 10	585 79
Tertib de principe...	»	»	»	674.139 06
Pénalités	»	»	3.449 07	244.143 01
Total.....	77.906 99	2.453.280 25	Total. 1.344.807 90	54.050.872 07
			Cent. add. 134.481 69	5.405.087 20
		Total	1.479.289 59	59.455.959 27
ARBRES FRUITIERS				
Oliviers	181.266	2.431.584	45.316 50	607.896 »
Amandiers	1.390	526.776	695 »	263.388 »
Orangers, citronniers.	21.331	82.698	5.332 75	20.674 50
Palmiers	9.858	317.381	492 90	93.432 84
Figuers, etc.	78.685	1.489.581	3.934 25	74.479 05
Vignes indigènes	63.981	7.581.905	3.199 05	379.095 25
Vignes régulières	676 ^h 44	42 ^h 98	33.822 »	2.149 »
Pénalités	»	»	408 46	3.280 70
Total.....	676 44	356.511 42 98	Total. 93.200 91	1.444.395 34
			Cent. add. 9.320 09	144.439 53
		Total	102.521 »	1.588.834 87
ANIMAUX				
Chameaux adultes...	409	103.121	4.090 »	1.031.210 »
Chameaux jeunes ...	47	10.116	235 »	50.580 »
Chevaux	5.868	60.839	41.076 »	425.873 »
Juments	1.941	105.726	13.587 »	740.082 »
Mulets	4.818	61.217	33.726 »	428.519 »
Anes	2.226	534.042	4.452 »	1.068.084 »
Bœufs et vaches	31.224	1.425.022	156.120 »	7.125.110 »
Veaux et génisses ...	9.550	374.413	23.875 »	936.032 50
Porcs	54.088	1.593	108.176 »	3.186 »
Moutons	90.446	8.125.138	90.446 »	8.125.138 »
Chèvres	14.412	2.632.193	11.529 60	2.105.754 40
Pénalités	»	»	9.209 56	127.445 50
Total.....	215.029	13.433.420	Total. 496.522 16	22.167.014 40
			Cent. add. 49.652 21	2.216.701 44
		Total	546.174 37	24.383.715 84
		Total.....	2.127.984 96	85.428.509 98
		Total général.....	87.556.494 ^f 94	

Production de l'année 1924 : 22.212.000 quintaux de grains, dont 8.069.000 pour le blé et 11.915.000 pour l'orge.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	I
PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE DU TERTIB	
Chapitre I ^{er} : L'IMPÔT CORANIQUE	1
La zekat primitive. — L'impôt obligatoire : zekat des animaux et achour des récoltes. — Assiette et recouvrement. — Les difficultés financières.	
Chapitre II : LE PREMIER ESSAI DE TERTIB EN 1881 SOUS MOULAY HASSAN	6
L'exemption fiscale des étrangers. — La conférence de Madrid et le règlement de 1881. — L'impôt agricole. — Ses conditions d'application. — Son échec.	
Chapitre III : LE TERTIB DE 1901 SOUS ABD EL AZIZ.....	13
La réforme fiscale de 1901 et l'institution du Tertib. — Les caractéristiques du nouveau règlement : assiette, tarifs et perception. — L'accord de 1903. — Les causes d'échec. — Les résultats. — La conférence d'Algésiras, en 1906.	
Chapitre IV : LA MISE EN VIGUEUR DU TERTIB PAR MOULAY YOUSSEF SOUS LE PROTECTORAT FRANÇAIS.....	22
L'impôt arabe dans le Maroc Oriental. — Dans la Maroc Occidental : le message chérifien de 1912, le règlement de 1913 et l'instruction de 1914.	
Chapitre V : LES DAHIRS ORGANIQUES DE 1915.....	33
Le dahir du 10 mars 1915 réglementant le Tertib. — L'achour des cultures et la zekat des animaux. — Le dahir de fixation des tarifs. — Le dahir du 11 mars 1915 sur le tertib des arbres fruitiers.	
Chapitre VI : LES IMPÔTS AGRICOLES EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE.....	42
Les « impôts arabes » en Algérie ; les nouvelles contributions. — Les impôts agricoles dans la Régence. — Diversité des systèmes fiscaux en Afrique du Nord.	

DEUXIÈME PARTIE : LE FONCTIONNEMENT DU TERTIB

Chapitre I ^{er} : L'ASSIETTE.....	53
L'arrêté du 14 mars 1915. — L'instruction générale du 1 ^{er} mai 1915. — Le Tertib en 1915, en 1916 et dans les années suivantes. — Quelques questions d'ordre pratique. — Les dispositions spéciales aux Européens. — L'arrêté du 15 février 1921.	
Chapitre II : LES CONTRÔLEURS DU TERTIB.....	72
La période des débuts. — Recrutement. — Organisation extérieure. — Méthodes de travail. — Résultats.	
Chapitre III : LES TARIFS.....	88
La fixation des tarifs. — Les bases d'appréciation. — Le tarif <i>ad valorem</i> et le tarif forfaitaire. — Les centimes additionnels et la rémunération des chefs indigènes.	
Chapitre IV : LA LIQUIDATION.....	100
Liquidation de l'impôt. — Etablissement des rôles et des quittances. — Les centres de confection. — Le bureau central. — Le contentieux.	
Chapitre V : LE RECOUVREMENT.....	108
La mise en recouvrement. — Les collecteurs d'impôt. — Les versements. — La comptabilité. — Les dahirs du 6 janvier 1916 et du 22 novembre 1924 sur les poursuites en recouvrement.	

TROISIÈME PARTIE : RÉSULTATS, VALEUR ET ROLE ÉCONOMIQUE DU TERTIB

Chapitre I ^{er} : LES RÉSULTATS GÉNÉRAUX.....	121
Le rendement du Tertib. — Les variations des tarifs et l'influence de la récolte. — L'extension de la zone imposable ; l'action du contrôle ; l'augmentation des emblavures. — Le Tertib de principe. — La statistique agricole.	
Chapitre II : LA VALEUR DU TERTIB.....	136
Le Tertib et le contribuable. — Les reproches adressés au Tertib. — Les améliorations intérieures nécessaires. — Le Tertib et l'Etat. — Considérations générales.	

Chapitre III : LE TERTIB ET L'AGRICULTURE.....	147
--	-----

Le Tertib et la colonisation. — Les primes culturelles. — Le rôle économique de l'impôt. — La mise en valeur du pays. — Les améliorations extérieures.

ANNEXES

RÉSULTATS GÉNÉRAUX DU TERTIB, DE 1915 A 1924.....	163
---	-----

